l'unité

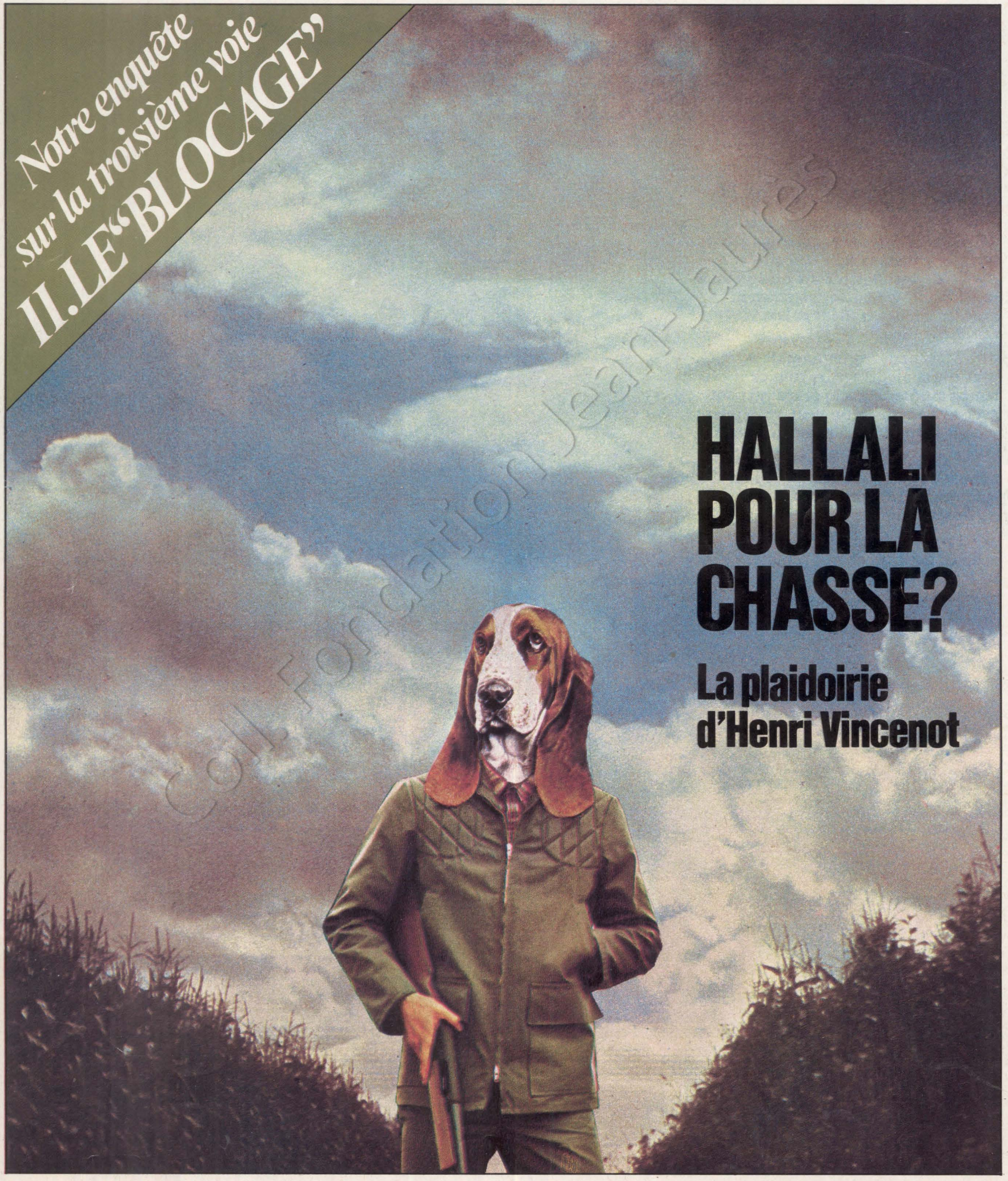
N° 311 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 20-26 octobre 1978

Notre enquête sur la troisième voie

II. LE "BLOCAGE"

HALLALI POUR LA CHASSE?

La plaidoirie d'Henri Vincenot



Coll. Fondation Jean-Jaurès

L'HUMANITÉ EN MARCHE



une collection profondément originale

par sa conception, son esprit, le choix de ses collaborateurs et sa réalisation même, l'Humanité en marche présente, en une vaste fresque, prodigieusement documentée, l'histoire objective et cohérente de tous les mouvements révolutionnaires, populaires et démocratiques du monde entier de 1789 à nos jours. Groupant des savants, des historiens, des écrivains, des journalistes, des universitaires, mais aussi des syndicalistes et des militants issus de tous les horizons de la pensée démocratique, cette édition constitue un apport historique irremplaçable, indispensable à tous ceux que les questions politiques et sociales d'aujourd'hui ne laissent pas indifférents.



LHOSTE

une évocation sincère et passionnée

1793 - 1848 - la Commune - la révolution d'octobre - le front populaire - la Résistance - les révolutions chinoises - l'Afrique de l'esclavage à la décolonisation - l'Amérique latine en lutte - la femme dans la Société - les conquêtes ouvrières - les luttes contre le racisme...

la collaboration d'hommes et de femmes

qui ont en commun le respect de la dignité humaine et foi dans l'avènement d'une société plus juste. Parmi ceux-ci : Claude Bourdet, Don Helder Camara, Aimé Césaire, Marie-José Chambart de Lauwe, Jean Cornec, Jean Ellenstein, Claire Etcherelli, Marc Ferro, Annie Guéhenno, Jacques Guyard, Stellio Lorenzi, Jacques Mitterrand, Hélène Parmelin, Jean Poperen, Roger Quilliot, Albert Soboul, Vercors.

vingt-cinq volumes reliés

comprenant chacun : une importante préface, une passionnante étude historique, dues à la plume d'une personnalité de premier plan et largement illustrées, un grand roman significatif, classique ou contemporain, enrichi d'illustrations originales en couleurs. L'ensemble est tiré sur un grand vélin d'édition et relié plein skivertex frappé au balancier d'après des fers originaux de Jean Colin. Ces 25 volumes représentent 7.500 pages à raison de 300 pages en moyenne par tome.

Je souhaite recevoir gratuitement et sans aucun engagement une information complète sur "L'HUMANITÉ EN MARCHE".

Nom Prénom _____

Profession (facultatif) _____

Adresse complète _____

_____

Date _____ Signature

A retourner aux : **Éditions MARTINSART**
58, rue des Capucins 41200 ROMORANTIN

sommaire

Social

4 *Le complot contre les P.t.t., par Christine Cottin*

7 *Rentrée universitaire : l'ordre de Madame le Ministre engendre le désordre, par Maryse Wolinski et Nicole du Roy*

Société

8 *Le débat sur la dénatalité : démographie et projet de société, par Yvette Roudy*

9 à 15 *La suite de notre enquête sur la troisième voie*
II. Le « blocage » suédois, avec Olof Palme, Carl Lidbom, Didier Motchane et Edgard Pisani

Monde

16 *L'Italie orpheline de Saint-Père, par Marc Semo*

17 *Ma part de vérité, par François Mitterrand*

18 *Débat au P.s. : les lecteurs ont la parole*

Document

24 *Hallali pour la chasse ?, par Marie-José Bernardot*

27 *La plaidoirie d'Henri Vincenot : cailles sur canapé*

Spectacles

29 *Un Arlequin nommé Bedos, par Jean-Paul Liégeois*

Cinéma

30 *La chaleur du marbre, par Serge Richard*

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 10, 24, 25), Barrigue (pages 16, 17, 26, 29), Coureuil (page 19), Keystone (page 32), Pascal Lebrun (pages 8, 11, 12, 27, 31), Pym (pages 1, 4), Schatzberg (page 28), Solo (pages 5, 32, 33), Sygma (pages 16, 21, 29, 30), Viva (pages 9, 13, 15, 26).

Un bon départ

Le numéro de la semaine dernière de « l'Unité » a recueilli le large écho que nous espérions et dont témoignent à la fois l'intérêt rencontré parmi les militants du P.s. et les nombreuses citations, dans la presse française et étrangère, de la première partie de notre enquête sur la « troisième voie » pour le socialisme.

Notre campagne de promotion du journal a bien démarré, puisque — en dépit des perturbations de ces derniers jours dans l'acheminement du courrier — nous avons déjà reçu plusieurs centaines de nouveaux abonnements. C'est un très bon début, mais il faut maintenant intensifier l'effort avec la participation directe de chacun de nos lecteurs et abonnés actuels. En s'abonnant ou en se réabonnant d'ici au 1er décembre (même par anticipation, si leur abonnement en cours est valable au-delà de cette date), en faisant un ou plusieurs abonnés autour d'eux, ils contribueront de la manière la plus efficace à assurer la vie et le développement de ce journal, plus que jamais nécessaire au Parti socialiste. Ils bénéficieront, en même temps, d'un cadeau que nous leur avons spécialement réservé.

Toute personne souscrivant avant le 1er décembre un abonnement ou un réabonnement d'un an (180 F) recevra gratuitement l'un ou l'autre de deux ouvrages particulièrement chers à tout lecteur de « l'Unité » :

— Soit le livre de François Mitterrand « l'Abeille et l'architecte » (Flammarion) ;

— Soit celui de Jean-Paul Liégeois : « Gens de liberté » (Denoël), recueil d'une série de trente et un entretiens réalisés pour « l'Unité ».

Il suffit à chacun de remplir le bulletin ci-dessous, en cochant les mentions retenues.

Nous comptons sur votre réponse rapide à notre appel. Et, d'avance, nous vous en remercions.

Bulletin d'abonnement à retourner 41, boulevard de Magenta 75010 PARIS

Je soussigné.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :
- abonnement d'un an (180 F) ☐
- abonnement de six mois (110 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante

☐ par chèque bancaire
☐ par chèque postal
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Avec mon abonnement d'un an, je désire recevoir

☐ le livre de François Mitterrand



☐ le livre de Jean-Paul Liégeois



Date Signature

• « L'Unité » est vendue en Suisse au prix de 3 francs.

LE COMPLOT CONTRE LES P.T.T.

« On » voudrait brader ce service public modèle que furent et restent encore les P.t.t. qu'« on » ne s'y prendrait pas autrement. Mais les postiers ne l'entendent pas de cet oreille et vont le dire massivement

AU train où vont les choses, dans cinq ans, la poste est fichue. » Alors que le budget des P.t.t. sera soumis à l'Assemblée nationale le 14 novembre prochain, Raymond Py, responsable de la fédération C.f.d.t. des P.t.t. tire la sonnette d'alarme. Cette fois, la situation est grave.

Il n'est pas le seul à le dire. Les trois grandes centrales syndicales ont perçu le même danger. Que la C.g.t., la C.f.d.t. et F.o. ne montent pas au front unies, n'empêchera pas le 25 octobre les employés des P.t.t. de se retrouver au coude à coude sur le terrain. La C.g.t. et la C.f.d.t., pour leur part, fidèles à l'unité d'action, ont opté pour le principe de grèves tournantes étalées sur une semaine, du 24 au 29 octobre. Force ouvrière de son côté a préféré appeler l'ensemble des 285 000 postiers et des 130 000 agents des télécommunications à cesser le travail un seul jour : le 25 octobre.

A l'ordre du jour, pour tous, la défense des P.t.t. Avec une offensive en direction des usagers. « Cette grève vous gêne aujourd'hui, leur dit un tract F.o. Son but : mieux vous servir demain. » Et de rappeler le retard dans l'acheminement des lettres et des paquets, les files d'attente aux guichets, le service des renseignements impossible à obtenir, les délais de raccordement dix fois trop longs, tout ce dont les usagers font les frais. Sans se douter, la plupart du temps, des acrobaties réalisées par le personnel pour leur assurer un service qu'ils jugent défectueux. Et sans savoir non plus à quel point les salariés subissent de plein fouet une dégradation dont ils n'ont, eux, que les répercussions.

En résumé le mécontentement gronde. Un signe ne trompe pas : depuis le début de l'année, plus de 650 conflits ont éclaté dans les postes et télécommunications. Au départ, très localisés à un guichet ou à un bureau, ces mouvements se sont peu à peu amplifiés jusqu'à s'étendre aux villes et aux départements. Depuis le 15 septembre, plus de quinze grèves départementales différentes ont été enregistrées par les fédérations. Avec, chaque fois, des taux de participation inhabituels. « Dans la Manche, le 20 septembre, 100 % de grévistes à Cherbourg et Granville. Et jamais au-dessous de 50 %, quel que soit le bureau. Ce département a pourtant la réputation de mal répondre à ce type de mot d'ordre », commente Guy Tonnerre de la Fédération C.f.d.t. Les avis de grève, aujourd'hui, ne cessent de se multiplier. La Drôme, le Loir-et-Cher, la Loire-Atlantique, la Vendée et le Calvados, pour ne citer que les derniers, n'ont pas voulu attendre les journées nationales pour entrer dans l'action.

« Depuis la grève mémorable de 1974, affirme Jean Bartholomé, responsable de la fédération C.g.t. des P.t.t., l'exaspération des travailleurs n'a fait que croître. Aujourd'hui, elle atteint un seuil où le moindre incident peut devenir la goutte d'eau qui fait déborder le vase. »

Dans ce climat déjà tendu, l'actualité a brutalement ramené sur le devant de la scène tous les problèmes de sécurité. Le 25 septembre dernier, un facteur de 48 ans, Georges Albert est poignardé en pleine rue dans le 20e arrondissement de Paris. Ce meurtre suscite une véritable levée de boucliers. Les postiers refusent toutes les explications qui passent par la fatalité ou par la montée de la criminalité. Pour eux, le hasard n'a rien à voir dans cette mort. Ils dressent un constat laissant peu de place au doute. En sept ans, le nombre des actes de banditisme contre les P.t.t. a été multiplié par sept. On recensait, en 1977, 209 agressions contre des préposés pour 65 en 1970. Pour les six premiers mois de cette année, on compte déjà 497 atteintes diverses à la sécurité des postiers, dont 130 attaques contre des facteurs, 242 hold-up et 16 prises d'otage (pour 28 au total en France pendant la même période). Bilan : un mort, de nombreux blessés et 18 millions de francs volés.

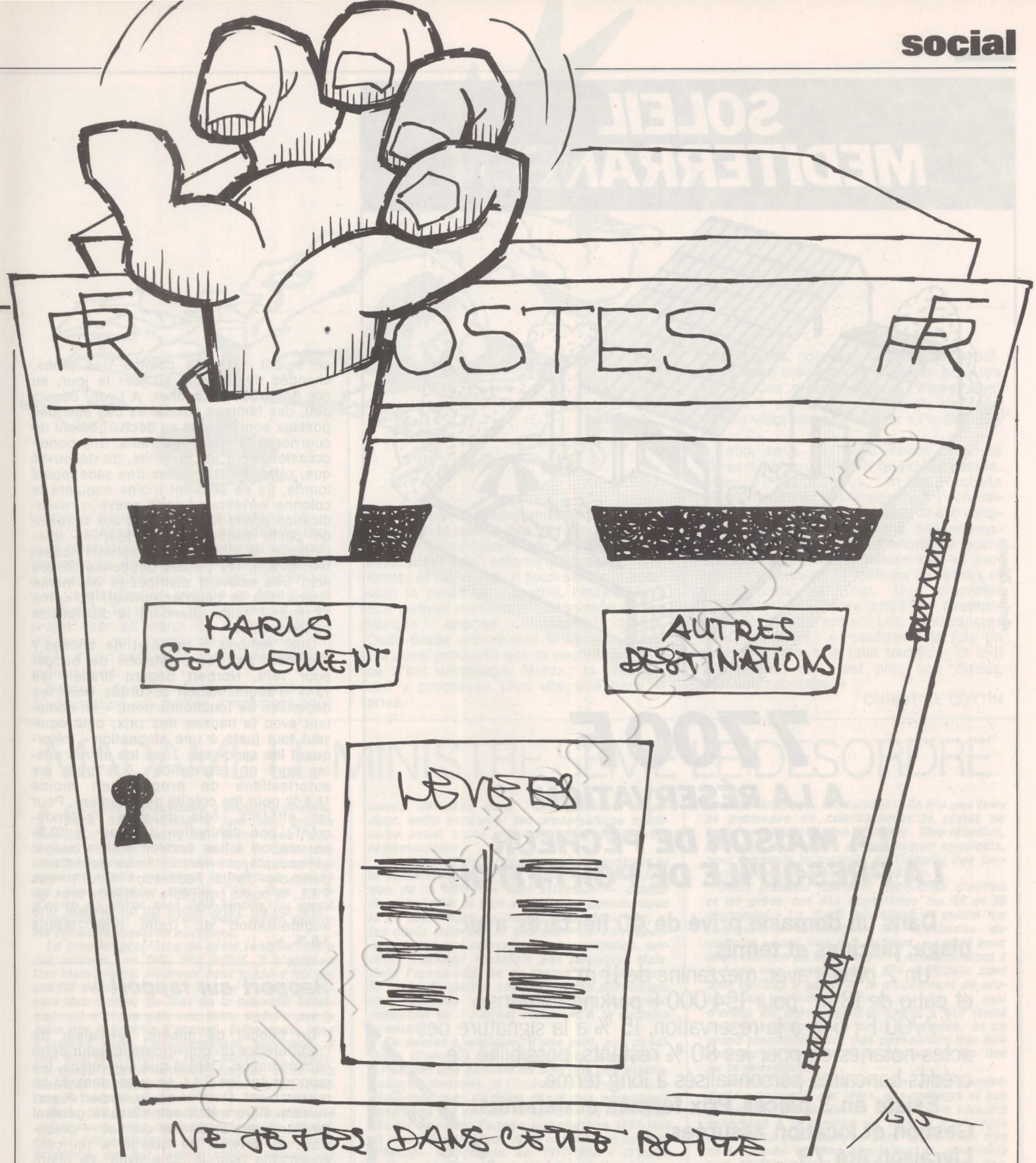
Les risques du métier

Pour éclairer ce constat, un seul exemple : celui du bureau de poste d'Orgeval. Il a subi neuf hold-up en dix-huit mois dont trois début 1978. Exaspéré après le neuvième, le personnel, composé en majorité de femmes, a envahi le bureau du directeur et a décrété qu'il n'en sortirait pas sans avoir obtenu l'installation des systèmes de protection adéquats. « Vitres pare-balle, chambre forte et sonnettes d'alarme sont pour quelques bureaux privilégiés du centre des grandes villes. Et pourtant, on connaît leur pouvoir dissuasif », affirme Michel Delugin des P.t.t.-C.g.t. Là encore, les faits parlent d'eux-mêmes. Attaque au bureau de poste d'Alfortville : pas d'équipement de sécurité ; trois personnes blessées. Attaque au bureau de poste d'Ivry : le hold-up échoue grâce aux dispositifs de protection.

Alors « les risques du métier », dans ce contexte, les postiers ne veulent pas en entendre parler. Leur peur quotidienne, latente sans doute, mais toujours présente, s'est transformée en colère. A la moindre alerte, des grèves éclatent, massives et immédiates. Ainsi, le 3 octobre, quand le bureau de poste de Courbevoie a subi son troisième hold-up en un an. De même, trois jours plus tard, quand un facteur, en partant en tournée le matin, s'est fait agresser dans le 19e arrondissement de Paris et voler les 10 000 francs de sa sacoche. Face à cette montée du mécontentement, Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.t.t. a décidé de doubler les crédits affectés à la sécurité : « Une mesure bien tardive », selon la C.g.t. et la C.f.d.t. qui posent le problème de la vétusté des locaux et du manque d'entraînement d'un personnel composé pour une trop grande part de vacataires en transit dans les bureaux.

L'insécurité, cependant, n'est pas, et de loin, le principal sujet de grogne dans les P.t.t. « Plus de 80 % des conflits, depuis un an, éclatent à cause du manque d'effectifs, assure Raymond Py. En quinze ans, le trafic postal est passé de cinq à dix milliards d'objets transportés. Les effectifs, eux, n'ont pas suivi. » Emile Le Beller, secrétaire national de la fédération C.f.d.t. des P.t.t. fait les comptes : « Bon an, mal an, on a réussi à obtenir cinq à six mille emplois supplémentaires chaque année. En 1977, par rapport à 1976, il y a bien eu 6 700 emplois créés dans les postes. Mais, comme dans le même temps, on a diminué les crédits qui permettent d'embaucher des auxiliaires pour les périodes de pointe, le nombre des postiers a, en fait, augmenté d'à peine 0,6 %. Cette année, la situation s'est encore aggravée.

« L'administration vient d'ordonner de nouvelles restrictions budgétaires qui me contraignent à prendre, pour les quatre derniers mois de l'année, les mesures suivantes, au détriment même de la qualité du service. » Signé : le directeur départemental. Ces types de circulaires se sont multipliées ces temps derniers, toutes porteuses des mêmes recommandations. Il faut faire des économies. Le directeur départemental des Hauts-de-Seine a décidé qu'il n'y en avait pas de petites. Plus question de laver les carreaux des bureaux du département pendant les six derniers mois de l'année. Impossible encore, faute de crédit, d'assurer les remplacements grâce aux auxiliaires et aux vacataires. Les consignes sont données de laisser les postes vacants. Conséquence directe : les non-titulaires, employés depuis des mois, parfois des années, dans les postes se voient purement et simplement renvoyés. Ainsi, dans les Bouches-du-Rhône, 300 auxiliaires viennent d'être licenciés

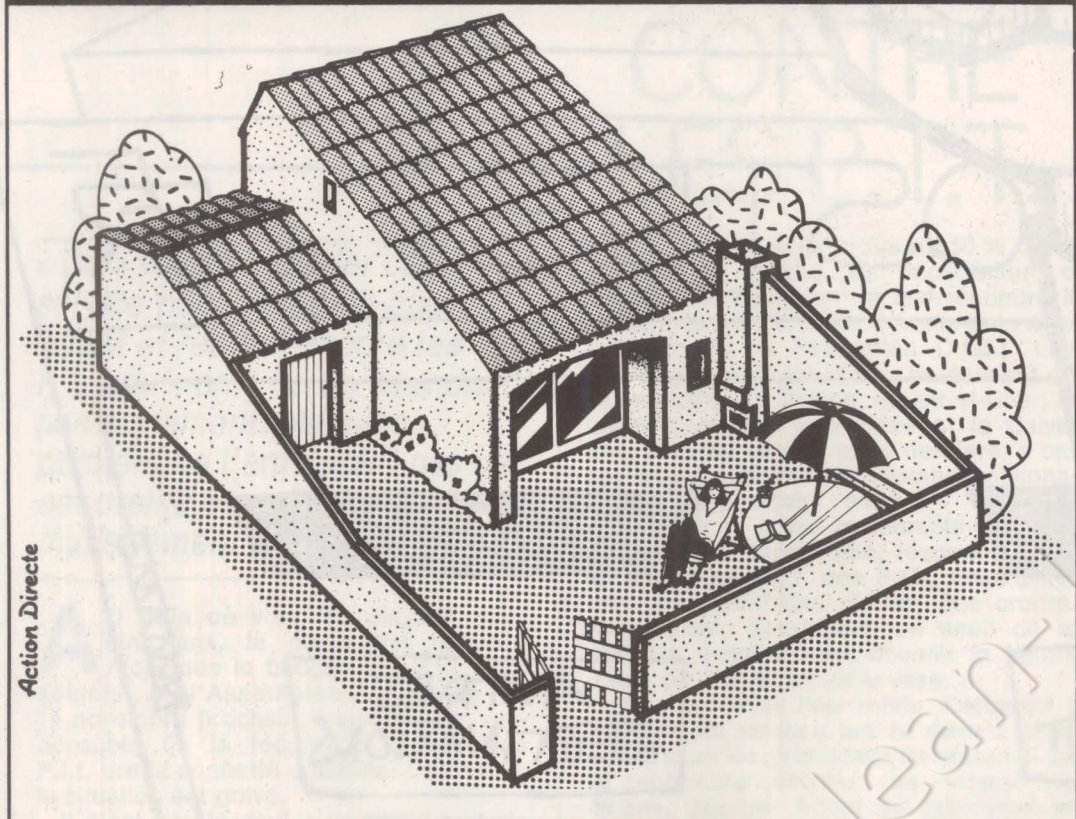


sans autre forme de procès. Et sans indemnités. Résultat : pendant que des guichets restent fermés, à côté, des files d'attente s'allongent, engendrant mauvaise humeur chez les usagers et engueulades répétées pour les préposés à leur poste.

A la distribution, le manque d'effectifs fait souvent partie de la routine, planifiée officiellement par la direction. Cas de figure classique : dans un secteur, cinquante tournées doivent être effectuées chaque jour. Mais le bureau de poste ne dispose que de quarante-deux facteurs. Plusieurs hypothèses se présentent alors. Ou bien quelques préposés acceptent de faire deux tournées en doublant leur journée de travail. Ou bien, plus simplement, la direction planifie une rotation des tournées qui ne seront pas effectuées. Cela afin de ne pénaliser les usagers qu'à tour de rôle. Ainsi, à Aulnay-sous-Bois, chaque jour, du 1er au 15 août dernier, entre 14 et 17 tournées sur 50 n'ont pas été distribuées. « Avec un peu de bol, affirme un facteur, les usagers ne s'en aperçoivent pas. » Les grosses entreprises, elles, ne subissent pas ces avatars. Le plus souvent, elles ont une boîte postale et sont, de ce fait, presque toujours servies.

Contraints à un travail mal fait, découragés par un retard irrattrapable — à Aix par exemple, la C.g.t. estime à 50 000 les lettres et colis « en attente » —, les postiers se voient imposer des conditions de travail pour le moins détériorées. Si on ne peut les empêcher de s'absenter pour leurs congés payés, on leur refuse en ce moment et presque partout le droit de prendre leurs repos compensateurs : 500 000 heures seraient dues d'ici à la fin de l'année en compensation du travail de nuit et des jours fériés. « Pour apurer les comptes, précise Claude Galan, de la C.g.t., l'administration décide de temps en temps de les payer. Un dédommagement matériel qui n'enlève rien à une fatigue supplémentaire imposée. » Toujours à cause du manque d'effectif, les salariés →

SOLEIL MEDITERRANEEN



Action Directe

7700 F

A LA RÉSERVATION

LA MAISON DE PÊCHEUR

LA PRESQU'ÎLE DE PORT-FITOU.

Dans un domaine privé de 40 hectares avec plage, piscines et tennis.

*Un 2 pièces avec mezzanine de 11 m² et patio de 18 m² pour 154 000 F parking compris.

7700 F : 5 % à la réservation, 15 % à la signature des actes notariés et, pour les 80 % restants, possibilité de crédits bancaires personnalisés à long terme.

Existe en 3 pièces. Prix fermes et définitifs. Gestion et location assurées. Livraison été 79.

Jacques Ribourel *Sud. s.a.*

120, Champs-Élysées
75008 Paris - Tél. 225.22.31

Veuillez m'envoyer gratuitement votre documentation sur la presqu'île de Port-Fitou.

Nom

Adresse

Tél. dom.

Tél. bur.

U

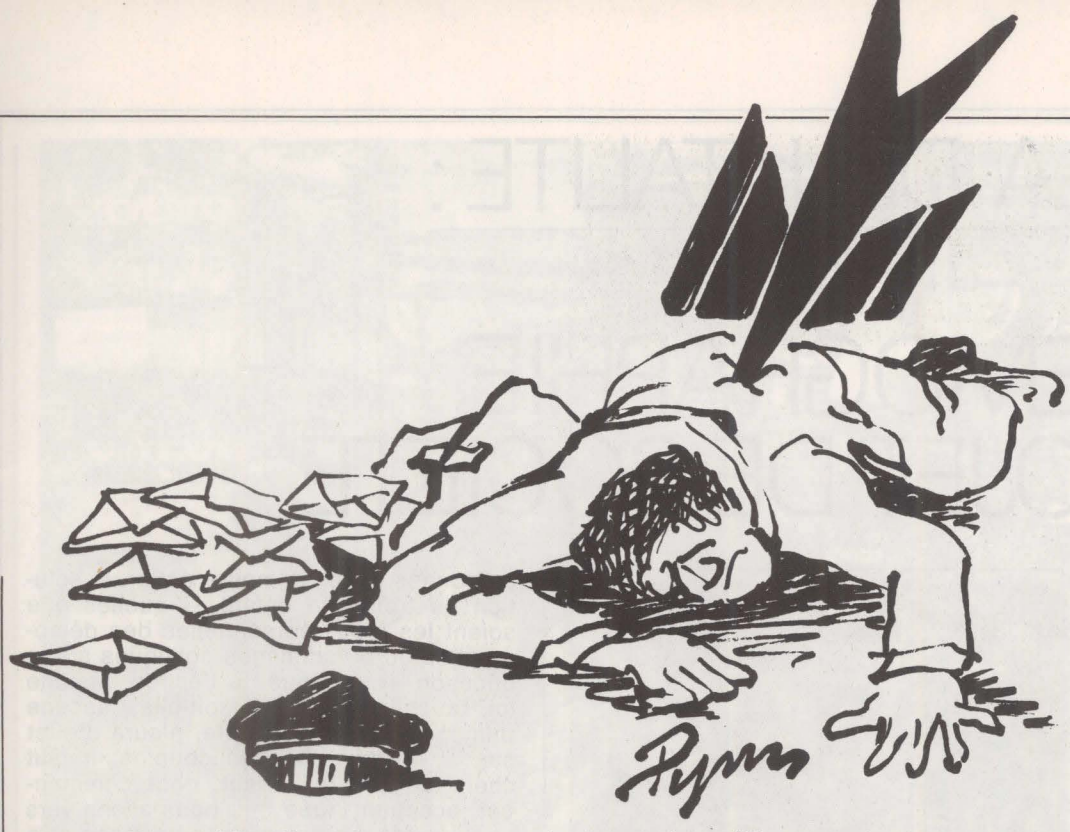
19.10.78

se voient déplacés comme des pions, changés de brigade, au jour le jour, au gré des trous à boucher. A Lyon, depuis peu, des femmes auxiliaires des chèques postaux sont mutées au déchargement du courrier, à l'arrivée des trains. Une bonne occasion, pour les hommes, de découvrir que, réflexion faite, avec des sacs moins lourds, ils se seraient moins esquinté la colonne vertébrale : cette nouvelle revendication prend forme. Quant aux bureaux de poste nantis d'un porteur de télégramme, ils font figure de parents riches. Maintenant, les petites dépêches bleues sont très souvent distribuées en même temps que le courrier normal. Et après 17 heures, elles attendent la distribution du lendemain.

Quel remède à cet état de choses ? Sûrement pas les prévisions de budget pour 1979. Norbert Ségard brandit les 13 % d'augmentation accordés pour les dépenses de fonctionnement. « En comptant avec la hausse des prix, cela équivaut tout juste à une stagnation », rétorquent les syndicats. Tous les autres postes sont en régression : 0 % pour les autorisations de programme ; moins 18,8 % pour les crédits de paiement. Pour les effectifs, cela dépasse l'entendement : une diminution de plus de 50 % par rapport à l'an dernier. « Si le budget est accepté, prévient Emile Le Beller, responsable de la Fédération C.f.d.t. des P.t.t., la poste comptera moins de bras en 1979, qu'en 1978, alors qu'on prévoit une augmentation du trafic d'au moins 3,5 %. »

Rapport sur rapport

Un budget de misère, révélateur de l'indifférence du gouvernement pour cette administration. Depuis quelque temps, les rapports sur les P.t.t. se succèdent. Et se ressemblent. Dernier né, le rapport Ripert — Jean Ripert était commissaire général du Plan jusqu'en janvier dernier — préconise un service de qualité à un coût acceptable pour la collectivité. La distribution en J + 1 (la lettre arrive le lendemain du jour où elle est postée) est, d'après ce rapport, un mythe dangereux. Ce n'est plus tant de rapidité que de régularité dont les usagers ont besoin. « Autrement dit, dénonce la C.f.d.t., on satisfait la régularité du courrier d'entreprise au détriment de la rapidité du courrier personnel. » « Ce rapport, affirme la C.g.t., n'est qu'une vaste mise en accusation du personnel qui, par son manque de respect des cadences et de la durée du travail, serait responsable de la dégradation du service. » Jean Ripert aboutit à « un constat d'ensemble préoccupant ». Autant dire que l'avenir se présente mal et que, de malade, la poste pourrait se



retrouver en position d'agonisante.

Un diagnostic loin de contredire le rapport Nora-Minc : au printemps, les deux inspecteurs des Finances étaient arrivés à la conclusion que, devant l'informatique, la distribution postale ne ferait plus longtemps le poids. Et de revenir à un projet cher au cœur de Valéry Giscard d'Estaing qui l'avait déjà proposé en 1967 : il faut séparer la poste des télécommunications.

Depuis des années, la campagne d'intoxication est menée rondement pour couper les télécommunications, secteur brillant, à la pointe des techniques et rentable — ô combien —, de la poste, volontiers présentée comme archaïque, tatillonne, et coûteuse. A tous ceux qui accusent la poste de gabegie, l'Insee, dans son dernier numéro d'« Economie et statistique » oppose un démenti formel. Cette étude prouve que le secteur public est aussi productif que le secteur privé, si ce n'est davantage. Mieux : la productivité y progresse plus vite que dans le privé.

Mais alors, pourquoi ces déficits chroniques qui s'élèvent à 19 milliards pour les P.t.t. ? Ces dettes, affirme l'Insee, sont dues à la politique de bas tarifs imposée depuis vingt ans pour « tenir » l'indice des prix.

Enfin, ceux qui condamnent la poste passent un peu vite sur quelques détails. Avec 17 000 bureaux, 31 000 guichets (88 000 facteurs, 40 000 agents à l'acheminement, 87 000 aux guichets), 32 000 voitures et camions, 4 500 motos, 600 wagons-poste et une vingtaine d'avions, la poste dispose d'une infrastructure qui lui permet de distribuer 30 millions de lettres et de paquets par jour. Une merveille d'organisation encore citée en exemple dans le monde entier. Les syndicalistes sont unanimes : « Posséder à la fois un tel instrument, une telle tradition, et tout démanteler, ce n'est plus une erreur, c'est du sabotage. »

CHRISTINE COTTIN

MADAME LE MINISTRE SEME LE DESORDRE

La rentrée universitaire s'annonce chaude. Alice Saunier-Seïté a juré ses grands dieux de remettre de l'ordre dans l'Université. Pourtant, c'est plutôt le désordre qu'elle risque de provoquer dans les jours qui viennent si elle maintient la politique menée par son ministère depuis l'été. Des mots d'ordre de grève sont déjà lancés, un grand rassemblement est prévu pour lutter contre les récentes mesures adoptées.

Le premier problème de cette rentrée 1978 a été soulevé, en fait, dès juillet. Il s'agissait des inscriptions. Heureux sont aujourd'hui les 800 000 débrouillards qui ont pu passer au travers des mailles du filet de la nouvelle sélection qui n'avoue pas son nom, opérée par le biais des capacités d'accueil. Désormais, pour s'inscrire dans l'enseignement supérieur, il faut être bien informé, rusé, obstiné et rapide. Certaines facs affichaient complet, alors que bien des étudiants ignoraient encore les résultats du baccalauréat.

Puis, dès la fin d'août, une autre difficulté est apparue, celle du recrutement des vacataires et des assistants non titulaires. Un vieux problème en fait jamais résolu depuis les engagements pris en juillet 1975 — notamment quant à la garantie d'emploi de ces personnels — par Jean-Pierre Soisson, alors secrétaire d'Etat aux Universités. Quatre mille cinq cents assistants non titulaires, deux mille vacataires selon les syndicats, six cents d'après le ministère, sont concernés.

Le 18 août dernier, une délégation de la Fen et du Snesup était reçue par le ministre en personne, qui a fait part de ses intentions : maintenir cette année les horaires des vacataires à plein temps en exercice et les faire bénéficier de mesures transitoires, respecter les engagements pris en matière de garantie d'emploi tout en refusant la titularisation, remplacer l'actuel corps des assistants par un corps d'« attachés », recrutés par un jury pour un an puis deux ans renouvelables, constituer en quelque sorte un « vivier » pour les recrutements définitifs dans l'enseignement supérieur, enfin consulter les organisations syndicales avant toute mise au point des textes réglementaires.

Un échange de lettres entre les syndicats et le ministère a suivi cet entretien. A la réception de la lettre — tant attendue — d'Alice Saunier-Seïté, la Fen a publié un communiqué le 21 septembre au matin, constatant que, si les choix faits par le ministère ne correspondaient pas aux revendications exprimées, certains n'étaient toutefois pas négatifs. Mais, dans l'après-midi de ce même 21 septembre, le texte du décret concernant les personnels non titulaires de l'enseignement supérieur paraissait au « Journal officiel ». A la surprise générale.

Ce décret s'applique, d'une part, aux conditions d'emploi des enseignants vacataires : « Pendant une période de cinq ans, les établissements peuvent,** si l'intérêt du service le justifie, **continuer de faire appel aux personnels vacataires qui ont été rémunérés en cette qualité au cours de l'année universitaire 1977-1978 et pour chacun d'eux dans la limite du nombre d'heures effectuées en 1977-1978. » D'autre part, les assistants non titulaires devront assurer cent cinquante heures de travaux dirigés ou trois cents heures de travaux pratiques par an, tout en continuant à préparer leur thèse ou en faisant des travaux de recherches complémentaires. Recrutés pour un an, ils pourraient être maintenus par le recteur sur proposition du chef d'établissement, leurs fonctions prenant fin au plus tard au terme de cinq ans. Quant aux assistants actuels, ils pourront être reconduits dans leurs fonctions, mais seraient astreints à un service alourdi.

Ces charges supplémentaires et les restrictions budgétaires font craindre aux vacataires une réduction du nombre de postes.

Alice Saunier-Seïté n'a pas été de parole. Le texte du décret comporte d'importantes modifications par rapport aux éléments discutés lors des entretiens avec les syndicats et du courrier échangé. Et, surtout, elle n'a pas tenu sa promesse de communiquer le projet de texte avant la parution officielle. Vive réaction, bien sûr, du Snesup et des autres syndicats, pour lesquels la garantie de l'emploi des personnels est ainsi mise en question.

Deux grandes journées nationales d'action et de grève ont été organisées les 28 et 29 septembre. Le Parti socialiste a publié un communiqué dénonçant les méthodes du ministre — qui, une fois de plus, « a opté pour une politique de coup bas » — et s'associant à la lutte des enseignants. Les syndicats sont bien décidés à amplifier le mouvement de protestation au moment de la rentrée. Un mot d'ordre de grève exceptionnelle a été lancé pour la semaine du 6 au 10 novembre, et un grand rassemblement des personnels des universités de Paris et de la province a été fixé au 14 novembre.

Devant l'incertitude générale, Alice Saunier-Seïté a annoncé, par télex, aux recteurs et aux présidents que certaines dispositions seraient reportées à la rentrée de 1979. Il n'en reste pas moins que d'autres sont applicables dès cette année et que vacataires et assistants non titulaires sont en sursis jusqu'à la prochaine rentrée.

Le ministère explique ce décret en avançant deux arguments : d'une part, le poste d'assistant non titulaire est une situation provisoire qui avait trop tendance à devenir définitive. D'autre part, afin d'améliorer la qualité de l'enseignement, le ministère préfère confier des postes de l'université à des personnes extérieures.

« Quand on tranche dans le vif, il y a du sang et du pus », s'est exclamé Alice Saunier-Seïté à la conférence des présidents. Mais, dans l'université tout entière, une grande inquiétude plane, et chacun se demande à quelle sauce il pourra être mangé dans les années à venir, voire dans les prochains jours.

NICOLE DU ROY
et MARYSE WOLINSKI

DEBAT SUR LA DENATALITE :

DEMOGRAPHIE ET PROJET DE SOCIETE

Lorsque Michel Debré nous exhorte à repeupler une France qui, selon lui, flotterait dans son territoire comme dans un vêtement trop large, nous nous contentons de hausser les épaules et nous passons à autre chose.

Mais lorsque Evelyne Sullerot, sociologue, démographe, à qui nous devons plus d'un ouvrage utile à la cause des femmes, plaide pour un troisième enfant, cela vaut la peine de s'arrêter.

Sans doute, elle ne parle pas du désert du territoire ; la raison invoquée est autre. Il s'agit de l'équilibre de la pyramide des âges. Il y va — semble-t-il — de l'existence des personnes âgées de plus en plus nombreuses, que la population active de plus en plus clairsemée ne peut plus faire vivre.

Notre premier mouvement est d'abord la surprise. Comment, nous n'avons pas assez de personnes actives ? Mais plus d'un million de chômeurs attendent du travail et près d'un million de femmes non enregistrées sont prêtes à travailler.

Deuxième mouvement : comment avons-nous pu en arriver là ? Notre système de production, de répartition de ressources est-il à ce point primitif que nous en soyons encore, comme au temps des cavernes, à ne compter que sur la seule loi du nombre ?

Il nous semblait qu'au temps de l'automation, de l'ordinateur, de l'atome et de la pilule, des vaccins et des antibiotiques, on pouvait prévoir assez tôt les possibles déséquilibres démographiques et pallier leurs conséquences sans intervenir dans ce qui est considéré de plus en plus comme la vie privée des gens.

Une vision vite hallucinante

Notre troisième mouvement ressemble à de la frayeur. A supposer que les couples convaincus obéissent et se mettent à fabriquer ce troisième bébé — ce qui est tout à fait improbable, compte tenu de l'évolution des idées et de notre degré de civilisation —, trois questions nous viennent à l'esprit.

La première : où grandiront ces enfants ? Où sont les crèches, les garderies, le personnel qualifié, les équipements socio-collectifs, les maisons de la petite enfance, les animateurs, indispensables aux parents et aux enfants ?

Deuxième question : une fois grands, quels débouchés pour eux ? A-t-on prévu des emplois — que l'on est incapable de trouver aujourd'hui ?

Troisième question : une fois vieux, qui les fera vivre ? Un quatrième enfant peut-être ?... Et ainsi de suite... La vision devient hallucinante.



PAR YVETTE ROUDY

Notre quatrième mouvement est de perplexité. Le seul résultat de cette campagne ne risque-t-il pas d'être le recul de droits difficilement conquis par les femmes, tels que le droit à l'emploi et le droit à disposer de soi ?

La longue et dure crise qui frappe le capitalisme conduit à la réduction des emplois précisément occupés par des femmes. Si on réussit à convaincre celles-ci de rester chez elles pour se consacrer à ce qui fut pendant des siècles leur occupation essentielle, le marché de l'emploi se trouvera d'autant allégé.

Tout, en ce moment, incite les femmes à tempérer leurs exigences. Notre nouveau ministre de la Condition féminine vante les mérites du travail à mi-temps — demi-travail sans garantie —, n'hésitant pas à avancer son cas personnel de mère de famille très nombreuse en exemple. On déplore par ailleurs la tiédeur des services de Mme Veil à faire appliquer « sa » loi. Il est toujours aussi difficile de trouver l'information sur la contraception, et nombre de femmes désireuses d'interrompre une grossesse non voulue continuent à « se débrouiller » avec tous les risques que cela comporte.

Cela étant, il reste que le problème des personnes âgées demeure entier. la solution du troisième enfant — quelles que soient les idées personnelles des démographes ou personnages politiques sur la question — est vouée à l'échec. Aucune loi, aussi répressive soit-elle, aucune prime, aussi forte soit-elle, n'aura d'effet sur la vie sexuelle des couples. Il faut chercher ailleurs. Il faut, pour commencer, accepter l'idée que nous allons vers une société qui devra de toute façon être réaménagée compte tenu de l'importance croissante de la population du troisième et du quatrième âge qu'il est criminel d'enfermer dans des ghettos.

Un peu d'imagination et beaucoup de volonté

Le monde n'appartient pas qu'aux seuls actifs jeunes et vigoureux. La vie ne s'achève pas à soixante ans. Il existe mille et une manières d'être utile pendant son troisième âge. Fonder la force d'un peuple et sa puissance sur le volume de sa population de moins de trente ans est une notion à jeter aux orties.

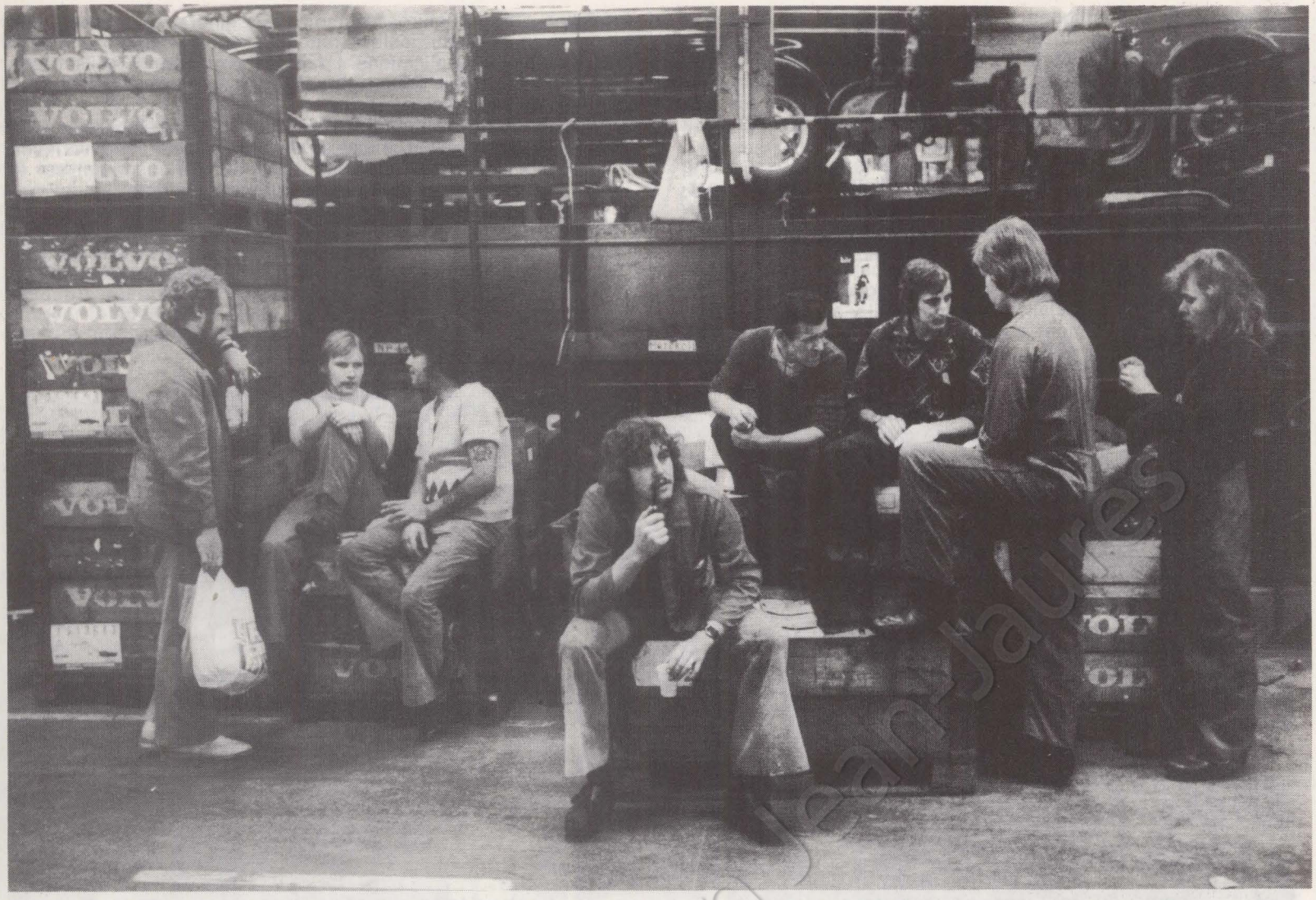
Les êtres les plus résistants, les plus inventifs, voire les plus productifs ne sont pas forcément les plus jeunes. En tout état de cause, une société doit permettre à tous ses membres de mener une vie digne de ce nom. Il va de soi qu'il faut envisager un autre système de répartition des allocations.

Pourquoi faut-il que les seuls salariés fassent vivre les plus âgés ? Pourquoi les autres actifs en sont-ils dispensés ? D'autant qu'ils sont souvent les plus riches. Il n'est pas surprenant que la masse prélevée sur les seuls salariés ne suffise pas à indemniser les inactifs.

Cela prouve simplement que le système n'est pas bon. Il n'est pas juste. Il faut donc le changer. Bien sûr, cela suppose une réforme de la fiscalité. Nul n'ignore que notre système est le plus injuste d'Europe. Et que notre pays est celui où la fraude fiscale est la plus forte. C'est dans cette direction qu'il faut chercher les moyens qui nous manquent.

Si on le veut, on peut trouver ces moyens ailleurs que dans un appel pour un troisième enfant. Mais, pour cela, il faut ouvrir les voies vers un autre type de société, plus juste, où il fera meilleur vivre, où les générations ne seront pas opposées mais complémentaires. Mais, pour cela, il faut un peu d'imagination et beaucoup de volonté politique.

Nous achèverons la semaine prochaine ce débat sur le troisième enfant avec un article de Denise Cacheux.



UNE TROISIEME VOIE POUR LE SOCIALISME?

II. LE "BLOCAGE" SUEDOIS

CHERCHER une « troisième voie » vers le socialisme qui permette de surmonter à la fois les insuffisances de la social-démocratie dans la lutte contre le capitalisme et l'incapacité du système soviétique à préserver les libertés, cela suppose que l'on étudie de plus près, pour en circonscrire les faiblesses, les mécanismes des deux formes de socialisme connues aujourd'hui en Europe. Après avoir, la semaine dernière, posé les termes du débat par référence aux arguments échangés en Italie entre socialistes et communistes (1), essayons de voir aujourd'hui pourquoi la social-démocratie, au-delà d'un ensemble plus ou moins important de réformes au bénéfice des travailleurs, se trouve bloquée lorsqu'il s'agit de s'attaquer véritablement aux structures profondes de la société capitaliste.

Et d'abord, qu'est-ce que la social-démocratie ? Il va de soi que, pour nous, ce terme n'a aucunement ce caractère injurieux que certains s'acharnent à vouloir lui donner. Et cela même si nous avons des distances à prendre avec telle ou telle expérience actuelle ou passée — y compris en France — baptisée sociale-démocrate. Marx et Engels étaient des sociaux-démocrates, et si la Révolution de 1917 a donné vie, avec Lénine, à une autre conception du mouvement ouvrier, elle n'a pour autant effacé ni l'histoire ni l'authenticité d'une tradition. En Europe occidentale, le débat entre communisme et social-démocratie n'a pas été tranché par les scissions de 1920 ou 1921. Les « frères ennemis » ont continué à vivre chacun de leur côté, quelquefois en se rapprochant, le plus souvent dans la dispute. Mais aucun n'a qualité pour condamner l'autre au banc d'infamie.

Les sociaux-démocrates s'identifient au pouvoir dans plusieurs pays d'Europe. Ils l'occupent seuls en Autriche, où ils disposent même, depuis huit ans, de la majorité absolue des suffrages populaires. Ils dirigent le gouvernement en Allemagne et en Grande-Bretagne avec le concours des petits partis libéraux, au Danemark avec celui des centristes, en Finlande à la tête d'une coalition où se trouvent aussi des centristes et des communistes, en Norvège où ils ne disposent cependant pas de la majorité au Parlement. En Suède, enfin, les sociaux-démocrates, après quarante-quatre ans de pouvoir, connaissent un intermède d'opposition dont tout permet de penser qu'il prendra fin dès l'an prochain.

Ces différents partis sociaux-démocrates n'ont pas tous les mêmes références idéologiques, la même pratique politique ou les mêmes choix économiques. Mais ils ont en commun d'être des partis de masse, très directement liés à une centrale syndicale ouvrière unique, dont souvent même ils procèdent (le Labour Party, par exemple), le tout généralement appuyé par un puissant mouvement coopératif populaire. Si l'on retient ces critères, on en conclura d'abord que la plupart des partis sociaux-démocrates de l'Europe du Centre et du Nord sont les

→

représentants authentiques et souvent exclusifs de la classe ouvrière de leur pays, qu'ils ont la confiance de celle-ci, qui les considère comme les défenseurs de ses intérêts. Quelles que puissent être nos divergences avec tel ou tel de ces partis, ce fait suffit à ce que nous refusions catégoriquement de les renvoyer dos à dos avec leurs adversaires bourgeois ou conservateurs.

Mais les critères évoqués plus haut amènent aussi à une seconde conclusion, à savoir qu'ils ne définissent pas les partis socialistes des pays de l'Europe méditerranéenne, non seulement du fait de l'existence dans ces pays de forts partis communistes mais aussi de la diversité des centrales syndicales et, particulièrement en France, de la revendication de la part de celles-ci d'une indépendance absolue à l'égard des formations politiques. Si le Parti socialiste français né il y a sept ans à Epinay se veut officiellement autre chose que social-démocrate, même au temps de la S.f.i.o., la social-démocratie française n'a jamais ressemblé à celle des pays nordiques.

Pour s'en tenir donc à ces derniers, il entre dans les caractéristiques communes de leurs partis sociaux-démocrates qu'ils se comportent en gérants de la société capitaliste en se contentant de chercher à l'aménager. Il y a, certes, des degrés entre ceux qui, comme le S.p.d. allemand, ont été jusqu'à renoncer à toucher aux structures économiques libérales et ceux qui, comme le parti autrichien, ont mis en œuvre un vaste programme de nationalisations. La question que l'on peut se poser est celle de savoir pourquoi, nulle part, le capitalisme n'a été atteint dans ses racines.

Ce sont sans doute aujourd'hui les sociaux-démocrates suédois qui, après avoir instauré dans leur pays une véritable démocratie sociale, s'interrogent le plus sérieusement sur la nature de ce blocage et les moyens de le surmonter.

C'est pourquoi nous nous tournons maintenant vers la Suède avec les explications entendues à Stockholm de la bouche d'Olof Palme, en marge du récent congrès de son parti, et un article d'un des meilleurs économistes suédois, l'ancien ministre du Commerce Carl Lidbom, avocat lucide de la démarche sociale-démocrate.

CLAUDE ESTIER

(1) « L'Humanité » de samedi dernier a fait la démonstration que le débat mené avec sérieux en Italie est impossible en France du fait de l'incapacité de la direction du P.c.f. d'accepter le dialogue avec qui ne pense pas comme elle. Pour l'avoir souligné dans nos colonnes et en connaissance de cause, Jean Elleinstein se fait lui-même traiter de social-démocrate ! Ce qui ne manque pas de piquant, mais laisse, hélas ! peu de place à une discussion ouverte.

Olof Palme: "Vouloir aller trop vite, c'est laisser le pouvoir à la droite"

UN congrès du Parti social-démocrate suédois n'a pas grand-chose à voir avec un congrès du Parti socialiste français. C'est à la fois un spectacle et un séminaire, l'un et l'autre participant à une impressionnante démonstration de force et de vitalité.

Spectacle au sens propre du mot : dans le grand auditorium de la Maison du peuple de Stockholm, le congrès s'ouvre avec une pièce jouée par un groupe de jeunes du parti devenus acteurs pour une matinée et qui ont choisi ce mode d'expression pour dire à leurs dirigeants — Olof Palme est assis au premier rang du public — qu'ils souhaiteraient que l'on fasse plus et plus vite pour abattre le capitalisme.

Séminaire aussi, car les trois cent cinquante congressistes — dont un tiers de femmes —, délégués par toutes les régions du pays, porteurs des motions votées par plus d'un million de membres du parti, vont débattre pendant sept jours consécutifs, à raison de trois séances par jour, de problèmes aussi divers que la démocratie économique, les firmes multinationales, les problèmes de consommation, la politique énergétique, l'environnement, les loisirs, les impôts, le logement, l'informatique, l'égalité entre les sexes, l'éducation et la recherche, l'alcool et la drogue, la criminalité, la sécurité sociale, les mass media, etc. Bref, toutes les questions essentielles qui se posent aujourd'hui à la société suédoise et auxquelles le Parti social-démocrate, écarté du pouvoir il y a deux ans après l'avoir exercé sans discontinuer depuis 1932 et ayant toute chance d'y revenir en septembre prochain doit être en mesure d'apporter des réponses.

De tous ces débats, c'est celui sur la démocratie économique qui a dominé le congrès et ce n'est pas par hasard qu'Olof Palme, qui avait déjà prononcé le discours d'ouverture, a présenté lui-même un rapport qui était le fruit d'une difficile discussion à la fois au sein du parti et entre celui-ci et la grande centrale ouvrière L.o.

Discussion difficile, car elle touche à un problème clef pour l'avenir de la social-démocratie suédoise, considérée à juste titre, avec celle d'Autriche, comme la plus avancée d'Europe.

Fondé en 1889, le Parti social-démocrate suédois s'est battu d'abord pendant quarante ans pour la démocratie politique. Parvenu au pouvoir en 1932, il a édifié pendant quarante autres années une démocratie sociale fondée sur une législation qui assure, comme nulle part ailleurs, la protection des droits des travailleurs et qui réduit les inégalités par une audacieuse redistribution des revenus.

Mais cette démocratie sociale, pour exemplaire qu'elle soit et malgré sa référence au marxisme (un portrait de Karl Marx ornait la couverture du programme distribué aux congressistes), n'a pas jusqu'ici entamé les structures du système capitaliste.

« Oui, c'est un fait », répond Palme sans hésiter quand on lui demande si, après plus de quarante ans de gouvernement social-démocrate, la Suède est toujours un pays capitaliste.

C'est seulement depuis quelques années que les socialistes suédois — parti et centrale syndicale — ont entrepris de s'attaquer à cet état de choses, en lançant une proposition visant à créer un système collectif de participation aux bénéfices des entreprises, 20 % de ceux-ci étant chaque année transformés en actions au profit des travailleurs.

Aussi prudente qu'ait été cette proposition, elle a suffi à déclencher une réaction des capitalistes qui y ont vu, non sans raison, une atteinte à leur propriété et à leur pouvoir. C'est sur



Olof Palme avec Fidel Castro et François Mitterrand.

cette question que les partis « bourgeois » ont gagné les élections de 1976 et non pas, comme on l'a cru un moment, sur celle de l'implantation de nouvelles centrales nucléaires. Hostile à cette implantation, le Parti du centre a, en effet, perdu des voix au profit des libéraux et des conservateurs qui y étaient favorables tout comme les sociaux-démocrates. Un récent sondage souligne d'ailleurs que la majorité des Suédois est maintenant ralliée à l'idée que, dans un pays qui ne possède pratiquement aucune autre ressource énergétique, et en tout cas pas de pétrole, seule l'énergie nucléaire peut assurer l'indépendance nationale.

Mais, hors des rangs ouvriers, le projet de participation aux bénéfices ne « passe » pas mieux qu'il y a deux ans et, en dépit des pressions syndicales, le congrès du parti a décidé de renvoyer la question à... 1981, se contentant pour l'instant d'un vague projet de fonds d'investissements collectifs dont le financement est d'ailleurs encore mal précisé.

« Cette affaire, me précise Olof Palme, nous a créé pas mal de difficultés pendant la période de préparation du Congrès. Les syndicats L.o. voulaient nous pousser à adopter dès maintenant un projet très radical. Nous pensons que l'on ne peut pas aller aussi vite, et c'est pourquoi nous avons renvoyé le projet au prochain congrès, dans trois ans. Cela a provoqué des protestations. Nous les avons surmontées ; car, en définitive, ce n'est pas le syndicat mais le parti qui décide de la politique à suivre. » (Je précise que j'ai pu constater moi-même, en entendant le secrétaire général de L.o. saluer chaleureusement le congrès — la Suède n'a pas eu sa charte d'Amiens ! —, que les liens entre le parti et le syndicat n'en étaient aucunement altérés.)

« Nous sommes des réformistes, me dit encore Palme, sans marquer aucune gêne à prononcer ce mot. Toute notre histoire de quarante-quatre ans de pouvoir a été une suite de réformes progressives et continues. Si on veut aller trop vite, on risque





de laisser le pouvoir à la droite. Il nous faut d'abord revenir au pouvoir et reprendre notre marche vers les réformes. »

Les sociaux-démocrates suédois sont, en effet, en bonne voie de retrouver leur place au gouvernement. Le dernier sondage national les situait à plus de 48 % des suffrages, à quoi s'ajoutaient 4 % pour les communistes et 1 % pour les gauchistes, alors que les trois partis bourgeois ne totalisaient pas ensemble 44 %. Depuis, leur coalition a éclaté, et c'est le petit Parti libéral, très minoritaire, qui tente aujourd'hui de gouverner seul. Avec 57 % d'opinions favorables, Palme est, de très loin, l'homme politique le plus populaire en Suède. Nul ne doute qu'il sera de nouveau dans moins d'un an Premier ministre. Mais lui-même s'interroge sur la question de savoir si son parti trouvera la possibilité de franchir l'obstacle qui l'a jusqu'ici arrêté, d'engager l'étape décisive qui permettrait un jour aux ouvriers suédois de devenir maîtres de leurs instruments de production.

Est-ce seulement une question de temps (dix ans, vingt ans, quarante ans ?), ou bien la voie sociale-démocrate, même lorsqu'elle est allée aussi loin qu'en Suède, est-elle congénitalement incapable de briser les structures capitalistes ? L'expérience vécue jusqu'ici — mais l'avenir reste ouvert — ne permet pas, hélas ! de rejeter la seconde hypothèse.

C. E.

L'escargot avance lentement mais sûrement, par Carl Lidbom

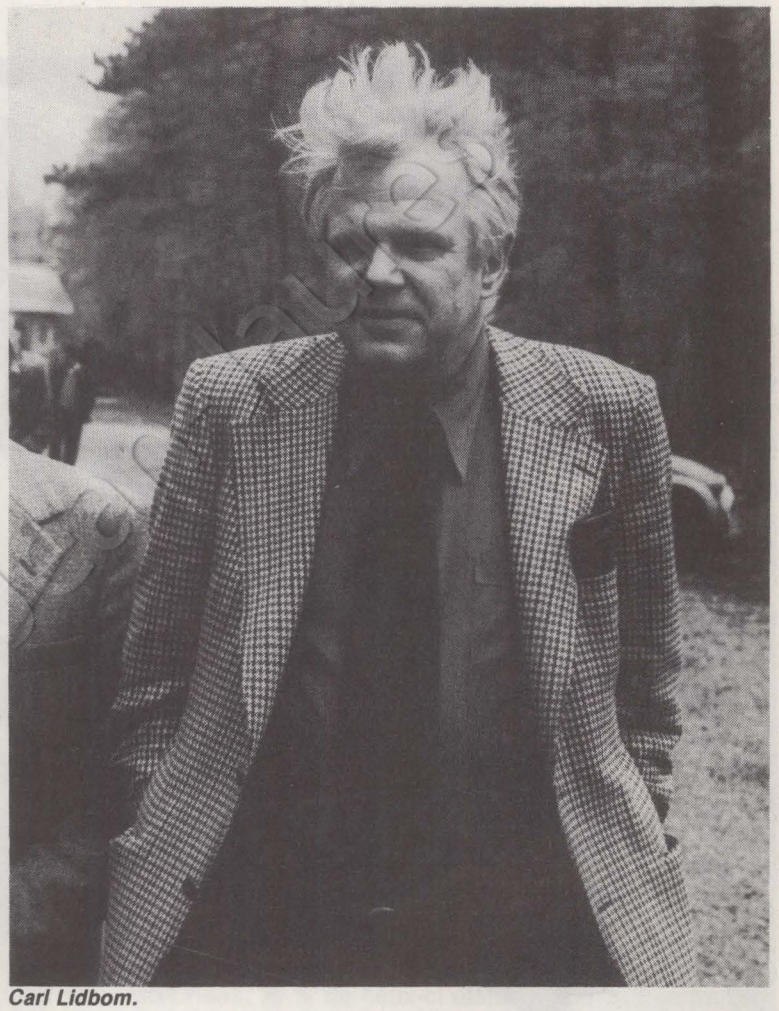
LE débat sur le « modèle suédois » continue à soulever les passions. La Suède est citée par les uns comme un pays d'avant-garde, qu'il faut essayer d'imiter, et par les autres comme une préfiguration du monde imaginé par George Orwell dans son célèbre roman « 1984 ».

En Suède, nous avons l'habitude de dire, tant à nos amis qu'à nos antagonistes, qu'il n'y a pas de modèle suédois susceptible d'être exporté. Nous le disons non seulement parce qu'il est évident que chaque pays doit chercher les solutions qui lui conviennent en partant de ses propres traditions et conditions économiques, sociales et culturelles. Nous le disons surtout parce que le terme « modèle » semble impliquer quelque chose d'achevé. Or, la société suédoise se trouve en transformation permanente. Les réformes introduites ou envisagées pour changer les rapports humains et démocratiser la vie économique et sociale sont à considérer non pas comme des points d'aboutissement, mais comme des points de départ.

En revanche, il nous paraît justifié de parler du modèle suédois si l'on entend par là la démarche réformiste vers le socialisme inscrite dans le programme du parti social-démocrate depuis les années 1890 et pratiquée par le gouvernement depuis notre arrivée au pouvoir en 1932. L'esprit réformiste a profondément marqué toute notre société.

La démarche réformiste implique une progression par étapes. Les priorités sont établies sur la base d'une appréciation de l'urgence des besoins. D'où un souci constant de nous entourer de tous les avis et de préparer l'opinion aux réformes que nous envisageons. Pour l'accomplissement de cette double tâche, l'étroite coopération entre le parti social-démocrate et le mouvement syndical des ouvriers est un facteur de première importance. Mais, dans la mesure du possible, nous nous efforçons de tenir compte des aspirations légitimes de tous les groupes concernés. Nous essayons d'infléchir les modalités des réformes de façon à correspondre au vœu du plus grand nombre.

Durant la longue marche vers une société plus équitable et plus humaine, il nous faut constamment veiller à ne pas compromettre l'état de l'économie. Nous ne savons que trop bien que les possibilités d'améliorer les conditions du peuple



Carl Lidbom.

La social-démocratie à inventer, par Edgard Pisani

Camarade,

Si tu veux être citoyen responsable dans une commune responsable.

Si tu veux que la terre soit outil de travail et d'aménagement, non de spéculation.

Si les inégalités et les injustices te révoltent, si la fraude fiscale te scandalise, si tu veux que la loi y mette un terme.

Si tu n'acceptes pas, comme travailleur, d'être un bien que l'on prend et que l'on jette, si tu veux la sécurité de l'emploi et la responsabilité dans le travail.

Si tu ne veux pas, comme homme et comme citoyen, que ton destin et celui de tes enfants et celui de la nation soient arrêtés par les seules forces du marché, si tu veux que les entreprises responsables travaillent pour la réalisation d'objectifs communs élaborés en commun dans le cadre du Plan voté par les élus.

Si tu veux que dès l'école ton enfant reçoive ce qui lui fait défaut, reçoive plus de l'école s'il a reçu moins ailleurs, si tu veux que l'école fasse de lui un être responsable, un travailleur efficace.

Si le temps te dure pendant lequel des gouvernements conservateurs t'abusent de promesses, et se montrent incapables de bonne gestion, de plein-emploi, de croissance économique, de justice sociale, d'indépendance nationale dans une Europe en naissance et un monde en désordre.

Si tu veux que la France ait enfin un gouvernement socialiste, expression des forces populaires, il te faut être social-démocrate.

Le Parti socialiste a décidé de n'accéder au pouvoir que par l'élection, il a décidé de quitter le pouvoir le jour où telle serait la volonté de la nation. Ainsi a-t-il renoncé à la voie révolutionnaire. Alors, pourquoi se payer de mots ?

Le corps électoral n'en peut plus de l'actuel gouvernement, il le manifeste à toutes les élections locales ou partielles, il le manifestera sans doute aux élections européennes. Mais il ne le manifeste pas dès lors qu'il s'agit de changer de gouvernement. Il en sera ainsi tant que notre discours sera annonciateur de bouleversements. La France veut changer sans qu'on lui fasse peur. Elle veut changer à pas mesurés. Et, si nous ne parvenons pas à la convaincre, Valéry Giscard d'Estaing et ses héritiers seront longtemps assez



La paye aux chantiers navals de Göteborg.

avisés pour nous prendre dans les votes décisifs les deux pour cent de voix dont nous avons besoin pour gouverner.

A quoi sert de porter en soi la plus belle vision du monde si la règle du jeu que l'on accepte et le discours que l'on tient conduisent comme aujourd'hui à consacrer le pouvoir des autres ?

L'action politique est l'effort résolu qui conduit au pouvoir et l'effort plus résolu encore qui permet, grâce au pouvoir, de changer la face des choses. Elle n'est pas jeu subtil et passionné d'intellectuels qui ont le temps d'attendre. Il n'est pas vrai qu'il soit nécessaire d'être révolutionnaire pour avoir une vue très ambitieuse, très nouvelle, très juste et généreuse du monde pour donner le pouvoir au peuple des travailleurs et des citoyens. Entre réformistes et intransigeants, il n'y a guère de débat sur l'image de la France qu'il s'agit de faire naître à elle-même. Mais, comme je suis pressé, je suis réformiste. Les intransigeants n'en finiront pas d'attendre la révolution qu'ils ont renoncé à entreprendre.

Il faut conquérir le pouvoir en parlant le langage de ceux qui le détiennent. Je veux dire les électeurs. Il faut l'exercer en tenant compte de leur sensibilité. Ainsi conduire la France vers son nouveau destin.

La transition au socialisme est conditionnée par la conquête du pouvoir, et la conquête du pouvoir doit s'opérer dans une nation telle qu'elle est et non telle que le pouvoir nous permette de la faire naître.

Il faut plus de courage vrai et plus de volonté vraie pour dire et faire cela que pour faire des discours incantatoires en attendant le grand soir. Il faut plus de courage pour dire les servitudes de la gestion de la France telle qu'elle est dans le monde tel qu'il est, menacé de tous les désordres et de toutes les dominations, qu'il n'en faut pour croire à un miracle qui jamais ne se produit.

Il est trop facile de jeter la social-démocratie aux orties en se référant à des modèles périmés ou étrangers.

La social-démocratie, il nous faut maintenant l'inventer, qui est le long chemin vers le socialisme ; mais il n'en est pas d'autre. Elle fera de nous, un temps, les gestionnaires du capitalisme, que nous ne dépasserons qu'en gouvernant. Elle permettra d'amorcer puis de consacrer la transition au socialisme.

Mais inventer la social-démocratie, c'est aussi inventer des règles et des méthodes permettant aux citoyens et aux militants de maintenir les gouvernants dans la rigueur du projet.

L'accès au pouvoir, un long effort de bonne gestion et de patientes réformes tendus vers le socialisme réalisé, c'est la social-démocratie : il n'est pas d'autre transition.

Elle exclut toute alliance à droite, car elle s'y perdrait.

Entre le pouvoir qui permet de changer les choses mais qui « compromet » et la révolution qui promet l'éblouissante clarté d'une improbable aurore, il te faut choisir, camarade.

As-tu le temps d'attendre ?

dépendent de la puissance de notre économie. La compétitivité de nos entreprises est un facteur clef pour le maintien du plein-emploi. Et c'est grâce à son industrie que la Suède peut aujourd'hui offrir à l'ensemble de la population un niveau de vie élevé et un régime social avancé.

Le parti social-démocrate ne méconnaît pas les mérites de l'économie de marché : son efficacité, son incitation au renouveau technologique, sa faculté d'orienter la production dans le sens de la demande, etc. Le programme de notre parti insiste sur la nécessité de se défendre contre une planification trop détaillée et une intervention trop bureaucratique.

Mais pour nous les avantages de l'économie de marché ne constituent pas un dogme. Nous ne pouvons pas être indifférents aux faiblesses du système.

L'économie de marché ne contient pas d'élément social. La philosophie du profit, sur laquelle elle se base, n'est en aucune sorte une sauvegarde pour les hommes et le milieu humain.

Il suffit d'étudier les conditions des ouvriers sur les lieux de travail de l'industrie pour voir les conséquences de l'absence d'une telle sauvegarde. Nous connaissons tous les symptômes de la rationalisation de plus en plus poussée et de la course à l'efficacité : le bruit et les pollutions atmosphériques, la monotonie, le stress, l'isolement dans les ateliers et les usines où des ouvriers de différentes nationalités travaillent, côte à côte, sans pouvoir communiquer entre eux.

Les sociaux-démocrates suédois ont l'habitude d'y regarder deux fois avant d'apporter aux structures économiques des changements qui risqueraient de baisser la production. Ce n'est pas dans notre tradition de faire des réformes qui sont inspirées par des considérations idéologiques mais dont l'utilité pratique est douteuse.

Toutefois, en ce qui concerne la structure des entreprises et les conditions des travailleurs, il est devenu manifeste qu'une démocratisation s'impose. Le danger pour l'économie ne réside pas dans l'action, mais dans la passivité. Les expériences des années soixante et soixante-dix l'ont clairement démontré.

Sur ce point, tous les syndicats — ceux des cadres moyens et supérieurs comme ceux des ouvriers — sont d'accord.

Du côté des patrons, on reconnaît en général la nécessité de procéder à certaines modifications de l'ordre actuel. Il y a pourtant toujours des réticences — surtout parmi les petites et moyennes entreprises. Une résistance accrue n'est pas à exclure lorsqu'il s'agira, à l'avenir, de transférer une partie plus substantielle du pouvoir des propriétaires du capital aux représentants des travailleurs.

En tout ce qui concerne la vie du travail, il est naturel que les responsables politiques attachent une importance toute particulière aux opinions exprimées par les organisations syndicales. Aux yeux du parti social-démocrate, ce sont les salariés qui doivent décider eux-mêmes quand ils sont prêts à assumer de nouvelles responsabilités au sein des entreprises. Le succès de toute réforme de démocratisation dépendra de leur aptitude à concourir à son exécution.

Or, il y a eu longtemps une hésitation chez les syndicats suédois à participer à la gestion des entreprises. On a eu peur →

de confondre les rôles des partenaires sociaux. On a eu peur aussi, du côté syndical, de devenir les otages du capital.

Mais, ces dernières années, l'attitude des syndicats s'est modifiée. Ce changement est dû surtout, je crois, aux expériences qu'ont eues les travailleurs de cette détérioration des conditions de travail que j'ai mentionnée. Il ne suffit plus d'augmenter les salaires et de réduire les heures de travail. Il ne suffit pas que la société aide à recycler ou à replacer la main-d'œuvre qui a été licenciée par suite de rationalisation de la production. Il ne suffit pas que l'on puisse offrir une pension anticipée à ceux dont les entreprises ne veulent plus. C'est de la valeur du travail et de la dignité du travailleur qu'il s'agit.

Le changement d'attitude des syndicats s'est manifesté au congrès de la L.o. — la confédération générale du travail suédoise —, en 1971.

Dans un rapport à ce congrès la direction de la L.o. constate que « la vie hors du travail se développe d'une façon, et la vie au travail d'une autre façon. Cet écart ne cesse de croître et est à l'origine du besoin toujours plus grand qu'ont les salariés d'exercer une influence sur les conditions de travail et sur la gestion des entreprises. Les revendications pour promouvoir la démocratie industrielle sont, en conséquence, toujours liées à l'espoir de changement des conditions de travail ».

La L.o. estime qu'il y a une sorte de contradiction entre les progrès accomplis sur le plan de la démocratie politique et l'absence de démocratie sur le plan de l'entreprise.

A l'heure actuelle, en effet, « l'organisation de l'entreprise constitue un des milieux sociaux les plus autoritaires de la société. Il crée et maintient sur tous les points le genre de relations que l'on s'efforce de détruire dans la société ».

La T.c.o. — l'organisation centrale des employés et cadres moyens — partage les vues de la L.o.

Sur la base des recommandations des organisations syndicales, on a vu se créer en quelques années tout un nouveau droit du travail. De cette intense activité législative il convient surtout de retenir

— La loi sur la sécurité de l'emploi ;

— La loi sur la sécurité du travail ;

— La loi sur la représentation du personnel dans les conseils d'administration des sociétés ;

— La loi sur la participation des travailleurs à la gestion des entreprises.

Il est certain que l'effort de démocratisation déclenché par la nouvelle législation doit changer, en profondeur, dans l'espace de quelques années, les rapports entre les hommes à l'intérieur des entreprises. Mais, cela dit, il faut ajouter qu'aucun régime de participation à la gestion des entreprises ne pourra résoudre tous les problèmes liés à la crise industrielle et à l'absence de démocratie dans la vie économique. Tôt ou tard, il faudra aussi aborder le problème crucial de la participation des travailleurs aux fruits de la production.

Nous nous trouvons d'ailleurs ici devant un problème qui est à la fois économique et social. Une des grandes difficultés de l'industrie moderne est de trouver les capitaux nécessaires à des investissements de plus en plus coûteux. On ne pourra pas faire appel uniquement à l'autofinancement sous ses formes actuelles. En Suède, les travailleurs comprennent parfaitement qu'il faudra à l'avenir limiter la consommation, afin de pouvoir réserver les moyens indispensables aux investissements des entreprises. Mais ils n'admettent pas que cela se fasse dans des conditions qui accentuent les inégalités de fortune et les injustices sociales. Ils n'admettent pas non plus une concentration accrue des capitaux privés et du pouvoir économique entre les mains de quelques familles. Déjà, aujourd'hui, 3 % des actionnaires des sociétés anonymes possèdent plus de 65 % de toutes les actions cotées à la Bourse.

La L.o. a lancé il y a deux ans une proposition qui vise à créer un système collectif de participation financière des travailleurs au développement des entreprises. La question ne sera pas mûre pour une décision politique avant les élections de 1979. Au dernier congrès de la L.o. — au mois de juin 1976 —, l'auteur de la proposition ouvrière, Rudolf Meidner, soulignait le caractère épineux des problèmes qui restent à résoudre. Il s'attendait à un nouveau débat sur le même sujet au prochain congrès qui doit se réunir en 1981.

Les problèmes de la participation des travailleurs aux fruits de la production sont, en effet, extrêmement complexes. Si l'on se contente de donner aux travailleurs des parts individuelles dans un capital-actions, avec le droit de retirer l'argent après un temps déterminé, il me semble qu'on n'a pas fait autre chose que d'introduire une forme d'épargne obligatoire.

Ce qu'il faudrait trouver, c'est sans doute un système avec des fonds où les travailleurs, en tant qu'unité collective, possèdent une part croissante du capital. Mais un tel système de fonds soulève une série de questions, qui doivent être étudiées de plus près. Faut-il créer uniquement des fonds liés aux entreprises, ou faut-il prévoir aussi des fonds au niveau régional ou national ? Dans quelle mesure le système de fonds doit-il se combiner avec des droits individuels pour les travailleurs ? Et que doit-on faire avec les travailleurs de plus en plus nombreux du secteur public ? Sous quelle forme doivent-ils pouvoir participer à la croissance de la production ? Les questions pourraient être multipliées. On voit qu'elles posent des problèmes qui ne sont pas faciles à résoudre.

A ce stade, le lecteur se demande peut-être : le patronat suédois ne réagira-t-il pas un jour avec violence contre ces réformes et projets de réformes ? N'a-t-il pas peur que les sociaux-démocrates se soient engagés dans une voie qui éloignera définitivement la Suède des autres pays occidentaux à économie de marché ? N'y a-t-il pas un risque de confrontation et de rupture totale entre le patronat et les syndicats, entre les classes possédantes et les masses ? Et, en fin de compte, le grand capital ne dispose-t-il pas de moyens de pression décisifs s'il voit ses intérêts vitaux sérieusement menacés ?

Du côté du parti social-démocrate, nous sommes très conscients de la nécessité de maintenir le dialogue avec le patronat. Quand, par exemple, le patronat nous met en garde contre les risques d'une bureaucratisation de la gestion des entreprises, nous pensons que nous avons tout lieu de l'écouter. Il faut, en effet, être très attentif sur ce point. Chaque réforme comportant la participation des travailleurs à la gestion des entreprises doit avoir la souplesse nécessaire pour permettre d'éviter un alourdissement dangereux du processus de décision. Dans l'élaboration des modalités de la réforme, il serait malaisé de ne pas essayer de tenir compte des avis exprimés par les patrons, dans la mesure où ces avis sont fondés sur des expériences pratiques et commerciales réelles.

Franchir le Rhin ou le Rubicon, par Didier Motchane

Une troisième voie pour le socialisme, différente et à mi-chemin de ces deux « premières » que seraient, selon certains, la social-démocratie ouest-allemande ou suédoise, d'une part, le communisme soviétique, de l'autre ?

En tout cas, cette troisième voie, si nous sommes capables de l'inventer, nous socialistes, serait la première. Quelles que fussent, en effet, leurs ambitions originaires et la force des espoirs levés autrefois par eux, qui peut sans rire aujourd'hui feindre encore de croire que la social-démocratie, d'un côté, le « communisme » russe, de l'autre, soient des acheminements au socialisme ? Eux qui ne sont que les perversions avant terme d'un germe dont celui-ci n'est jamais né. Si la social-démocratie fut autrefois le nom de la première organisation politique de masse et de classe du mouvement ouvrier, elle désigne aujourd'hui en Allemagne un parti qui n'a conservé son caractère de masse qu'en récusant en fait et en droit tout choix de classe. Ou plutôt en acceptant pour l'essentiel celui du capital. En tant que forme de société, la social-démocratie n'est rien d'autre que celle qui réalise l'intégration idéologique des salariés par le capital. Une société, par conséquent, où la classe dominante rencontre dans le mouvement ouvrier des relais assez puissants et assez ramifiés pour transformer la lutte des classes en collaboration.

Lorsque l'on parle de social-démocratie, il faut lever l'ambiguïté qui naît de la confusion possible entre l'application de ce mot à un parti ou à la société tout entière. C'est ainsi qu'en France les caractères distinctifs de la social-démocratie entendue en tant que parti — emprise limitée sur la classe ouvrière, maintien d'un discours révolutionnariste, sans autre lien qu'un rapport imaginaire avec son action — correspondent au fait que, jusqu'à présent, les conditions de possibilités

sociales et politiques d'une société sociale-démocrate, n'ont jamais été réalisées.

A-t-on des raisons sérieuses de penser qu'elles puissent l'être dans un proche avenir ? La question mérite d'autant plus d'être posée que de nombreux militants tirent de la défaite de la gauche, explicitement ou sans se l'avouer, la conclusion qu'une politique vraiment anticapitaliste, une politique qui porte en elle la perspective d'une rupture réelle avec le capital, n'a pas de sens, ou n'a plus de sens, dans la société française aujourd'hui.

Nous devons remarquer tout d'abord que, si l'idée que la possibilité de la rupture peut être démontrée en chambre et par anticipation est absurde, il est absurde également de croire que l'échec électoral de mars 1978 aurait prouvé l'impossibilité de la rupture. Pour la simple raison que le choix d'une rupture n'a jamais été proposé aux citoyens. C'est même cette démission de la gauche qui a rendu sa désunion irréparable. L'anticipation d'une social-démocratisation de la société française que nous appelons le néo-travaillisme doit être confrontée à l'appréciation de la réalité. Nous constatons que le retard du développement capitaliste en France laisse un espace très important, bien que décroissant, aux diverses couches sociales de l'ancienne petite et moyenne bourgeoisie, qui sont comme les alluvions successives déposées dans la société par l'histoire du capital. Ces couches sociales constituent encore une partie importante de la base sociale et électorale de la droite et empêchent par conséquent la classe dirigeante de consentir aux salariés, tout au moins à cette partie d'entre eux bien intégrée à la production, qui bénéficie de la protection d'un statut ou de celle des conventions collectives, les concessions nécessaires à la réussite d'une stratégie du consensus.

La division de la gauche et le fait que cette division ne peut être surmontée que par le développement d'une politique de rupture constituent une autre impossibilité pour l'avènement à court terme de la social-démocratie en France. Si, en effet, le Parti communiste français, sans perspective politique, coincé entre l'obligation où il se trouve d'abandonner le modèle soviétique sans avoir les moyens (à peine de remettre en cause ses structures mentales et ses structures de pouvoir) de le remplacer, a cessé assurément de constituer une force révolutionnaire possible pour la période actuelle, il est clair en même temps qu'il constitue un obstacle, avec la C.g.t., à toute social-démocratie qui ne passerait pas par lui.

La proposition d'une ligne sociale-démocrate pour le Parti socialiste impliquerait donc la possibilité de marginaliser le Parti communiste, de même que la perspective pour les communistes français d'une évolution à l'italienne impliquerait la marginalisation du Parti socialiste.

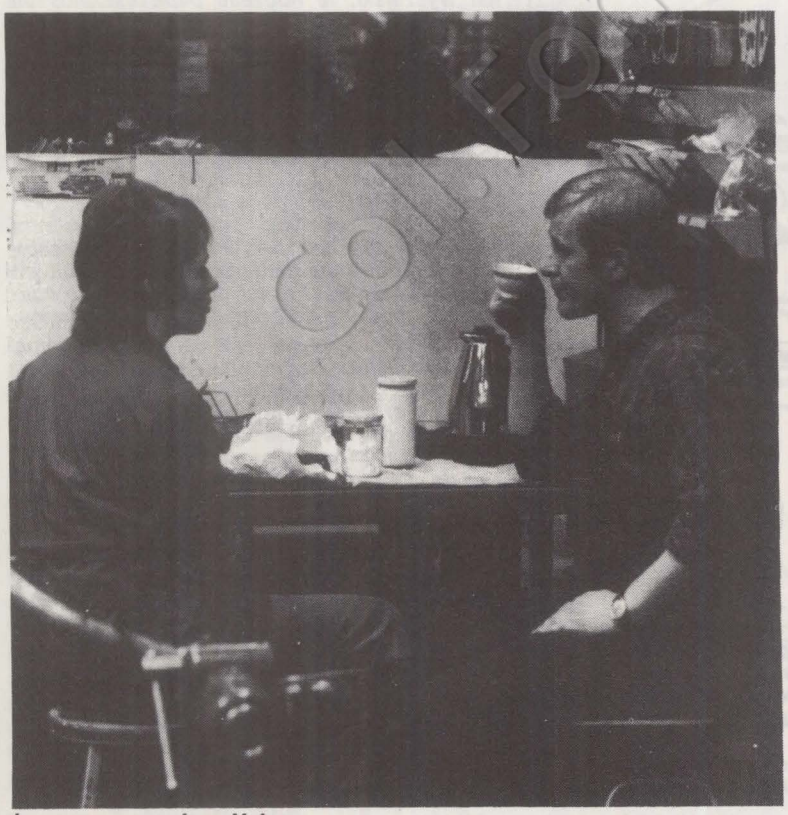
Renoncer à faire progresser l'union ou, ce qui revient au même, se résigner à refuser sa reconstruction, masque au fond un renoncement plus fondamental : l'abandon de la conviction qu'il est possible et donc nécessaire de s'attaquer victorieusement dans la période qui vient aux racines mêmes de l'ordre social. Le néo-travaillisme, répétons-le, ne désigne donc pas la volonté de revenir à une social-démocratie française qui n'a jamais existé ; ce terme désigne la ligne politique que proposent pour notre parti, ceux de nos camarades qui ne croient pas qu'une politique de rupture soit une proposition sérieuse. Mais ce n'est pas à une critique de type moral que nous devons soumettre le néo-travaillisme. Nous pouvons, au contraire, savoir gré à ceux de nos camarades qui pensent qu'une ligne sociale-démocrate est la seule issue praticable dans la période en cours de nous aider à mener le vrai débat.

La vraie question, celle qui touche à la raison d'être du Parti, est celle du contenu de sa politique (que signifie « rompre avec le capitalisme », quels sont les intérêts en jeu, etc.). C'est seulement par rapport à elle que nous pouvons aborder la question des moyens de la politique, celle de la stratégie, celle de l'union de la gauche.

Là se trouve sans doute, d'ailleurs, la contradiction politique majeure du néo-travaillisme. A la différence des nostalgiques de la troisième force, il ne s'agit sans doute pas pour lui de croire à la possibilité de passer à court terme une alliance positive avec le pouvoir giscardien. Mais, parce qu'il est à la fois incapable de concevoir, d'accepter et de mettre en œuvre une politique vraiment anticapitaliste, c'est-à-dire une action clairement située par rapport à un choix de classe, la ligne qu'il propose au Parti est incapable de mettre fin à l'emprise hégémonique des communistes sur une grande partie de la classe ouvrière, incapable par conséquent d'imposer au Parti communiste une union à laquelle celui-ci ne peut donner par ailleurs de perspectives.

La ligne proposée au parti d'Epinay par le néo-travaillisme ne peut tenter de nombreux militants : elle correspond à la prépondérance politique de la petite bourgeoisie dans le Parti, elle se nourrit de la déception que la crise de l'union — crise que la direction du Parti est incapable d'analyser — développe chez les militants. Mais, si cette ligne est tentante dans le Parti, elle est à coup sûr perdante dans le pays, dans une période, en tout cas, où la société française n'est pas mûre pour la social-démocratie.

Le sera-t-elle un jour ? On a le droit et même le devoir de poser la question. Mais les socialistes ont le devoir de chercher une autre réponse. Il ne faut pas confondre la transition au socialisme avec le passage du Rhin.



La pause aux usines Volvo.

Il n'y a pas de doute que les industriels suédois sont de bons gestionnaires. Le pays aura toujours besoin d'eux. De temps en temps, il arrive qu'ils s'opposent à notre politique. Mais, dès qu'une réforme controversée a été décidée, ils s'accommodent de la nouvelle situation. Cette loyauté, cette fidélité à la démocratie, qu'on retrouve chez les industriels comme dans tous les autres groupes de la société suédoise, est une ressource certaine. Elle s'est révélée payante aussi pour les industriels. Qui, parmi eux, conteste aujourd'hui l'utilité de notre politique d'emploi, de notre système de retraite ou de notre politique économique sélective — toutes réformes auxquelles, à l'époque, ils s'opposaient en disant qu'elles représentaient des expériences socialistes trop coûteuses pour la nation ?

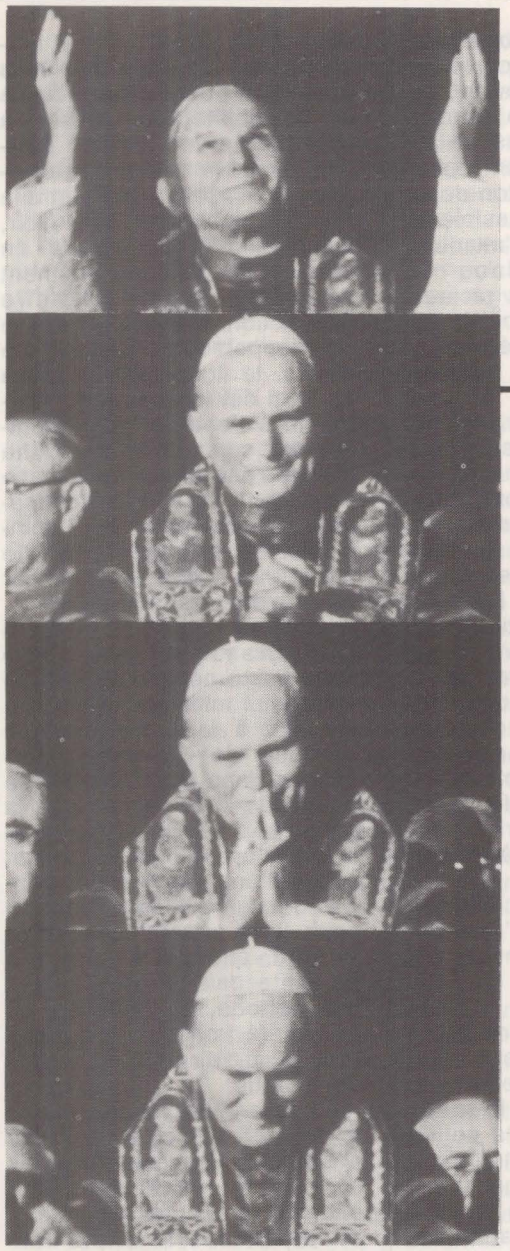
Un économiste suédois, qui a des attaches profondes avec les grandes entreprises de notre pays, Ulf af Trolle, a dit, un jour : « Notre plus grande réserve encore inexploitée se trouve dans les possibilités uniques dont nous disposons de créer une véritable démocratie industrielle. »

A ceux qui veulent s'attaquer aux problèmes de la démocratie industrielle j'ose recommander non pas le modèle suédois — qui d'ailleurs est encore en chantier —, mais la démarche suédoise : la démarche réformiste.

Cette démarche n'a peut-être pas beaucoup d'allure. Mais elle est sûre. Elle ressemble à la marche de l'escargot. Solidement collé à la terre et les antennes tournées vers le ciel pour s'orienter, l'escargot avance lentement mais sûrement.

L'écrivain allemand Günter Grass s'est déjà servi de cette image pour dépeindre la social-démocratie. Elle illustre parfaitement toute notre œuvre de réformes à longue haleine — une œuvre qui s'étale sur les décennies et ne sera jamais tout à fait achevée.

CARL LIDBOM



L'ITALIE ORPHELINE... DE SAINT-PERE

De notre correspondant

Un pape polonais est donc désormais sur le trône de saint Pierre. Une des premières conséquences en sera un certain détachement du Vatican des problèmes intérieurs italiens. La D.c. se sent un peu orpheline. Ce pape est extérieur à la Curie, ce gouvernement de l'Eglise lié par toutes ses fibres aux différents groupes de pression de la Démocratie chrétienne. Il sera encore plus difficile de le faire intervenir que Paul VI sur des problèmes de politique intérieure comme le référendum sur le divorce, l'entrée du P.c.i. au gouvernement, le problème de l'avortement. Même la révision du concordat, c'est-à-dire des traités qui lient l'Etat italien au Vatican s'annonce plus simple, car il y a désormais l'espoir que l'Italie soit enfin traitée par la diplomatie vaticane comme un Etat parmi d'autres.

Si ce prélat représente une Eglise forte et dynamique qui lutte contre un « athéisme d'Etat », il incarne également un clergé qui, ayant abandonné l'invective et la croisade anticommuniste, s'affronte aux problèmes du socialisme « réel » et reconnaît l'Etat (polonais) qui en est l'expression.

C'est probablement l'image de cette Eglise « militante », de ce catholicisme de combat, qu'ont voulu mettre en avant les cardinaux du conclave. Un conclave à l'image d'une Eglise en crise, divisée, qui n'a pu se mettre d'accord que sur un pape non italien.

Il est significatif que Pironio, évêque argentin né de parents italiens, et donc considéré comme le plus « capable » des étrangers, n'ait pas été choisi. Probablement parce que son engagement en faveur des droits de l'homme et contre la dictature argentine, ses convictions « progressistes » faisaient peur à la droite du conclave. Une droite qui, soudée autour du cardinal Siri, l'homme du « non au concile », a empêché pendant un jour et demi d'arriver à la majorité des deux tiers nécessaire à l'élection du souverain pontife. Karol Wojtyla n'a été élu qu'au huitième tour de scrutin. Le compromis s'est probablement fait sur la personnalité d'un cardinal à la fois dynamique et autoritaire, à la fois très attaché à la tradition et profondément engagé lors du concile Vatican II, et depuis dans le synode des évêques, cette assemblée à l'image de « l'Eglise du monde », qui tendra à prendre de plus en plus de pouvoir.

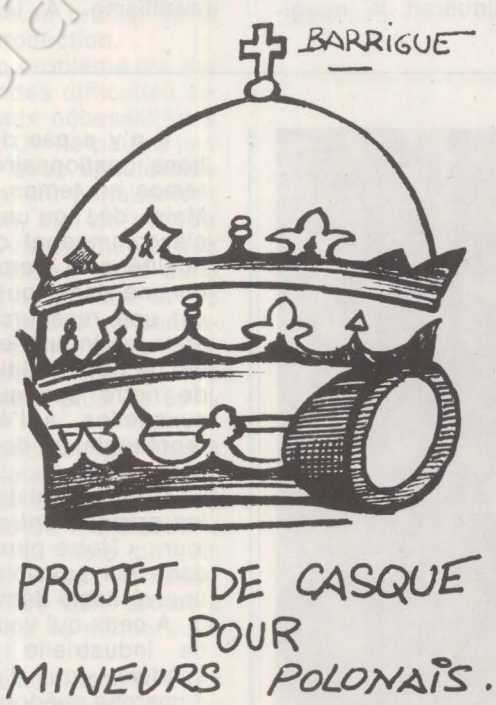
MARC SEMO

Une Eglise de masse

L'élection du cardinal Karol Wojtyla a tout autant surpris les Polonais que le reste de l'opinion internationale. A telle enseigne que, lors d'une table ronde qui se tenait le 16 octobre, à 18 heures, au siège de l'Association des journalistes polonais, à la question du correspondant de « Paese Sera » : « Et si un cardinal polonais était élu pape » ?, tous les assistants éclatèrent de rire, et le ministre polonais des Cultes, M. Kakol, répondit : « Je vous paierais le champagne. » Ce qu'il fit dans l'heure suivante, en apprenant l'élection de l'archevêque de Cracovie, sans parvenir à dissimuler sa stupéfaction non plus que sa fierté.

De fait, passé l'incrédulité, le choix du nouveau pape a provoqué une joie profonde chez tous ses compatriotes. Toutefois, bien qu'il fût le numéro deux de l'Eglise polonaise, il ne leur était pas aussi familier que le chef de cette Eglise, le cardinal Wyszinski.

Profondément enracinée dans le peuple, l'Eglise polonaise frappe par une force et une santé qui se sont nourries de la confrontation, parfois très difficile, à un régime laïque et marxiste. Dans ce pays qui approche les 34 millions d'habitants, la population est catholique à plus de 90 % et pratiquante à 70 % en moyenne. Ce qui fait de la Pologne le pays le plus catholique du monde avec l'Irlande. Avec plus de 18 000 prêtres et de 25 000 religieuses, près de 5 000 étudiants (contre 4 000 voici sept ans) dans les séminaires de chacun des vingt-sept diocèses et des missionnaires éparpillés



à travers le monde, la situation de l'Eglise polonaise reflète une vigueur croissante, un profond caractère de masse et une capacité réelle à prendre en charge la culture nationale que peuvent lui envier la plupart des autres Eglises catholiques.

Pour l'Eglise comme pour le gouvernement polonais, la première question soulevée par cette élection a trait à ses conséquences sur l'Ostpolitik du Vatican inauguré par Jean XXIII au début des années soixante et activement poursuivi par Paul VI. A la différence du cardinal Wyszinski, le nouveau pape est plus un homme d'éthique qu'un politique. Et, s'il a vigoureusement défendu les libertés et les droits de l'homme dans son pays, cela ne relevait pas à ses yeux de la politique politicienne, envers laquelle il ne dissimulait pas sa méfiance. Ce qui n'entamait pas sa détermination sur les grands principes. Comme il me l'avait confié : « Si défendre les droits de l'homme, c'est faire de la politique, alors... »

Brillant intellectuel, auteur de plusieurs ouvrages, dont l'un, « Amour et responsabilité » (Editions du Dialogue), a été traduit en français, Jean-Paul II est parfaitement au courant de tous les mouvements contemporains.

« Libéral-traditionnel », il est lié au groupe des catholiques libéraux de Cracovie, regroupés autour des revues « Tygodnik Powszechny » et « Znak » (à ne pas confondre avec le groupe des députés Znak, qui a fait sécession et se montre moins acerbe envers les prises de position du Pouvoir). A Cracovie, il a favorisé le dialogue des prêtres et de laïques invités à participer au « synode permanent » qu'il animait avec une audace certaine.

Après avoir manifesté une certaine fierté, les autorités polonaises paraissent maintenant dans l'expectative. L'élection de Jean-Paul II, dont ils ne savent encore s'ils doivent la considérer comme un défi de l'Eglise ou comme une volonté d'approfondissement de son dialogue avec l'Est, incite le régime de Varsovie à une phase d'attentisme.

JEAN OFFREDO

changer la vie politique

Béthune et Lens villes mortes

Les élus socialistes, à l'initiative de Jacques Mellick, député-maire de Béthune, avaient décidé, conjointement avec les organisations syndicales — excepté la C.g.t. —, agricoles et professionnelles, de faire du 11 octobre une journée pour l'emploi. Aussi, à Béthune, comme à Lens et à Saint-Omer, mais aussi dans les petites communes du bassin minier, les magasins ont fermé leurs portes, l'après-midi.

Les mairies étaient fermées au public, mais les municipalités avaient réuni leur conseil, auquel la population a participé. Le tocsin a sonné, et les prêtres avaient exprimé dans la presse leur solidarité. De la zone de Douvrin, un ballon dirigeable est parti, emportant des milliers de signatures vers Paris, pour attirer l'attention des pouvoirs publics au très grave problème d'emploi de cette région, la plus touchée de France par le chômage.

La journée du 14 octobre sur la jeunesse

Les cent cinquante secrétaires fédéraux à la Jeunesse et les responsables fédéraux du Mouvement de la Jeunesse socialiste se sont réunis samedi 14 octobre pour réfléchir avec Edith Cresson, secrétaire nationale à la Jeunesse et aux Etudiants, sur les problèmes de la jeunesse. Il s'agissait aussi de préparer la campagne du parti en direction de la jeunesse, qui débutera en janvier 1979.

Au cours de la journée, de nombreux intervenants du M.j.s. sont venus rapporter leur expérience : la participation active du M.j.s. à l'organisation de la manifestation de vendredi 13 octobre à Paris et en province, sa prise en compte des problèmes des motards, sa contribution au Comité de défense droit et liberté dans l'institution militaire, les luttes locales (pour obtenir une maison des jeunes, par exemple).

Le débat de fond sur la situation des jeunes de quinze à vingt-cinq ans (8 millions de personnes, soit un sixième de la population française) a permis de préciser les trois axes de la campagne du Parti :

— **Droit au travail :** sur la proposition de réduire la semaine de travail à trente-cinq heures les jeunes socialistes estiment que cette mesure permettrait d'améliorer l'emploi et de répondre aux aspirations réclamant de nouvelles modalités de production. Une campagne sera également menée pour demander l'intégration des agences intérimaires dans une Agence nationale pour l'emploi qui remplisse véritablement sa mission (1). Des propositions spécifiques pour l'emploi des jeunes (cumuls abusifs, quotas dans les créations d'emplois publics, garantie de ressources pour les chômeurs) ont été avancées.

— **Droit à la différence :** il faut donner la parole aux jeunes, que ce soit dans la famille, l'école ou l'armée, « institutions en crise », où vit la jeunesse.

— **« Nouvelles » aspirations de la jeunesse :** elles concernent notamment la finalité du travail, l'écologie et l'internationalisme ; elles ne sont pas toutes nouvelles, mais perçues d'une manière de plus en plus aiguë.

Le M.j.s. a montré la preuve de sa vitalité. Présent sur tous les terrains de lutte, il remplira dans la campagne projetée sa fonction d'information auprès du Parti sur les aspirations de la jeunesse, et sera, dans la jeunesse, l'image et l'expression du Parti.

(1) Un document ronéoté, « Dossier emploi, travail, chômage des jeunes », est en vente au M.j.s., 41, boulevard de Magenta, 75010 Paris (201-44-43 et 201-44-38). 62 pages : 5 F.

Epinay réagit

La municipalité d'Epinay-sur-Seine a déclaré la guerre aux services fiscaux de la Seine-Saint-Denis. En effet, depuis 1975, sous prétexte de manque d'effectifs, ces derniers ont refusé de participer à la commission communale des impôts directs et établissent ainsi arbitrairement l'assiette de l'impôt local.

Il semble que la situation soit la même pour toutes les communes de la Seine-Saint-Denis. Mais Gilbert Bonnemaison, maire (P.s.) d'Epinay, est le premier à réagir contre cette situation qui, contrairement à la loi, tient une fois de plus les élus à l'écart des décisions. Il a pris un arrêté interdisant l'envoi des feuilles d'impôts. Le percepteur a déjà fait savoir qu'il ne pouvait l'appliquer. On s'attend que le préfet annule l'arrêté.

Mais le maire est bien décidé à faire un recours devant le tribunal administratif : « La ville d'Epinay a décidé de sortir du rôle de personnage secondaire d'une pièce dont elle n'a pas écrit le scénario, rôle qui est de recevoir des coups de bâton du public », a déclaré Gilbert Bonnemaison lors d'une conférence de presse.



La fête à Marseille

La Fédération des Bouches-du-Rhône organise les samedi 28 et dimanche 29 à Marseille une grande fête avec des participations prestigieuses où se mêleront le sport, les variétés et la politique.

Le sport est-il encore un jeu ? C'est ce dont débattront Michel Hidalgo et Marius Trésor avec Michel Sainte-Marie.

Le music-hall sera présent avec le groupe brésilien Soleildad, Gérard Lenorman, Julien Clerc et bien d'autres.

Melina Mercouri animera un débat sur les femmes, Jean-Pierre Cot sur l'Europe, Jacques Delors sur l'emploi, etc.

Ouverte samedi à 15 heures par Gaston Defferre, la fête sera close dimanche à 16 heures par François Mitterrand qui aura présidé auparavant la conférence des trésoriers fédéraux réunie autour de Charles-Emile Loo.

La gauche à Athènes

En Grèce, la gauche vient de marquer des points. Dimanche dernier, lors du premier tour des élections municipales, le Pasok (Parti socialiste panhellénique, d'Andréas Papandréou), allié au Parti communiste de l'intérieur, a remporté trois des cinq grandes municipalités (Salonique, Patras, Héraklion). Dimanche prochain, il devrait conquérir la municipalité d'Athènes : il a obtenu au premier tour 40,6 % des voix et Mikis Théodorakis, allié au Parti communiste de l'extérieur — prosoviétique —, 16,6 %. Il n'y a qu'au Pirée, où

→

changer la vie sociale

les abstentions représentent 43 % du corps électoral, que la droite peut espérer conserver la mairie. Au total, les forces de gauche ont enregistré un gain moyen de l'ordre de 6 %, et Caramanlis a échoué dans sa volonté de « jouer le centre ». Celui-ci a été proprement laminé.

Dimanche soir, Athènes aura peut-être un maire de gauche : il est des informations qui parlent à l'esprit et au cœur.

Deux gestes pour l'Argentine

L'Argentine, vous connaissez ? Videla, vous connaissez ? 25 000 disparus, vous le saviez ? Et vous savez qu'il faut faire quelque chose.

Comment ? Le Club des droits socialistes de l'homme propose deux actions simples, à suivre régulièrement.

En premier lieu, de manifester dans les mêmes conditions que les femmes argentines dites « les Folles de la place de Mai », à Buenos-Aires. Celles-ci demandent des nouvelles de leurs disparus, tous les jeudis, place de Mai. En France, le même jour, chaque semaine, le Club appelle à un rassemblement devant l'ambassade, 6, rue Cimarosa, à Paris — métro Boissière —, de 12 à 13 heures, par solidarité avec elles, en se faisant accompagner par une ou plusieurs personnalités, pour déposer la liste des disparus de la semaine (cinquante en moyenne) L'amiral Sanguinetti, Jacques Madaule, Gisèle Halimi sont déjà venus prendre la tête de cette manifestation hebdomadaire. Jean-Marie Domenach, André Mandouze, Lionel Jospin prendront le relais...

Seconde action : l'opération téléphone. Chaque jeudi également, de 6 heures à 18 heures, le Club appelle à téléphoner à l'ambassade, une ou plusieurs fois, pour demander des nouvelles des disparus (numéros de téléphone de l'ambassade : 500-62-86, 553-12-41, 704-20-53, 704-20-52, 553-14-69, 727-71-99, 553-23-62, 553-48-66, 704-26-79, 704-27-06). Objectif : paralyser le travail de l'ambassade tous les jeudis.

N'hésitez pas : faites un des numéros. A l'ambassade on saura pourquoi.

Mobilisation du personnel communal

Le ministre de l'Intérieur, en fidèle exécutant du plan Barre, vient de frapper le personnel communal dans ses droits acquis.

En préface au projet de loi-cadre sur le plan de développement des responsabilités des collectivités locales, le ministre de l'Intérieur a voulu, le 2 octobre 1978, dans une précipitation calculée, faire adopter par les organisations syndicales les textes portant création de l'emploi d'attaché communal.

Cette prétendue « clef de voûte » de la réforme des collectivités locales et du statut communal non seulement ne répond pas aux exigences de la fonction publique communale, mais tend à diviser les travailleurs communaux et met gravement en question les droits acquis (déroulement de carrière et rémunération des rédacteurs et chefs de bureau).

Face à ce mauvais coup, la C.g.t. et la C.f.d.t. ont rejeté ce texte à la C.n.p. du 2 octobre avec l'ensemble des organisations syndicales et l'association des maires de France.

Les fédérations C.f.d.t. et C.g.t. ont estimé que la réforme des collectivités locales vise à démanteler le statut communal et à réduire le nombre des emplois communaux.

Les préfets de Seine-Maritime, de la Sarthe et des Côtes-du-Nord viennent de confirmer cette politique en remettant en cause des délibérations municipales accordant depuis plusieurs mois des primes aux éboueurs et bas salaires en attente des reclassements, ou en refoulant des récentes délibérations allant dans le même sens. Dans le Val-d'Oise, le préfet a, dans une commune, supprimé, pour raison économique, vingt et un emplois communaux, dont plusieurs titulaires.

Aussi, face à cette politique qui peut frapper l'ensemble du personnel communal, les syndicats ont appelé à une mobilisation générale les 23 et 24 octobre.

Coup dur pour la Creuse

Une catastrophe pour la Creuse : la fermeture de l'entreprise Bos à Guéret. Une entreprise familiale qui, décentralisée à Vitry-sur-Seine depuis 1969, employait 169 personnes dans une ville de 16 000 habitants : 25 % des emplois industriels de la ville. D'autre part, la Creuse est le département qui a perdu le plus de population entre les deux derniers recensements.

La ville de Guéret, ayant financé l'extension de l'entreprise en 1974, se trouve être le plus gros créancier de l'affaire. Elle a essayé de coordonner toutes les démarches et les négociations pour trouver une solution. Les solutions existent : l'outil de production est moderne et valable. Bos était le second producteur français de candélabres. Mais l'indifférence des pouvoirs publics, la mauvaise volonté évidente des patrons font que le redémarrage de l'entreprise est, pour le moment, plus qu'aléatoire.

La C.g.t. dresse un bilan de l'action

La C.g.t. vient de rendre public le bilan de l'action en septembre. Bilan établi à l'aide de 43 questionnaires retournés par les unions départementales.

Sept cents actions revendicatives d'entreprises pour 43 départements auxquelles ont participé des dizaines de milliers de travailleurs (les chiffres portent sur près de 200 000). Tel est le bilan (partiel) des luttes recensées au mois de septembre par le service de l'action revendicative.

La C.g.t. est présente dans la quasi-totalité de ces luttes. Sur plus de 500 actions pour lesquelles les indications ont été portées, on trouve la C.f.d.t. dans 68 luttes et F.o. dans 10.

Deux cent quatre-vingt-dix de ces luttes ont pour objet le pouvoir d'achat, 303 l'emploi, 60 portent sur les conditions de travail.

Quelques résultats significatifs : celui obtenu par les cheminots qui contraignent par leur lutte la S.n.c.f. à revenir sur sa décision d'utiliser un agent P.t.t. comme second agent S.n.c.f. dans les autorails postaux. La lutte des A.r.c.t. (machine-outil à Roanne), qui s'est traduite par l'achat de vingt et une machines par R.p.t., assurant ainsi le maintien de l'emploi. La réouverture du centre hospitalier d'Ivry, après une lutte avec

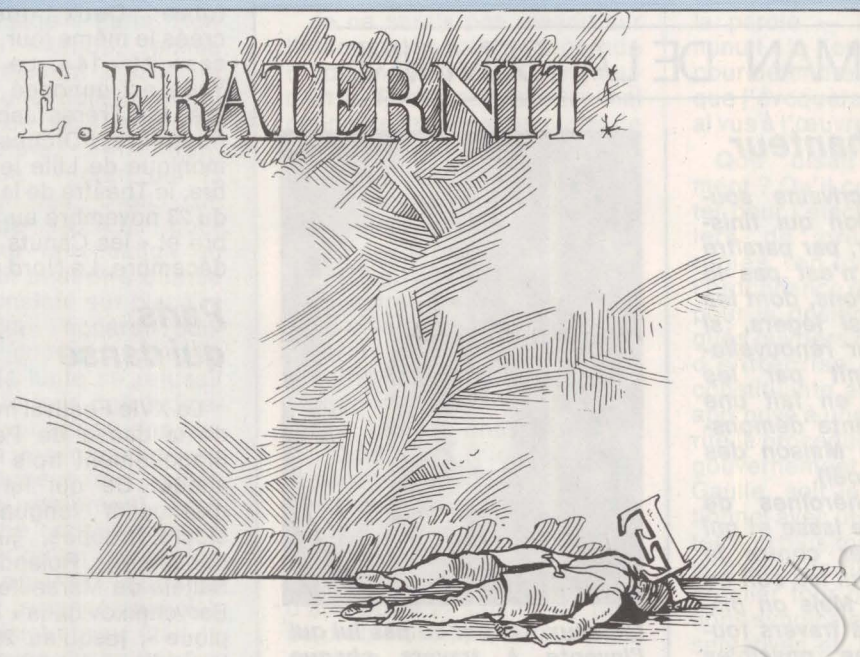
Alerte ! La chasse au faciès est ouverte

La nausée. Qu'éprouver d'autre devant l'acharnement des trois tortionnaires d'Ali Abdoul, Français de vingt-sept ans d'origine nord-africaine ? Après avoir lâché leur berger allemand sur Abdoul, Michel Pujol, Hervé Auguste et Thierry Neveu, trois Toulousains âgés de moins de trente ans, lui ont fait subir les pires sévices dans la nuit du 8 au 9 octobre. La tête sous l'eau jusqu'aux limites de l'asphyxie, les coups redoublés, le dépeçage avec un couteau de cuisine se sont succédé pendant deux heures avant que la victime soit abandonnée dans un état comateux. Son seul tort ? Des origines maghrébines visibles à son faciès. Leur mobile ? « On voulait se distraire » !

Pour Albert Lévy, secrétaire général du M.r.a.p. (Mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix), « cette affaire est une alerte qui montre à quels excès peut conduire la montée du racisme ».

Car le drame de Toulouse n'est pas aussi isolé que l'on voudrait bien le croire. « Après l'assassinat de Laïd Sebaï à l'Amicale des Algériens en Europe en décembre 1977, signale Lévy, nous avons recensé les meurtres racistes de cinq Maghrébins en six semaines. Soit une victime du racisme tous les dix jours, sans compter les blessés. » Force est de constater que ces faits se produisent sou-

E. FRATERNITÉ



vent dans des cafés, les agresseurs étant tantôt les patrons, tantôt des clients.

L'affaire d'Aubusson, à la fin de l'année dernière, en est un exemple parmi tant d'autres. Le patron d'un bar refuse de servir un client... basané. Celui-ci a le tort d'insister. Des clients tirent sur lui et le tuent. A leur procès, ils se réfèrent à une affaire semblable qui s'était déroulée à Flers, où, après avoir paralysé à vie un Algérien, l'agresseur avait été acquitté en novembre 1977. Forts de ce précédent, les assassins d'Aubusson s'exclament : « On ne va tout de même pas être condamnés pour un bougnoule. »

Janvier 1978, à Nancy. Pour avoir tué un Marocain à coups de chaises métalliques, ses deux agresseurs sont condamnés à quatre ans de prison... dont trois avec sursis.

Mars 1978, à Orléans. Un Algérien est blessé par balles. Le tireur explique : « Il parlait arabe. » Il sera curieusement déféré devant un tribunal correctionnel — et non aux assises —, qui ne le condamnera qu'à deux années d'emprisonnement !

Toutes les agressions racistes n'ont pas lieu dans les cafés. La chasse au faciès se pratique aussi en commandos. Et que dire de tels excès lorsqu'ils sont commis par des policiers ?

Albert Lévy ne cache pas son inquiétude devant la recrudescence du racisme qui culmine dans ces agressions, mais dont la floraison d'inscriptions haineuses sur les murs, les articles injurieux d'une certaine presse envers les Juifs, les Arabes et les Africains, sont une autre manifestation de plus en plus fréquente. Selon lui, les médias tendent à minimiser les violences racistes — « peut-être par peur d'aggraver le phénomène ? » — et ils établissent deux poids, deux mesures, selon l'origine de la victime et celle de l'agresseur. « A une époque, dit-il, où l'on parle tant d'insécurité, il serait pourtant utile de préciser que les immigrés en sont les victimes privilégiées, au lieu de laisser croire qu'ils en sont les principaux responsables. »

S'il a des causes multiples, le racisme n'en subit pas moins depuis quelques années les effets de la situation économique et sociale. Et Lévy déplore les déclarations « de ministres, de secrétaires d'Etat, des successifs Premiers ministres et du président de la République lui-même, établissant une corrélation entre le chômage et la présence en France de deux millions de travailleurs immigrés ».

Si les immigrés nord-africains sont les premières victimes de la fièvre raciste actuelle, la résurgence de l'antisémitisme et l'accentuation du rejet des Gitans ne laissent pas d'inquiéter. Or, depuis l'adoption de la loi du 1er juillet 1972 contre le racisme, rien — ou presque — n'a été fait...

Au contraire, les vérifications d'identité systématiques à l'encontre des Maghrébins aboutissent à les rendre suspectes aux yeux d'une partie de l'opinion. « Il devient donc urgent de renforcer la vigilance de tous contre le racisme, estime Lévy. Pas seulement par humanisme, mais parce que le racisme, source d'un climat d'arbitraire, contribue à une dégradation de la vie démocratique. On commence par vérifier l'identité des immigrés, puis... »

JEAN-LOUP REVERIER

occupation de plus de deux ans. Après trente-sept jours de lutte, le maintien en activité de la filature d'Ouville, en Seine-Maritime.

On note également 82 grèves d'une durée diverse, 24 usines occupées dans le cadre de ce bilan (il en existe une soixantaine en France de longue durée) ; 420 prennent des formes variées.

Vote aux H.l.m.

Dans les prochaines semaines, plus d'un million de locataires d'H.l.m. vont voter pour élire leurs représentants aux conseils d'administration des offices. Malheureusement, il n'y aura pas de « campagne électorale nationale », comme l'avait proposé la C.n.l.

La Confédération nationale du logement sera pourtant gagnante dans ces élections : elle a déjà recueilli 70 % des suffrages dans les premières élections qui ont eu lieu.

La participation, elle sera la plus grande inconnue. Dans les Hauts-de-Seine et dans l'Ain, elle a atteint 35 à 40 %. Mais la C.n.l. craint que les très grands offices — celui de Paris gère 80 000 logements — n'atteignent pas le minimum fixé de 25 % de votants.

Optique : mon œil !

Une marge commerciale de... 2 400 %, qui dit mieux ? Des commerçants qui jouissent de telles rentes de situation, ça existe, et leur marché s'accroît tous les jours... au détriment des millions de myopes, astigmates, presbytes et autres malheureux « bigleux ». Le rhodoïd en plaque coûte de 24 à 30 F le kilo, une monture de lunettes pèse de 25 à 30 grammes. Coût en matières premières : de 1 à 3 F ! En comptant la main-d'œuvre (11-14 F l'heure...), les montures de lunettes valent de 6 à 10 F à la sortie de l'usine. L'opticien les achète entre 15 et 20 francs. Il les revend à 150, 200 F... Et cela grimpe jusqu'à des 400 à 700 francs, pour peu qu'un grand couturier y appose sa griffe !

Evidemment, la Sécurité sociale ne rembourse pas de telles sommes : elle y laisserait la peau, à coup sûr. La base du remboursement, c'est la monture « Sécurité sociale », qui coûte 18,65 F et que les opticiens sont (en principe) tenus d'avoir dans leurs tiroirs et même en vitrine. Faut-il conseiller aux consommateurs d'acheter cette économique mais très laide monture ? « Pas question », affirme l'Union fédérale des consommateurs, qui revendique « le droit à la beauté au juste prix ».

L'U.f.c. vient de saisir la commission de la concurrence pour « pratiques d'entente aboutissant à des marges commerciales indues » : c'est la première fois qu'une association de consommateurs porte plainte devant cette instance. Et les porteurs de lunettes ont tout à y gagner...

changer la vie culturelle

Ecrans de l'Hexagone

Calendrier chargé pour les amateurs de cinéma qui ne se résignent pas à ce que Paris ait, trop souvent, seul l'initiative. Dans cet esprit, l'Office municipal de Bandol organise, du 27 au 29 octobre, ses 2es Journées cinématographiques (renseignements : 94 - 29-40-20). A Grenoble, « Animation Dessins animés 78 » (du 1er au 15 décembre) fera alterner projections dans les écoles et les entreprises, concours de scénarios, ateliers, programmes à la carte sur vidéocassettes, etc. (renseignements : Daniel Populus, 09-56-36).

A Lille (du 2 au 10 décembre), le 7e Festival international de court métrage et de documentaire se décentralisera également dans tout le Nord - Pas-de-Calais (renseignements : 20 - 52-82-81). Marcigny, en Saône-et-Loire, invite du 28 octobre au 1er novembre, à ses 8es Rencontres : cette fois, vingt films et trente courts métrages sur le thème du « droit à la différence », dont plusieurs inédits de Wim Wenders, Fassbinder, Herzog, etc., et des œuvres peu connues de Chytilova, Nemec, Perrault, des Taviani... (renseignements : Paul Jeunet, rue Jean-Moulin, 42630 Regny).

A signaler, enfin, l'exposition « Cent Affiches du cinéma français de 1908 à 1960 » que la Cinémathèque de Toulouse présente — accompagnée de projections les mercredis et jeudis — jusqu'au 20 novembre à l'Elac de Lyon-Perrache (renseignements : 78 - 28-62-08).

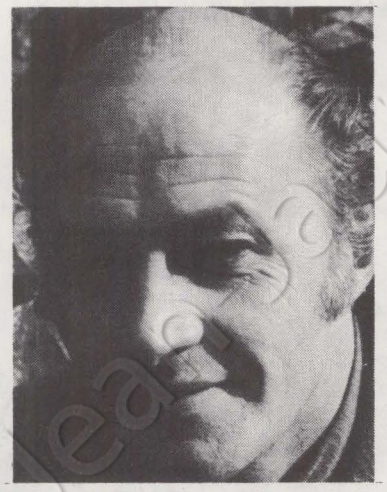
Hommage à une révolte

Une expérience neuve vient de naître à l'initiative du pianiste Monty Alexander : profitant de sa renommée ascendante, ce Jamaïcain s'efforce de marier les nouveaux rythmes des diverses Antilles, comme le reggae, au langage du jazz. Ainsi s'explique « Jamento » (disque Pablo 2310-826), où l'on remarquera une composition dédiée aux « marrons », les esclaves révoltés du XVIIIe siècle.

Avec le concert du bluesman B.B. King, à Mogador lundi prochain, et celui que donne, jeudi 26 octobre au Tep, l'ensemble français Cohelmec, la venue de Monty Alexander les 2 (Paris, Pleyel) et 3 novembre (Lyon) constituera l'événement de l'automne pour les amateurs de musique différente.

LE ROMAN DE LA SEMAINE

Pons l'enchanteur



Il est des écrivains soucieux de précision qui finissent par ennuyer, par paraître besogneux. Tel n'est pas le cas de Maurice Pons, dont les procédés sont si légers, si habiles dans leur renouvellement qu'on finit par les oublier. Il nous en fait une nouvelle et brillante démonstration avec « la Maison des brasseurs » (Denoël).

Il est des héroïnes de roman dont on se lasse et qui nous font pester contre le « pauvre type » qui les suit au bout du monde. Mais on pisterait volontiers à travers toutes les galaxies possibles cette Louane qui attire son Frank dans les endroits les plus insolites et le met dans les situations les plus invraisemblables. Car Louane, pour magicienne qu'elle soit, étonnante dans ses apparitions successives et imprévisibles, désinvolte dans l'énoncé de ses rendez-vous, n'en est pas méchante sorcière pour autant. Elle est on ne peut plus utile à Frank : à chacune de ses manifestations, elle lui inspire un ou plusieurs tableaux. Ce qui est la meilleure chose qui puisse arriver à un peintre. Ce qui est tout à fait logique, si l'on considère que Louane est l'arrière-petite-nièce d'un grand peintre méconnu : Gustav de Wing. Logique ? Voire !

Car Louane existe-t-elle vraiment ? Comment Frank a-t-il pu aller la rejoindre de l'autre côté d'un de ses tableaux ? N'est-ce pas lui qui l'invente à travers chaque femme qu'il rencontre ? Autant de questions qui montrent la force et la beauté baroque du livre de Pons. Avec lui, on ne sait jamais si l'on est en plein onirisme ou dans une réalité aux colorations fantastiques. Tout le charme de « la Maison des brasseurs » réside dans cette ambiguïté, dans cette absence de frontière entre le réel et le merveilleux. Pons apporte précisément à l'écriture ce que les maîtres flamands avaient donné à la peinture : l'enchantement dans la cruauté. Pons l'enchanteur.

Louane est un des plus étranges personnages qu'on ait pu rencontrer en littérature. Du moins n'en a-t-on pas croisé de plus déroutant et de plus fascinant depuis la « Nadja » d'André Breton.

JEAN-PAUL LIEGEOIS

L'automne culturel de Tourcoing

A Tourcoing, l'automne est culturel : concerts, spectacles de variétés, spectacles lyriques, expositions et théâtre se sont donné rendez-vous sur l'affiche du premier « Automne culturel » de la ville. Ronny Coutteure présente « De Belges histoires » jusqu'au 22 octobre. Deux opéras sont créés le même jour : « les Valises » et « 14 ». Le groupe Tri Yann est annoncé le 28 octobre, les Frères Jacques le 17 novembre, l'Orchestre philharmonique de Lille le 25 novembre, le Théâtre de la Planchette du 23 novembre au 1er décembre et « les Canuts » les 2 et 3 décembre. Le Nord remue !

Paris qui danse

Le XVIe Festival international de la danse de Paris durera pratiquement trois mois cette année. Ce qui lui permettra d'accueillir longuement plusieurs troupes, jusqu'au 10 décembre : Roland Petit, les Ballets de Marseille et Mikhaïl Barychnikov dans « la Dame de pique », jusqu'au 29 octobre ; les mêmes dans « Coppélia », du 1er au 8 novembre ; le ballet classique japonais Buyo, du 20 au 26 novembre ; Rudolf Noureïev and Friends, du 27 novembre au 3 décembre ; Rudolf Noureïev et The Murray Louis Dance Company, du 4 au 10 décembre.

Tous ces spectacles se déroulant au Théâtre des Champs-Elysées. Le Palace, de son côté, accueillera le Sara Rudner Performance Ensemble, du 13 au 18 novembre, et Douglas Dunn and Dancers, du 20 au 25 novembre.

Arabes de Nanterre

La maison de la culture de Nanterre organise, pendant toute sa saison 1978-1979, un cycle arabo-musulman. Octobre est consacré aux « Musiques et expressions populaires » : Nass El-Ghimane les 21 et 22 octobre ; une exposition d'imagerie populaire et de bandes dessinées jusqu'au 5 novembre ; une animation. Le thème de novembre sera « la Jeune Expression algérienne » ; celui de décembre, « le Ciel arabe » ; en janvier 1979, « les Luttes arabes » ; en février, « le Livre » ; en mars, « le Luth » ; en avril, « les Rapports de forces dans la société égyptienne » ; et en mai, « Fais ce qu'il te plaît ».

ma part de vérité
par François Mitterrand

Lundi 16 octobre

DE passage à Paris, Hortensia Allende, femme du Président assassiné, m'a remis une note au sujet du groupe de trois membres — sénégalais, autrichien, Sierra Leone — créé par la commission des Droits de l'homme de l'O.n.u. pour enquêter sur la situation au Chili. On sait peut-être que ce groupe a constaté sur place, à Santiago, que l'appareil policier n'avait changé... que de nom ; que la junte se refusait toujours à fournir des indications utiles sur le sort des disparus ; que les garanties de sécurité données aux exilés pour qu'ils retournent dans leur patrie ne constituaient le plus souvent qu'un traquenard supplémentaire ; que le recours aux instances judiciaires et administratives était le plus sûr moyen de se perdre. Mais, ce qu'on ne sait pas, c'est qu'en échange de l'autorisation d'entrer au Chili, accordée aux enquêteurs internationaux, le gouvernement Pinochet a demandé que leur mission cessât dès la remise de leur rapport. Ce troc absurde et choquant, qui aurait pour effet de laisser croire que les droits de l'homme sont désormais respectés au Chili, livrerait à la libre disposition de la junte les prisonniers, les torturés, ces milliers de persécutés dont le dernier espoir s'accroche précisément à la présence d'observateurs dont la seule existence freine la répression — aussi peu que ce soit. On croira ce marché impensable. Or, il semble qu'au-delà des dictatures d'Amérique latine, dont l'appui va de soi, nombreux sont les pays, et sur tous les continents, qui, par commodité, s'apprêtent à se laver les mains et donc à prononcer, sans bruit de préférence, la dissolution du groupe des Trois. On murmure que les Etats-Unis inclineraient à cet indigne arrangement. J'écris ces lignes aujourd'hui pour m'assurer que la France évitera ce déshonneur et, mieux, demandera — dès la session actuelle — la prorogation d'un mandat dont dépend ce qui reste encore au Chili du droit de vivre et d'espérer.

Mardi 17 octobre

Je ne serais pas revenu sur l'incompréhensible algarade d'Edmond Maire accusant soudain le Parti socialiste de mal connaître les dossiers ou de ne les connaître « qu'à travers les avocats », tandis que la C.f.d.t. les connaîtrait « à travers les travailleurs », plus encore de céder aux pressions du P.c. et de la C.g.t., et tout cela parce que notre groupe parlementaire a voté contre la loi sur la réforme des conseils de prud'hommes — si, dans « le Monde » de samedi, sous le titre « Accrocs entre le P.s. et la C.f.d.t. », Thierry Pfister n'avait jugé bon de rapporter l'incident pour accabler — comme il se doit — notre parti sans cependant fournir à ses lecteurs le moindre élément d'appréciation quant au fond du problème. Je le ferai donc à sa place.

C'est à l'unanimité que les députés socialistes, réunis sous la présidence de Gaston Defferre, ont, après une longue et sérieuse discussion, décidé qu'ils refuseraient leurs suffrages au projet du gouvernement si celui-ci maintenait dans son texte la règle du plus fort reste pour l'élection à la proportionnelle des représentants des travailleurs et s'il persévérait dans son intention d'abolir le critère habituel des « organisations syndicales les plus représentatives ». L'argument selon lequel la combinaison de ces deux mesures permettait au patronat, par le biais de listes « jaunes », de rompre à son profit le principe de la parité entre employeurs et employés avait emporté l'adhésion du groupe parlementaire. Et ce d'autant plus que l'institution par la même loi d'un vote plural pour le collège patronal conférait aux grandes entreprises la maîtrise des prud'hommes. La position socialiste, présentée en séance publique par Alain Richard, défendue par Pierre Joxe lors de la discussion des articles incriminés, rappelée par Claude Evin sous forme d'explication de vote et soutenue avec ardeur et vigilance tout le long du débat par un groupe constamment solidaire et particulièrement actif, domina la discussion. J'en fus moi-même le témoin puisque, invité par mes amis à prendre la parole — il était près de minuit, le jeudi 5 octobre — pour défendre un amendement que j'évoquerai plus loin, je les ai vus à l'œuvre.

Que disait cet amendement ? Qu'il convenait d'adopter pour l'élection des conseillers de prud'hommes les règles en vigueur depuis l'ordonnance du 22 février 1945 pour la désignation des délégués ouvriers dans les comités d'entreprise. L'Assemblée constituante avait, à l'époque, approuvé à une très forte majorité la procédure retenue par le gouvernement du général de Gaulle, soit le scrutin proportionnel avec utilisation des restes à la plus forte moyenne sur la base des listes établies au premier tour par les organisations syndicales les plus représentatives et, au second tour, par quelque liste que ce fût, quand les suffrages exprimés n'atteignaient pas 50 % des électeurs inscrits. En reprenant au compte du Parti socialiste les termes de l'ordonnance de 1945, il s'agissait bien, de ma part, de l'amorce d'un compromis. Pourquoi ? Parce que nous considérions comme essentielle la substitution de la proportionnelle au scrutin majoritaire. Mais le gouvernement, fort peut-être d'autres assurances, a rejeté brutalement cette ultime conciliation. Dès lors, fidèles à l'idée que nous nous faisons de l'intérêt des travailleurs, il ne nous était plus possible d'aller plus loin. Telle est la vérité.

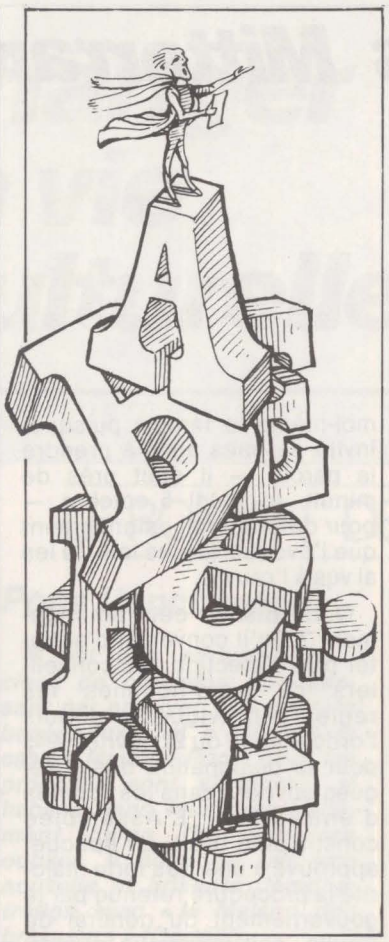
Je m'interroge encore sur la signification réelle de l'attitude d'Edmond Maire. Nous serait-il désormais interdit de voter sur quelque sujet que ce soit de la même façon que le Parti communiste ? Les partis politiques devraient-ils se comporter comme s'ils étaient les courroies de transmission des organisations syndicales ? Le rôle du Parti socialiste serait-il de couvrir les retraites de ceux qui, hier, se réclamaient de l'avant-garde ? Oui, je me pose ces questions, heureux cependant de l'accord total donné par la commission nationale Entreprises et le bureau exécutif du Parti au vote du groupe parlementaire.

Mercredi 18 octobre

Le président de la République futurant ou futurisant sur l'économie française de l'an 2000 — autrement dit après-demain — en compagnie d'un autre futurologue plus ou moins futuriste a fixé, l'autre soir, l'objectif ambitieux de son gouvernement : rattraper en dix ans l'Allemagne fédérale. La bonne idée ! Je signalerai à cet égard à l'éminent futuromane qu'un bref coup d'œil sur le passé, le sien, lui fournira de très instructifs paramètres.

En dix ans, c'est-à-dire depuis l'accession de Valéry Giscard d'Estaing à la direction de notre économie, l'écart n'a cessé de s'accroître entre la France et l'Allemagne à notre détriment. Exemple : le deutsche mark, qui valait 1,60 F en 1969, vaut aujourd'hui 2,30 F et, selon les experts américains de la Chease Econometrics, vaudra 3 F en 1981. Autres exemples : le pourcentage de la population actuellement en chômage en Allemagne a baissé de 1 % en trois ans, alors qu'en France, dans la même période, il a augmenté de 2 %. Le rythme annuel d'inflation allemand varie de 2 à 4 % et celui de la France, qui était de 4 % en 1970, atteint maintenant 11 %. Le nombre des logements construits en Allemagne chaque année est de 10 pour 1 000 habitants, pour une superficie moyenne de 105 m2 par logement, tandis que la France ne construit que 7 logements pour une superficie de 75 m2. Le salaire mensuel minimum français va vers les 1 900 francs. Le salaire allemand approche les 3 000 francs.

Je bornerai là ces considérations. Sinon pour ajouter que la bonne idée de Valéry Giscard d'Estaing risque d'apparaître bientôt saugrenue. On apercevra d'ici peu que l'économie de l'Allemagne est un modèle périmé. Vouloir, en tout cas, que la France de l'an 2000 ressemble à l'Allemagne de 1960 relève davantage de l'obsession que du futur.



nos lecteurs ont la parole

Depuis plusieurs semaines, nous avons ouvert nos colonnes aux points de vue de plusieurs dirigeants sur les problèmes du Parti socialiste. Nous interrompons aujourd'hui cette série, afin de donner la parole aux militants qui nous ont écrit fort nombreux pour exprimer leur sentiment sur ces mêmes problèmes.

Ne pas dramatiser

Comme tout militant socialiste, je m'interroge sur les polémiques qui agitent la direction de notre parti et sur les conséquences qu'elles suscitent au niveau de la vie politique actuelle. Tout d'abord, l'objet de ce débat : Michel Rocard peut parler d'archaïsme, demander la rigueur économique évoquer l'adaptation du politique à l'économique. Il énonce aussi des propositions très intelligentes et constructives, comme la promotion de militants ouvriers dans la hiérarchie du parti. Les « mitterrandistes » récusent les critiques et s'interrogent sur le fait de savoir si les propos de Michel Rocard, qui constituent un nouveau langage, ne signifient pas également un changement de ligne.

Si le P.s. a péché par manque de rigueur économique, il faudra qu'il fasse son autocritique ; si Michel Rocard pèche par manque de ferveur unitaire, ce que je ne crois pas, il faudra qu'il nous donne ses raisons. En effet, l'union de la gauche est pour tous les socialistes le symbole du renouveau du P.s. et l'espoir encore bien vivant d'une victoire future des forces populaires en France (malgré les dirigeants communistes). L'Histoire nous a démontré que, hors l'union, point de salut. Toutefois, je pense qu'il ne faut pas dramatiser outre mesure un débat qui ne pourrait résulter, après tout, que d'une simple interférence d'ambitions personnelles.

(Un étudiant socialiste tarbais)

Le jeu de la droite

Je suis militant du P.s. et lecteur de « l'Unité » depuis six ans. Je me permets donc de vous écrire pour dénoncer l'attitude de Rocard.

Il me semble que Michel Rocard fait le jeu de la droite, et je suis sûr que de nombreux militants partagent mon point de vue. Rocard, suite à un énorme battage de la presse de droite et de la télé, se permet des réflexions que je qualifie de ridicule, et je pèse mes mots. Il met en doute les qualités de Mitterrand et affaiblit la direction de notre parti. Rocard, qui a refusé le Smic à 2 400 F, la semaine de trente-cinq heures sans perte de salaire, qui refuse la rupture avec le capitalisme, devrait être plus modeste. Les travailleurs jugeront sévèrement Rocard (je suis aussi délégué C.g.t. dans mon usine et je peux vous dire que Rocard est considéré par les travailleurs avec sévérité). Je suis triste de devoir juger ainsi, mais Rocard devrait comprendre qu'on ne peut continuellement jouer avec les travailleurs et le parti, tout cela pour satisfaire son ambition personnelle.

Quand je vois « le Point », « l'Express », « le Figaro », « l'Aurore », etc., se réjouir du phénomène Rocard, je me pose des questions, et Rocard devrait le savoir.

Je ne peux que soutenir Mitterrand, je suis sûr qu'il saura une fois de plus porter le P.s. vers les sommets.

(M. VAN WAELE
62370 Nortkerque)

Nos ennemis ne sont pas à l'intérieur

L'intervention des militants de base du P.s. sera-t-elle nécessaire pour vous amener à plus de modération dans vos articles, dans vos interviews radio-télévisées. Les querelles de succession, car c'est cela en réalité qui vous oppose, sont ridicules : en effet, seuls les militants peuvent désigner leur responsable au niveau le plus élevé. Et, actuellement, François Mitterrand n'est mis en cause par aucun militant. Alors, s'il vous plaît, respectez leur décision !

« Virer » Michel Rocard serait la plus grande bêtise que pourrait faire notre parti, et cela ouvrirait la porte aux attaques d'une droite en déconfiture et surtout en perte de vitesse. Quant à Michel Rocard, il lui faudra éclaircir certaines de ses positions, mais je pense que cela ne lui posera aucun problème. Et notre parti, lui, devra aussi analyser les causes réelles de notre échec en mars 1978. Car nous, militants, sommes un peu perdus, et cette analyse est donc nécessaire.

Notre parti doit rester uni. Nos ennemis ne sont pas à l'intérieur, mais ce sont ceux qui actuellement font subir aux Français le chômage, l'inflation et aussi une présence policière plus importante. Alors, s'il vous plaît, réservez-leur vos attaques !

Camarades, prenez vos responsabilités. Pensez à tous les militants et sympathisants du P.s. Préparons dès maintenant notre congrès, qui se devra d'être une grande fête de solidarité et d'amitié, et non une « lutte fratricide » (dixit les « chiens hurlants » de la radio française et de la presse).

(RAYMOND BOCAHUT
93120 Issy-les-Moulineaux)

Pas de diatribe

Je n'appartiens à aucun courant ; je ne suis pas membre du P.s.... Mais je vote socialiste et je me félicite de l'action de François Mitterrand, de Michel Rocard et de bien d'autres...

C'est vous dire que l'article de Georges Sarre dans l'avant dernier numéro de « l'Unité » m'a vivement choqué : ce n'était pas un débat mais une diatribe. Michel Rocard serait donc un petit vaniteux qui « se pare de prestiges technocratiques » ; un incapable « à la prétendue rigueur économique », un hypocrite dont « les révérences... tirées aux options de rupture avec le capitalisme » ne sont que « rituelles », etc. Et comment qualifier un socialiste qui « s'oppose aux revendications ouvrières essentielles », qui « s'en prend aux trente-cinq heures » ? Même lorsqu'il « affirme son désaccord absolument central sur la hiérarchie des priorités non seulement de M. Barre mais du président de la République », ne le croyez surtout pas ! Georges Sarre sait, lui, ce que ça cache : la volonté de « moduler une politique qui aggrave vertigineusement l'emprise des monopoles et nous subordonne chaque jour davantage à l'impérialisme américain »... Et vlan !

Abonné à « l'Unité » depuis son premier numéro, je me félicite de sa qualité habituelle. Vous ne gagnerez rien à copier « l'Humanité ». Laissez-lui l'insulte. On serait déçu de retrouver dans votre journal les propos et le ton d'un Fiterman...

Laissez-moi, pour en terminer, vous rappeler le mot de René Char que, précisément, vous citez dans ce même numéro : « Merci simplement à un homme qui tient en échec le glas ». Cet homme, c'est souvent notre voisin de quartier, notre camarade d'atelier, notre collègue de lycée : un militant obscur. C'est aussi, à sa place, un Michel Rocard. Je l'en remercie et sans doute avec bien d'autres, je le salue.

(PHILIPPE TALE
92160 Antony)

Un agacement profond

« L'unité » ouvre ses éditoriaux à des têtes du parti, c'est une bonne chose. Ce qui l'est moins, c'est cette bagarre à coup de citations. Certes, de bonnes choses sont à retenir, mais j'éprouve un agacement profond.

Qu'attendons-nous, militants dans les sections de base, sinon que les responsables nationaux apportent dans leurs écrits et leurs paroles un sens profond de la vie des travailleurs ?

Le parti appartient aux militants et aux adhérents, il est la force politique nécessaire pour demain, il est l'espérance numéro un des Français.

Le débat démocratique ? Ce n'est pas les coups de gueule qui le feront avancer ; c'est l'action de tous, là où nous sommes. Là où nous vivons, où nous travaillons, par une prise en charge réelle des hommes et des femmes qui en ont assez d'être exploités. A vous, responsables, de prendre en compte ce que nous vivons.

Notre parti est fort électoralement parce que le citoyen en a assez de ceux qui nous gouvernent. Mais est-ce que le parti est fort en réalité ? Oui, de la bonne volonté, du courage et des sacrifi-

ces de nombreux militants qui accomplissent souvent des tâches obscures et parfois méconnues de ceux qui portent des responsabilités politiques.

Ce travail, cette abnégation des militants fortifient le parti et l'idée du socialisme auprès des travailleurs.

Prenons garde, au sommet, de ne pas gaspiller les valeurs que vivent à la base les adhérents.

Ne tombons pas dans le travers des querelles de clocher et encore moins dans les on-dit ou les potins qui sont parfois les signes avant-coureurs d'un retour à des pratiques dont l'ancienne S.f.i.o. a crevé.

(RENE MAITRE
25200 Grand-Charmont)

Façon de parler

Depuis Epinay, à travers ses congrès et ses conventions, le Parti socialiste a su renforcer son identité dans le cadre de l'Union de la gauche. Cet effort de rigueur lui a permis d'obtenir une audience toujours plus grande. L'échec de mars 1978 ne constitue pas une condamnation de cette démarche ; il est le résultat de la volonté délibérée du Parti communiste. Il est évident que ce constat ne doit pas nous donner simplement bonne conscience ; il nous impose une réflexion sur le contenu de l'Union de la gauche. Cette réflexion devrait nous permettre de dégager les initiatives susceptibles de concrétiser la volonté unitaire qui se manifeste à travers les différentes élections partielles.

Parallèlement, la convention sur le projet socialiste sera l'occasion pour nous de préciser, de renforcer nos propositions, notre analyse de la société. Cela est particulièrement vrai au niveau de la politique internationale ; à la stratégie « mondialiste » mise en place par la droite nous devons opposer notre propre vocation internationaliste.

Dans cette vaste réflexion, il est probable que de nouveaux thèmes surgiront. Il serait absurde de les ignorer. Cependant, sachons les insérer dans notre projet politique. En effet, il serait dangereux pour la cohérence de notre analyse et pour notre capacité de propositions de reprendre à notre compte des aspirations que nous aurions imparfaitement approfondies.

Vouloir « changer la vie » exclut un parti « attrape-tout » N'entretenons pas un « double langage », sous prétexte que, momentanément, les aspirations d'une partie de l'électorat ne correspondent pas tout à fait à l'ensemble de l'analyse politique que nous faisons. Cela ne constitue pas une situation nouvelle. Vouloir la nier artificiellement conduirait le Parti socialiste dans l'impasse.

Rejetons la mauvaise conscience. François Mitterrand, décrivant l'état d'esprit de la gauche à une autre époque, indiquait clairement les dangers d'un tel comportement : « Pour démontrer qu'on lui faisait un mauvais procès, la gauche s'évertua à consentir à la droite des gages et se comporta comme le suspect à la merci d'une erreur judiciaire qui, à force de crier son innocence, acquiert la mauvaise conscience d'un coupable. De concession en concession, dans le but sincère d'amadouer un adversaire rétif ou dans l'intention rusée de le gagner, la politique de gauche finit par se confondre et par s'identifier à la politique de droite ».

Propos d'un autre temps, diront certains. Cependant, prenons garde à ce que la propagande de la droite concernant notre prétendue incapacité à faire des propositions en matière économique ne nous amène pas à rechercher une prétendue « crédibilité économique » qui, de proche en proche, viderait notre projet de son contenu.

Vouloir « changer la vie », cela implique que nous identifiions notre façon de parler à notre projet politique, en rejetant le discours officiel que nos gouvernants tentent d'imposer. Ainsi, renforcerons-nous durablement notre crédibilité.

(JACQUES SANTROT
maire de POITIERS
député de la Vienne

ALAIN CLAEYS
membre du secrétariat
de la fédération de la Vienne
du Parti socialiste)

Le piège des arrière-pensées

Les multiples déclarations de Michel Rocard et le débat qu'elles suscitent dans certaines instances du Parti socialiste auraient le mérite d'être utiles si elles étaient centrées sur les véritables divergences politiques qui peuvent (et qui doivent) exister dans une organisation démocratique. Le militant y verrait plus clair et pourrait participer à cette discussion qui lui semble (à tort d'ailleurs) encore une fois relever de querelles « personnelles » et « d'état-major ».

Michel Rocard n'échappe pas au piège des « arrière-pensées » qui faussent nombre de choix du P.s. depuis sa création. Une des faiblesses graves de notre parti réside sans doute dans cette perpétuelle préparation du prochain congrès, où la conquête du pouvoir apparaît l'objectif essentiel, et la définition d'une ligne politique le but accessoire ; il faut engranger des mandats et, pour cela, flatter le militant. Proclamations et motions rivalisent pour plaire ; phrases clefs et mots sacrés jalonnent les textes qui seront demain la loi du Parti. Michel Rocard a raison de récuser les procès d'intention ; d'autres ont montré le mauvais exemple dans ce parti, en dénonçant le glissement social-démocrate du P.s. sans apporter le début de la moindre preuve.

Il a raison de souhaiter l'approfondissement de l'identité socialiste ; mais il doit, lui même, parler clair et préciser avec netteté ce qui, dans la stratégie ou le programme du P.s., lui apparaît archaïque, peu crédible ou irréaliste. Oui, ouvrons le débat sur tous les problèmes évoqués par Michel Rocard, sans a priori doctrinaux, certes, mais aussi sans a priori « modernistes » ou « à la mode ».

Il est trop facile de s'en tenir aux proclamations générales, même généreuses, du type « le Parti n'est pas assez autogestionnaire », « le Parti n'est pas assez proche du monde ouvrier ».

Nul militant, nul groupe de militants, nul courant n'a le privilège d'être plus autogestionnaire, plus à gauche, plus proche du monde ouvrier, moins archaïque, la réalité de la vie militante du Parti en témoigne tous les jours, et les donneurs de leçon ne sont pas toujours les mieux placés pour cet exercice. Mais c'est tous ensemble, par la somme de nos actions militantes, par l'addition de nos comportements et de nos pratiques individuelles et collectives, par la réflexion approfondie sur notre identité et nos propositions que nous construirons un Parti socialiste qui réponde mieux encore à ce que souhaitent les Français.

(JEAN PROVEUX
Membre de la C.E.D.
d'Indre-et-Loire)

Merci à René Fallet

Merci à René Fallet pour son article : « La billebaude de François Mitterrand ».

Au moment où la presse de droite aidée par de pseudo journalistes de gauche, s'acharne à le détruire, un article comme le tien met du baume au cœur de ses amis. Comme toi j'ai adhéré au P.s. le lendemain des présidentielles de 1974 parce que pendant toute la campagne j'avais admiré l'intelligence, la droiture, la générosité de François Mitterrand, j'avais eu confiance et je ne l'ai jamais regretté depuis.

Il tient son rôle, imperturbable, solide, jamais méchant, même lorsque son ironie précise tombe pile sur son adversaire. Et puis j'ai lu « la Paille et le grain » et là j'ai découvert que cet homme distant était aussi poète, sentimental, que son socialisme égalitaire et rigoureux était une manifestation de sa tendresse pour les hommes et j'ai ressenti alors à côté du respect une très profonde sympathie. Mais cela René Fallet tu le dis tellement mieux que moi...

Tant que le P.s. aura la chance d'avoir un tel premier secrétaire, c'est sans danger, ce sera un parti où l'on se sentira bien.

(A. LANGLOIS,
Boulogne-sur-Seine)

Bataille du rail

Bravo pour votre titre et le dessin du numéro 307 ! Avant même de lire l'article, on sait ce qu'il faut dire et ce qui devrait être fait.

Les statistiques ne peuvent prendre en compte que les accidents de poids lourds et ceux pour lesquels ils sont en cause. Mais les autres : quand pendant plusieurs kilomètres un automobiliste roule derrière un poids lourd (avec remorque souvent), quand il respire toutes les émanations des gaz, quand il est plus ou moins aveuglé par le gabarit du camion ou par les projections de boue, quand il arrive à doubler, qu'il trouve un autre convoi, puis un autre...

A partir de quel moment de fatigue, de lassitude, d'impatience sera-t-il amené à faire l'erreur fatale ? Ce sera, bien sûr, sa faute, sa seule faute ?

Et, à côté de cette route meurtrière, il y aura la voie ferrée, déserte, sur laquelle un convoi pourrait circuler (toutes les trois minutes, je crois).

Faisons un rêve. Supposons que la route soit interdite aux camions de gros tonnage en dehors de deux zones :

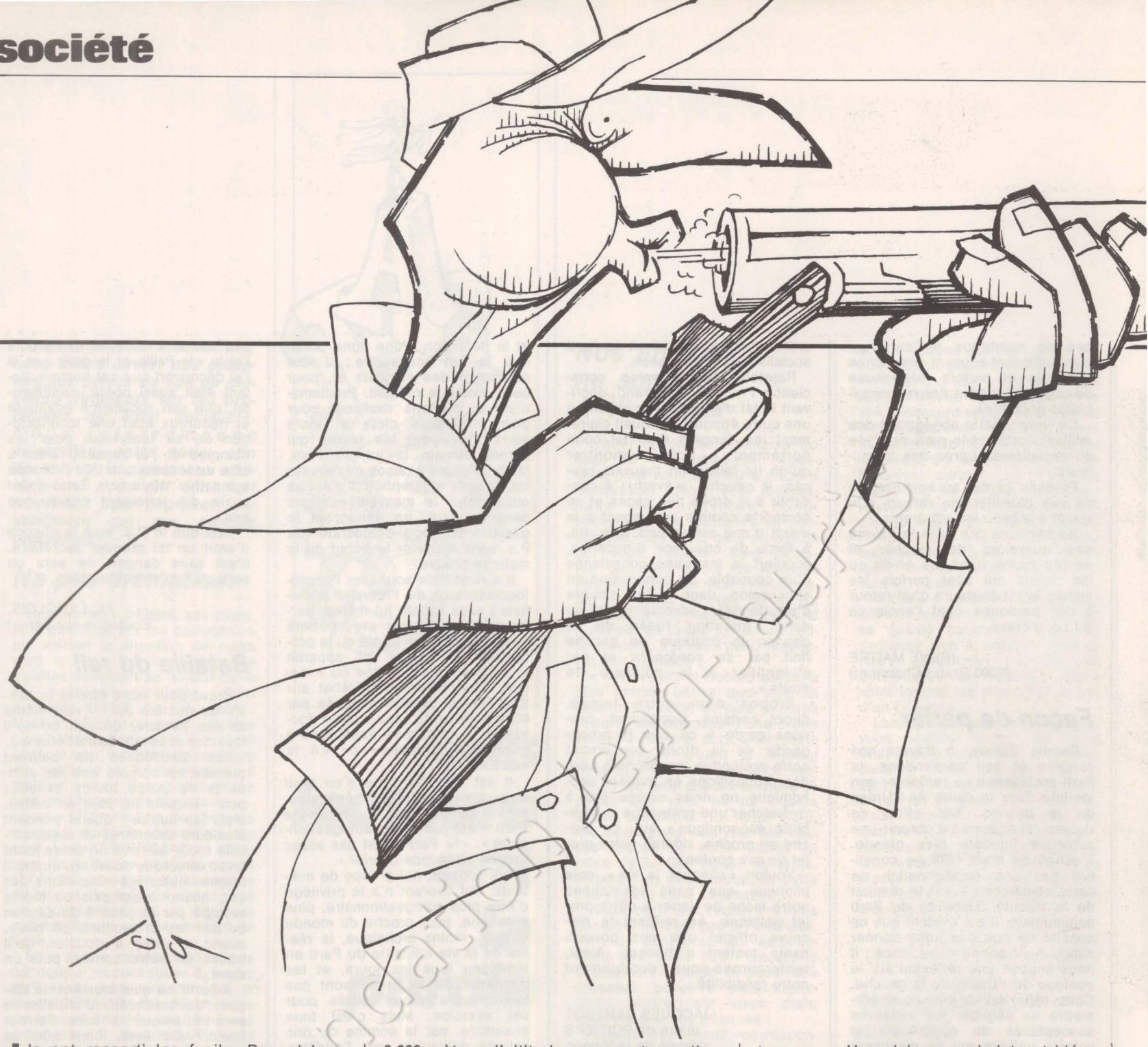
— Une correspondant à son lieu de départ jusqu'à la gare S.n.c.f. la plus proche ;

— Une correspondant à la gare (importante) la plus proche du lieu de destination jusqu'à cette destination.

Et qu'entre les deux gares le camion doive impérativement être chargé sur une plate-forme ferroviaire. Il faut un nouveau matériel. Y a-t-il une impossibilité technique ?

Si cela pouvait ne pas être qu'un rêve, on aurait fait — pour combattre les morts de la route — bien mieux que l'Alcootest ou la limitation de vitesse, on aurait bien travaillé au niveau des économies de pétrole, on aurait bien lutté contre la pollution, on aurait bien travaillé pour la santé des automobilistes.

(ANDRE BESSIERE
66000 Perpignan)



Ils ont ressorti les fusils. Des plaines du Sud-Ouest aux forêts des Ardennes, de la baie de Somme aux Pyrénées. Un peu, beaucoup, passionnément, pas du tout... Pour la chasse, pas de nuances. On l'ignore superbement, on est pour ou contre à la folie. « Halte au massacre ! », crient les uns. « Foin des écologistes de pacotille ! », répondent les autres.

La bagarre fait rage à coups de sondages. 16 % seulement des Français sont contre la chasse, affirment les reponsables cynégétiques. Selon un autre sondage réalisé en février par Publimétrie, c'est en fait 47 % des Français qui n'approuvent pas la chasse « telle qu'on la pratique aujourd'hui en France ». Avec des pourcentages encore plus forts pour les femmes et les jeunes. Pour le non-initié, chasser cela se résume tout simplement à tuer — ou à essayer de tuer — des animaux sauvages. Pas si simple que ça, répondent les chasseurs. Il n'y a pas **la** chasse, mais **des** chasses. Quoi de commun, par exemple — si ce n'est le fusil —, entre le paysan qui chasse sur ses terres et l'industriel qui achète 20 000 francs le droit de chasser en Sologne ? Entre la chasse aux chiens courants, des heures et des jours à la poursuite du sanglier, et la chasse à la palombe, les grands filets tendus entre deux cols à 2 000 mètres d'altitude pour capturer d'un coup des centaines d'oiseaux migrateurs ? Au Sud, c'est l'héritage du droit romain, le domaine de la « chasse banale » ouverte à tous. Au Nord, la chasse est liée à un droit qui se loue ou s'achète. En Alsace, règne la loi allemande très protectrice pour le gibier... En plaine, le gibier « sauvage » ne survit souvent que grâce au repeuplement effectué par les associations de chasseurs. En montagne, au contraire, la faune, en particulier les grands animaux (cervidés, sangliers, etc.), se porte plutôt bien.

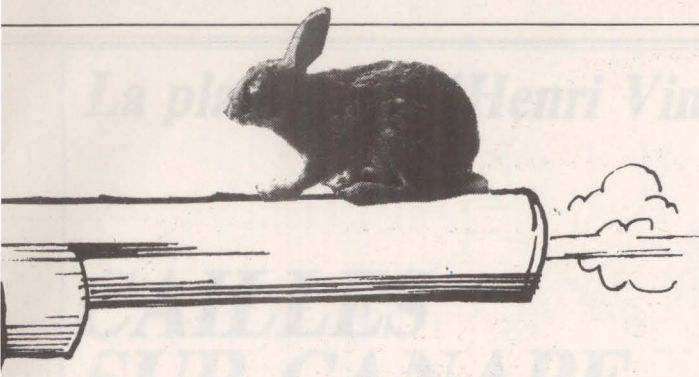
Une diversité qui rend périlleuse toute tentative d'approche globale...

La grande « rassembleuse » ?

Qui sont-ils, ces deux millions d'individus qui partagent la même passion ? Selon Jacques Hamelin, président de l'Union nationale des fédérations départementales des chasseurs, ils représentent « exactement les tendances sociales de la nation : cultivateurs surtout, mais aussi ouvriers, P.-d.g., rentiers, commerçants, fonctionnaires, jeunes et vieux arpentent côte à côte plaines, bois, marais et montagnes »... Une vision unanimiste et idéalisée de la chasse, grande «rassembleuse » de cette France qu'on dit coupée en deux...

La réalité sociale est quelque peu différente, si l'on en croit la récente thèse d'Hubert Balédent. D'après ces travaux — la seule analyse sociologique dont on dispose sur la chasse —, il n'y aurait parmi les chasseurs que 12 % d'agriculteurs, 15 % d'ouvriers, le gros du contingent étant constitué par les fonctionnaires et cadres moyens (24 %) et les industriels, cadres supérieurs et professions libérales (21 %). Si elle reste le loisir par excellence de la France rurale, la chasse n'est donc pas, si elle l'a jamais été, une activité paysanne : seulement 16 % des agriculteurs français s'y adonnent... Peut-être les paysans se souviennent-ils encore d'un temps où la chasse était le privilège — honni — du seigneur : les conflits sont fréquents entre agriculteurs et chasseurs, occupants provisoires et envahissants d'une « campagne » qui est, pour les uns, lieu de travail et, pour les autres, terrain de jeu...

Les chasseurs, on s'en doutait déjà, sont à 95 % des hommes. La chasse, c'est l'occasion de se retrouver « entre hommes », laissant les femmes à la cuisine ou au salon de thé. Sans doute est-



HALLALI POUR LA CHASSE?



ce d'ailleurs l'une des motivations profondes de ce fait de société qu'est la chasse... Il y en a d'autres. Pas toujours très évidentes pour qui ne se livre pas aux joies de l'« art cynégétique ».

Atavisme et réminiscence de l'âge de pierre où l'homme chassait pour se nourrir ? Pulsion de mort qui incite à tuer pour posséder ce que l'on aime ? Simple distraction du dimanche, prétexte à se retrouver entre copains pour « boire un canon » ou faire une « grande bouffe » ? Snobisme d'une époque où la chasse est l'un des attributs de la réussite sociale ?

Un écologiste qui s'ignore ou un « viandard »

Au milieu de ce maquis, quelques certitudes chiffrées : 75 millions d'animaux tués en France chaque saison, l'une des pressions cynégétiques les plus fortes du monde avec plus de deux millions de chasseurs — contre 300 000 en Grande-Bretagne et 250 000 en Allemagne fédérale —, 200 000 fusils vendus chaque année. Des chiffres qui font de la chasse dans ce pays autre chose qu'un simple passe-temps meurtrier : un phénomène de société...

Le chasseur est-il un écologiste qui s'ignore, un sauveur de la civilisation occidentale, un « phallo » tout terrain, un affreux jojo, un sadique ?

Au-delà des jugements normatifs ou moralisateurs, un constat s'impose : la faune sauvage — et en particulier le gibier de plaine, plus vulnérable — est en voie de disparition. Si les écologistes de tout poil ont été les premiers à tirer la sonnette d'alarme, les chasseurs les plus conscients en conviennent, et les responsables cynégétiques ne dissimulent plus le problème.

« Nous n'en sommes pas encore au point zéro, affirme Paul Melen, directeur du Comité d'information Chasse-Nature, mais il faut réagir vite. » Un exemple récent : la chasse au perdreau, qui à peine ouverte vient d'être arrêtée — faute de perdreaux...

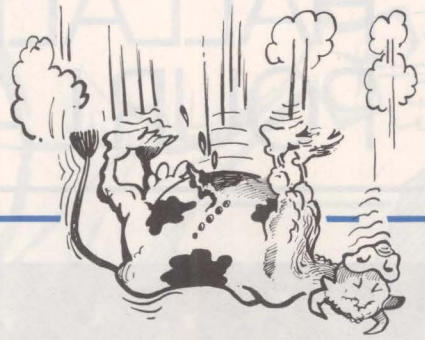
« En plaine, il n'y a plus rien, affirme Yves Charlier, ramasseur de vers de son état et spécialiste de la chasse au gibier d'eau. La saison dernière, à trois sur un terrain de 170 hectares, on a tué un lièvre et deux perdreaux ! »

La faute à qui ? Faudra-t-il en venir à interdire la chasse ? Ce n'est pas pour demain, sans doute : les chasseurs, qui représentent plus de deux millions de bulletins de vote, sont l'un des groupes de pression politiques les plus influents... Et ils ne sont pas tous les dangereux Tartarins d'une certaine imagerie. Des « bons » chasseurs, ça existe : j'en ai rencontré ! Même s'ils sont l'alibi de milliers de « viandards »...

L'apanage d'une classe

Michel Maymat, la quarantaine sportive, pharmacien-biologiste à Moulins, est l'un de ces « seigneurs de la chasse » — une autre espèce en voie de disparition... A huit ans, il suivait son père comme rabatteur. « J'ai eu mon premier fusil pour mon bac », se souvient-il. Cet ancien champion de l'équipe de France de tir a conservé la passion des armes : seize fusils — un pour chaque gibier... — luisent allongés dans leurs étuis de cuir. Une petite fortune. « Quand je chasse, explique Michel Maymat, ce n'est pas pour la performance du tir — je n'ai plus à faire mes preuves à ce niveau... La chasse, non, ce n'est pas le plaisir de tirer, c'est la joie de la poursuite : je vais tous les lundis en forêt de Troncey chasser le sanglier, mais dans toute la saison je ne tire que quatre ou cinq fois... »

→





Du perdreau au buffle, sa passion l'a entraîné bien loin des forêts bourbonnaises : en Ecosse il a chassé la grouse, en Iran la bécasse, en Afrique le buffle et l'antilope. A ce degré-là, on s'en doute, la passion de la chasse est l'apanage d'un petit nombre de privilégiés... La simple chasse au sanglier, cela signifie déjà la location d'un territoire de chasse : c'est la chasse par actions, qui coûte de 6 000 à 7 000 francs par an à chaque participant de la société de chasse. En Sologne, cela atteint plus de 10 000 francs ! Et la chasse aux chiens courants — des chiens dressés à ne suivre qu'une seule odeur, parmi toutes celles des animaux de la forêt... — suppose l'entretien d'une meute pendant toute l'année...

(effectué après la fermeture de la chasse et non à l'ouverture !), il est bien souvent infructueux.

Michel Maymat, lui, est allé jusqu'en Tchécoslovaquie pour ramener des perdrix... Peine perdue ! La reproduction est toujours aussi mauvaise. Pour les chasseurs l'agriculteur moderne est l'accusé n° 1 : insecticides et désherbants qui suppriment la nourriture des oiseaux, remembrement, arrosage des haies, prairies d'élevage à la place de la polyculture de jadis ont détruit les abris et les gîtes. Sans compter le mauvais temps, hivers rigoureux, pluies printanières qui noient les couvées du mois de mai...

Toutefois, les chasseurs eux-mêmes y sont pour beaucoup. « 80 % d'entre eux ne savent pas se limiter, affirme Jean-





« A qui profite la chasse ? », interroge Jean-Claude Groninck, maire socialiste de La Ferté-Saint-Aubin, en plein cœur d'une Sologne devenue tout entière « chasse gardée ». Au-delà de l'industrie de l'armement (350 millions) et des redevances cynégétiques (169 millions), les propriétaires terriens ont aussi intérêt à la chasse : la location à une société de chasse est plus rentable que le fermage. « Du coup, explique Jean-Claude Groninck, il n'y a presque plus d'agriculteurs, les propriétaires préfèrent les chasseurs... Ça pose des problèmes : la Sologne devient un désert de friche, et les chasseurs ont tendance à prendre les chemins communaux pour des champs de tir ! »

Les éleveurs de gibier bénéficient eux aussi de la manne...

De plus en plus, les associations de chasseurs sont obligées de repeupler, après chaque saison, pour avoir quelque chance de retrouver du gibier à la prochaine ouverture.

Coût : environ 90 millions de francs par an... C'est un argument que les chasseurs ne se privent pas d'utiliser : « Vous voyez bien, on est des défenseurs de la faune, puisqu'on repeuple... » Seulement, ce « repeuplement » est souvent effectué une semaine avant l'ouverture de la chasse ou le matin même, au nez des fusils — histoire d'avoir quelque chose à se mettre sous la dent...

Démocratisation rime ici avec disparition

Et si les chasseurs repeuplent, ils ne dissimulent pas qu'ils tirent à vue sur tout prédateur concurrent : renards (la rage a bon dos !), fouines, putois, chats « sauvages » — tout chat à plus de 500 mètres d'une habitation étant supposé « sauvage »...

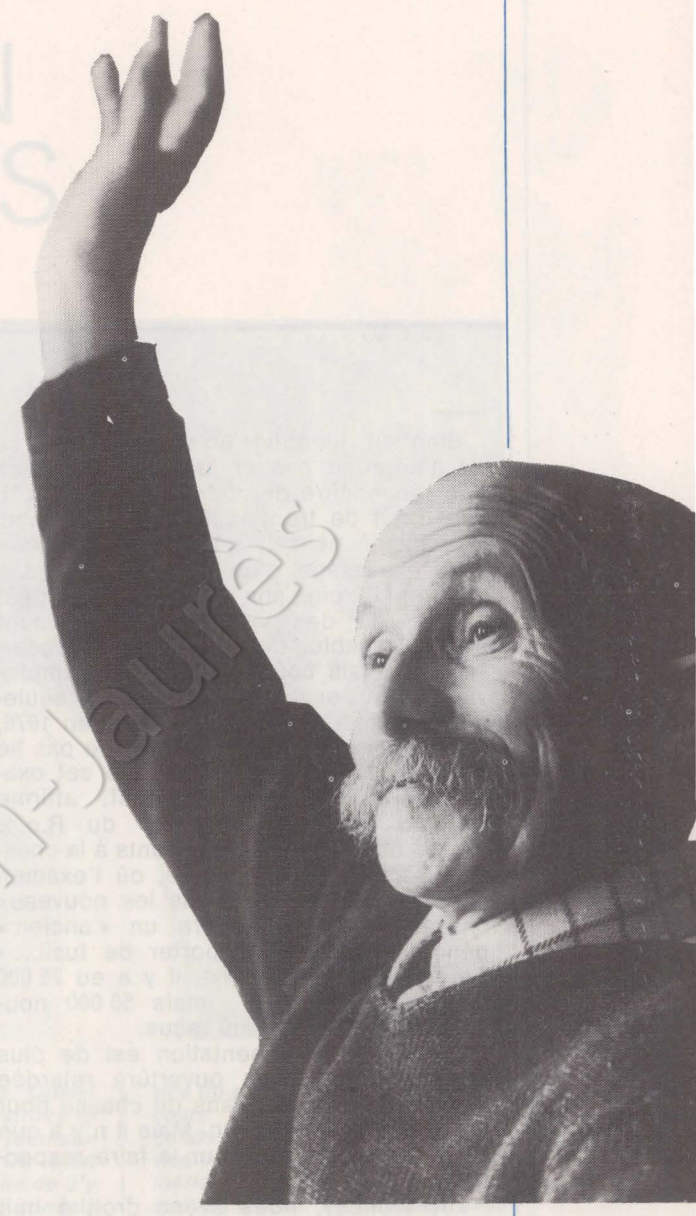
Quant au repeuplement proprement dit Noël Besson, agriculteur. Ils tirent même les perdrix à la pièce au sol et les lièvres au gîte... » La pression cynégétique croissante (un million de chasseurs du second Empire à 1945 ; le double aujourd'hui...) n'arrange rien.

Ici, démocratisation rime souvent avec disparition du gibier. D'autant que les nouveaux chasseurs sont surtout des citadins coupés de la nature, ignorants de ses lois. Même en milieu rural, l'acquis traditionnel de la culture paysanne s'étiole.

« Ils ne savent même pas reconnaître dans une haie le passage d'un lièvre de celui d'un renard », s'indigne Raymond P..., un braconnier à La Raboliot comme il en reste peu. « L'autre jour, explique-t-il, j'ai vu un fermier qui venait de tuer un épervier — espèce protégée... Il croyait avoir vu un coucou — autre espèce protégée... Vraiment, complètement à côté de ses pompes ! »

La plaidoirie d'Henri Vincenot

CAILLES SUR CANAPE



LORSQUE nous sommes allés manger chez cette bonne dame, elle nous a servi, entre un « brochet Arnétoise » et les fromages, de délicieuses « cailles sur canapé ».

Nous n'étions pas arrivés au dessert que cette excellente personne, pleine de bonnes intentions, m'attaqua sur mon amour de la chasse.

Elle ne comprenait pas qu'un « homme comme moi » (j'ai la réputation d'un bonhomme paisible et affectueux, au demeurant écrivain, poète et amoureux de la nature) pût se livrer à un exercice aussi cruel et fît des misères à ces « pauvres petites bêtes », si douces et si inoffensives !

Toute vie se nourrit de la vie

J'aurais, bien sûr, passé pour un butor si je lui avais dit, tout de go : Mais, madame, vous venez de nous servir des cailles qui, pour être « sur canapé », n'en ont pas moins passé un moment très inconfortable (avant le canapé) !

Oui. Si j'avais répondu cela, j'aurais eu belle mine ! On est galant, que diable ! Aussi me suis-je tu. Mais, lorsque vint le moment de la complimenter sur l'excellence de son repas, je ne pus m'empêcher tout de même d'insister lourdement sur le fait que ces cailles, ces chères petites cailles, si douces et si inoffensives, avaient eu bien de l'esprit de se laisser occire au bon moment pour venir trôner, à notre table, sur leur savoureux canapé de foie d'oie.

Bien sûr, la dame, présidente de la Société protectrice des animaux et écologiste active, comprit parfaitement ma maladroite et inconvenante allusion. Elle ne se vexa pourtant pas et répondit avec candeur que c'étaient des « cailles d'élevage ».

Ainsi, le fait que ces cailles fussent « d'élevage » supprimait l'atrocité de leur mort. Non seulement, pourtant, on les avait dûment étouffées au pouce pour les livrer au commerce ; mais, en outre, elles avaient été élevées et gavées dans l'obscurité d'une cave, sans jamais voir la lumière du jour !

Peu importait : c'étaient des « cailles d'élevage » ! Et la bonne dame — et toute sa famille — avait la conscience tranquille. De même que si elle nous avait servi une poularde, un gigot d'agneau ou un bifteck. Car le bœuf, l'agneau et la poularde étaient « d'élevage », et c'était le métier du boucher ou du volailler de les sacrifier à notre légitime appétit. Quant au foie d'oie, il était le résultat d'une cruelle opération chirurgicale. Le savait-elle ?

Et puis enfin : ce brochet ? Il avait été pêché par un « paisible et doux » (? !) pêcheur, qui avait empalé sur son hameçon un vairon, un petit poisson vivant qui, agonisant pendant des heures, avait servi d'appât. Le brochet (ô le méchant !) s'était jeté goulûment sur ce pauvre petit poisson empalé et, en même temps qu'il l'avalait, avait ingurgité le triple hameçon qui, tout à coup, avait « croché » dans ses entrailles. Après des douleurs terribles, le gros poisson était venu finir d'agoniser pendant des heures dans la bourriche.

Quand je lui eus expliqué cela, sans lui parler de la salade que nous avions consommée (ô horror) vivante *sans le moindre remords, elle découvrit qu'elle était, pour ce seul repas, complice d'au moins trois crimes. Mais elle ne sembla pas en être incommodée. Pour elle, le chasseur était toujours exclusivement un cruel et odieux assassin.*

Je n'ai raconté cette lamentable histoire que pour montrer que l'incompréhension et la haine même à l'égard du chasseur est faite de simple hypocrisie et d'ignorance.

Hypocrisie et pusillanimité des gens qui, tous les jours, consomment de la chair *tuée par d'autres à qui ils délèguent lâchement leur pouvoir de tuer, du* lait *que la vache ne leur donne que parce qu'on lui a tué son veau, de* légumes *qu'ils assassinent froidement.*

Ignorance des hommes modernes, coupés de la nature et qui ne savent pas, ou ne veulent pas savoir, que toute vie se nourrit de la vie.

Les automobilistes tuent cent fois plus que les chasseurs !

Si j'avais été assez mufle, j'aurais dit aussi à cette dame qui, comme beaucoup, ne peut pas aller acheter son paquet de cigarettes sans prendre sa voiture, qu'elle tue certainement plus d'animaux sauvages avec son permis de conduire que moi avec mon permis de chasse. Ce dont je suis sûr, car je parcours, chaque matin, pour mon plaisir, à pied, les cinq kilomètres de chemins carrossables de la commune et je dénombre quotidiennement une trentaine de bêtes écrasées : hérissons, crapauds, couleuvres, etc. Je ne trouve que très rarement lièvre ou lapin. Quelquefois, je vois une touffe de poils, une flaque de sang, mais de lièvre point, car les conducteurs assassins, tout écologistes qu'ils soient, se sont arrêtés pour les ramasser afin d'en faire un bon civet, toute honte bue.

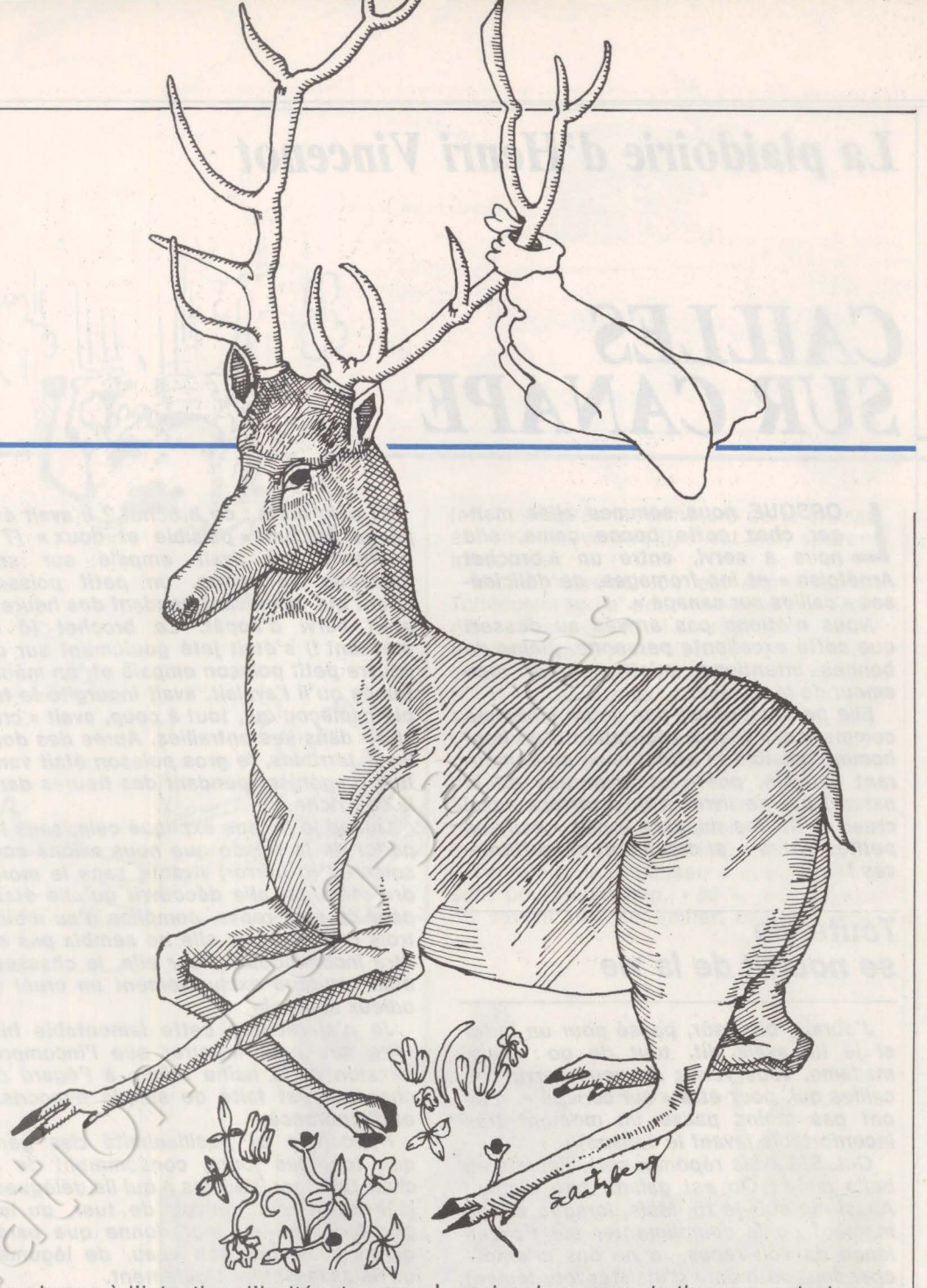
Je note tout cela sur mon petit carnet, et je calcule aisément que, dans l'année, nos automobilistes tuent sur le même territoire, et sans en perdre l'appétit, six cents fois plus que nos chasseurs !

Enfin, personne n'ignore que le « bang » des avions supersoniques, les insecticides, les pesticides, grands empoisonneurs de la planète, répandus avec la recommandation de Sa Majesté le Technocrate et la bénédiction des autorités, aux applaudissements de la foule, font infiniment plus de victimes que les pétoires des chasseurs. Ces chasseurs qui, il faut bien qu'on le dise enfin, sont les seuls Français à repeupler en animaux sauvages.

N'allez pas croire que, pour autant, j'accorde au chasseur, ce pouilleux, ce pelé, tous les droits. Je pense qu'au contraire il devrait être assez sage pour réduire volontairement sa puissance de feu et (pourquoi pas ?) qu'il reprenne, par exemple, la chasse (infiniment plus sportive et plus passionnante) à l'arc et à l'épieu !

Le plaisir de la chasse n'est pas de tuer, mais au contraire de participer à la vie de la nature ! Que les chasseurs méditent bien cette phrase... Et, de grâce, que les ignorants, mangeurs de cailles sur canapé, de fromage blanc, ou de côtelettes d'agneau, se taisent.

HENRI VINCENOT



Bien sûr, identifier un oiseau en vol, ça ne s'apprend pas en un jour. Pas plus que reconnaître des traces dans la forêt. « Au bout de trente-cinq ans, dit Michel Maymat, je ne sais pas encore différencier le passage d'un cerf de deux ans d'un cerf de cinq ans ! » Quelques gardes-chasse ou des vieux chasseurs sont encore capables de ces miracles d'observation... mais combien ? On ne s'improvise pas chasseur. A moins d'être seulement un tueur... Pourtant, jusqu'en 1976, le permis de chasse n'était même pas lié à un examen... « Il faudrait que cet examen soit réellement sélectif, affirme Bernard Groslier, animateur du R.o.c. (Rassemblement des opposants à la chasse). Comme en Allemagne, où l'examen est très difficile. Et là-bas les nouveaux chasseurs doivent suivre un « ancien » pendant un an sans porter de fusil... » Cette année, en France, il y a eu 25 000 échecs à l'examen... mais 50 000 nouveaux Nemrods ont été reçus.

Certes, la réglementation est de plus en plus restrictive : ouverture retardée selon les espèces, plans de chasse pour les grands animaux, etc. Mais il n'y a que 1 800 gardes-chasse pour la faire respecter.

« A Troncey, nous avons droit à huit chevreuils par saison, affirme Michel Maymart. Nous en avons tué deux la saison dernière, et cette année ce sera la même chose, peut-être rien du tout... » Une parcimonie qui est loin d'être générale : « Quand un type a un fusil à la main et qu'il voit un chevreuil, il tire... même s'il sait que le plan de chasse est complet ! », note un ancien chasseur repenti. Même son de cloche au R.o.c. où les militants anti-chasse estiment que tout chasseur est un braconnier en puissance : « Il n'y en a pas un qui n'ait jamais tiré sur un animal protégé... » Pas exprès, mais par ignorance, tout simplement.

En finir avec la chasse-plaisir

Pour les responsables du Comité Chasse-Nature, il serait inutile d'alourdir la réglementation. « Le système répressif est suffisant, affirme Paul Melen. Ce qu'il faut, c'est changer les mentalités. Et il faut reconnaître que le mouvement anti-chasse nous aide à sensibiliser les chasseurs... »

Mais a-t-on le temps d'attendre que les mentalités changent ? Des régions entières sont déjà des déserts. A tel point que la chasse n'a plus souvent de chasse que le nom. Ici, le marquis de T. organise pour quelques amis un tir aux pigeons vivants. De la chasse ? Là, un grand laboratoire de produits pharmaceutiques loue une chasse à l'intention d'invités de marque — car on traite beaucoup d'affaires à la chasse... Chasse, c'est beaucoup dire, car il s'agit de « faisans de boîte ». Autrement dit, des animaux d'élevage qu'on lâche au dernier moment, juste devant les fusils. Il faut avoir vu ces volières où des centaines de faisans et de perdrix s'entassent avant l'holocauste : chaque faisan est nanti de lunettes en plastique (oui, de lunettes !) pour éviter les bagarres qui naissent dans les volières surpeuplées : avec ses lunettes opaques, le faisan ne voit pas ses congénères...

« Cela, c'est de la boucherie, pas de la chasse, affirme un responsable cynégétique. La chasse, la vraie peut être l'instrument d'une gestion rationnelle de la faune ».

Les chasseurs se veulent en effet des prédateurs nécessaires à l'équilibre de l'écosystème et régulateurs de la faune. « Nous évitons la prolifération des nuisibles », affirme l'un d'eux. Le sanglier, par exemple, est responsable de quelque trente-cinq millions de dégâts chaque année. « J'ai eu trois hectares de maïs soufflés », raconte Jean-Noël Besson. C'est un fait : avec l'extension des cultures de maïs, les sangliers se portent très bien — les laies font même des portées de six à huit marcassins au lieu de deux ou trois quand elles se nourrissent seulement de glands...

Mais il est plus facile et beaucoup moins dangereux de tirer sur un lapin que sur un sanglier ! Alors, nuisibles ou pas, les sangliers ont encore de beaux jours devant eux !

Pourtant, une certaine chasse peut être utile... aux animaux eux-mêmes ! Dans les réserves, faute de prédateurs (humains ou animaux), le gibier prolifère à tel point qu'il devient la proie des maladies. Ainsi, l'an dernier, dans le Parc des Ecrins, les cerfs — trop nombreux — ont été décimés par une épidémie. Et les responsables du Parc envisagent même d'y réintroduire la chasse !

La R.o.c. préconise d'autres solutions : la réintroduction des grands prédateurs, comme le lynx, ou le transfert des animaux en surnombre dans des régions à repeupler ou encore des tirs de sélection opérés par des gardes-chasse sur les animaux malades.

« Il faut en finir avec la chasse-plaisir », affirme Bernard Groslier. « L'homme a été chasseur avant d'être agriculteur ; il lui en reste quelque chose », répond Michel Maymart. A l'ère des congélateurs et des maladies de la suralimentation, l'homme (occidental) doit-il rester un prédateur ? Le débat ne fait que commencer. Le risque est qu'il se dénoue par la disparition totale de la faune sauvage. Et que la chasse ne soit plus que sa caricature : du tir sur des animaux d'élevage.

MARIE-JOSE BERNARDOT

UN ARLEQUIN NOMME BEDOS





QUAND Bedos rigolait dans la gentillesse, ça applaudissait dur sur les bancs de la droite. Quand, il y a deux ans, Bedos a fait virer son humour au rouge et lui a injecté ses colères noires, la droite s'est mise à rire jaune et la gauche à s'ébaudir. Aujourd'hui, le « compagnon de route » se refuse à donner dans les pleurnicheries ou les règlements de compte post-électoraux.

Il pourrait faire le chansonnier : « C'est la faute à machin »... Très peu pour lui. Il met désormais seulement un peu plus d'espièglerie dans ses furies. Ses indignations se font allusives : « J'suis fâché avec la France. » Ou : « Si j'm'écoutais, j'me tairais. » Et il passe à autre chose, à la vie quotidienne. A gauche, cette désinvolture crée comme un malaise. C'est peut-être justement ce qu'il veut, Guy : que le rire qu'il provoque agite les idées dans la tête des gens.

Il sourit : « Un jour, François Mitterrand m'a dit : « Vous êtes quelqu'un de très sérieux. » Il avait raison ; après quelques égarements sur les chemins de la politique politicienne, de l'actualité politique immédiate, je suis revenu à des choses plus sérieuses : à la vraie vie, au vécu de chacun. »

Son nouveau spectacle (1) confirme ses dires. Son nouveau spectacle, dont il avoue l'avoir accouché « dans la douleur, en homme qui avait ardemment et naïvement souhaité que la gauche passe ». Son nouveau spectacle, donc, fait alterner les sketches avec des improvisations habilement maîtrisées.

Les « choses de la vie » sont dans son collimateur : la télévision, le cinéma, la presse, la radio, l'arme nucléaire, l'éducation, les phallocrates, le sport-spectacle, la censure, le show-business, les petites annonces, la police, la mort, etc. Il s'en prend nommément à « l'Aurore », « Paris-Match », « Télépoche » et « Pif le Chien ». Il se paie la tête d'Henry de Montherlant, Roger Peyrefitte, Jean-Edern Hallier (qui « téléphone en P.c.v. à Che Guevara »), Charles Aznavour, Michel Sardou, Sheila (« la chanteuse préférée de François Mitterrand »), Ringo, Mireille Mathieu (« Pauvre bête ! »), Danièle Gilbert (« Elle est simple. Elle n'a pas le choix ! »), etc. Les pisse-vinaigre vont hurler au mauvais goût ou à la médisance. La réponse de Bedos est prête : « Légitime défense ! »

Provocation, alors ? « Pas du tout, dit Bedos, beaucoup d'autres gens pensent comme moi, que je peux croiser dans la rue ou ailleurs. Mais ils n'ont pas souvent l'occasion de le dire en public, alors que moi on me paie pour ça... Enfin, pas tout à fait pour ça. Mais j'en profite aussi pour dire ça. » Et c'est cet « aussi » qui en irrite certains et qui en séduit d'autres.

Avec le public, ça va très bien : complicité, plaisir, bouche à oreille, salle bourrée chaque soir. Avec les médias, l'entente est moins cordiale. Pensez donc, ces pauvres chéris, on leur avait déjà volé ce couple Daumier-Bedos qui était si charmant... et voilà qu'on leur vole celui qu'ils croyaient n'être qu'un « agent électoral de Marchais-Mitterrand-et-compagnie » ! Il se paye vraiment la tête des critiques, ce Bedos ! Il ne pourrait pas rester tranquillement dans sa peau de rigolo... Et tous ces trucs qu'il dit, que nous on ne se permet même pas d'en dire la moitié !

Ça sent la frustration du côté de la critique inféodée à Hersant ! Mais, comme on n'a pas le courage d'avouer sa jalousie dans ce beau monde, on donne dans l'hypocrisie : « Bedos, il est moins drôle ! » Quand ce n'est pas : « Bedos, il n'a jamais été drôle ! » Faut dire que, question rigolade, ils en connaissent un rayon à « l'Aurore » ou au « Figaro »...

L'incompréhension volontaire et sournoise est allée se nicher jusque dans les pages du « Monde », où le plumitif de service explique très sérieusement que « Bedos perd son temps à des riens »... « Les petits riens en question, répond Bedos, c'est rien de moins que la vie. Il est vrai qu'à clapoter de générale en générale, ces gens-là ne doivent plus rien savoir de la vie. Quand je pense qu'on allait construire le socialisme grâce à des journaux comme « le Monde » ! On était cons ou aveugles ! Difficile de s'y retrouver maintenant : je connais au moins deux journalistes très bien à « l'Aurore » qui doivent avoir envie d'écrire ailleurs. Et je connais un journaliste au « Monde » qui écrit des articles qui pourraient paraître dans « l'Aurore ». On pourrait peut-être procéder à une permutation... »

A la sortie du spectacle, en laissant longtemps traîner l'oreille, j'ai aussi surpris les propos de quelques grincheux qui étaient déçus de n'avoir pas assisté à une grand-messe réaliste-socialiste : « Même s'il a raison, c'et pas une raison », disait l'un. Et un autre : « C'est facile d'égratigner la gauche, en pleine période de désenchantement... » Erreur complète, braves gens. Je me souviens du Guy Bedos de 1976 ; il ne se gênait pas pour attaquer ladite gauche sur ce qu'il appelait « son approche nigaude de la culture ». En langage Bedos, ça donnait : « Des cons ! Se rendent même pas compte que le mauvais cinéma, la mauvaise télévision, le mauvais théâtre et la mauvaise chanson, c'est ce qui fait le plus de dégât dans les têtes. S'étonneront pas si les têtes continuent à voter à droite ! » Bedos avait raison. Ce qui ne plaît évidemment pas à tous...

Combien de fois ne l'a-t-il entendu, ce refrain : « Il est vulgaire, ce Bedos. Il piétine tout. Il casse l'idée de l'artiste au service du public ! » Ce genre de discours fait sortir Guy de ses gonds : « Au service ! Au service ! Je n'ai pas appris mon métier à l'école hôtelière ! Les maîtres d'hôtel y apprennent plus volontiers à tendre la main que le poing. Je n'ai pas l'intention de devenir un jour le gugusse-larbin qui reçoit des coups de pied au cul. Je serais plutôt Planchais qui s'empare de l'épée de d'Artagnan... Ça surprend, sans doute. Mais je suis et serai toujours ainsi. Même s'il m'arrive d'être heureux, même si dans ces moments-là j'ai envie de pleurer de joie, rien n'empêchera jamais mes colères. Car la vie ne s'arrête pas à « ma » vie. Et la vie risque de me tirer encore pas mal de coups de gueule... »

Le rideau va tomber. Bedos salue à sa manière : « La vie est une comédie italienne / Tu ris, tu pleures, tu pleures, tu ris... » Bedos qui pleure et Bedos qui rit. Bedos dans la vie qui n'est pas tout à fait le même que Bedos sur la scène. Il le sait, d'ailleurs : « Sur scène, il faut faire gros pour faire juste. » Ce grossissement dérange plus que tout.

Guy Bedos est insolent. Guy Bedos est irrévérencieux. La vie est une comédie italienne. Bedos est un Arlequin. Un Arlequin pourrait-il, sans se renier, être mièvre et respectueux ? La vie est parfois une galère. Et Bedos avoue : « Faire rire, c'est pas marrant. » Enfin, pas toujours...

JEAN-PAUL LIEGEOIS

(1) A Bobino, jusqu'au 3 décembre.

LA CHALEUR DU MARBRE

Avec « Sonate d'automne », Ingmar Bergman achève son cycle des films « de chambre ». Un concerto de gros plans de visages, un film qui brûle et qui glace

On n'est jamais tranquille avec Ingmar Bergman. Le voilà — ce qui tendrait à prouver que le génie ne se réalise que dans l'insatisfaction permanente — amorçant une nouvelle rupture, aussi brutale que l'avait été le passage au néo-expressionnisme de son précédent film, « l'Œuf du serpent » : « Sonate d'automne », la dernière œuvre de Bergman, marque un retour à une période un peu plan ancienne (« Face à face », « Scènes de la vie conjugale ») avec, même, quelques caractéristiques ressuscitées de l'époque des « films de chambre ».

Heureux hasard : justement, la télévision achève, ce vendredi, son style Bergman par « le Silence », ultime volet de cette trilogie que son auteur a nommée films de chambre. « Films de chambre » comme « musique de chambre » : « le Silence » est bâti sur une suite pour violoncelle de Jean-Sébastien Bach, comme « Sonate d'automne » se veut dialogue de deux « femmes violoncelles » nourri de Chopin, Bach, Haendel. Et « chambre » aussi considérée comme lieu d'enfermement, huis clos où la tragédie trouve un humus plus propice. Pas étonnant alors que Bergman — sans que jamais cela paraisse gratuit — ait circonscrit l'action du « Silence » à l'intérieur d'un hôtel désert et celle de « Sonate d'automne » aux quelques pièces d'un presbytère, tout comme le premier film se déroule en vingt-quatre heures et le second en trente-six heures très exactement.

L'« action », c'est bien le mot. Alors que pourtant il s'agit simplement de la visite qu'après sept années d'absence une pianiste internationale rend à sa fille, épouse d'un pasteur norvégien, la violence — retenue ou non — des passions emporte les personnages de « Sonate d'automne » dans une tumultueuse aventure des cœurs et des âmes qui vaut tous les suspenses du monde.

Bergman, c'est toujours un duel. Contre la mort (tous ses films), contre soi-même (« Face à face »), entre époux (« Scènes »), entre groupes humains (« le Visage », proposé vendredi dernier par la télévision), entre père et enfants (« A travers le miroir »)... Mais le cinéaste suédois atteint les sommets dès qu'il affronte des caractères féminins : les sœurs de « Cris et chuchotements » ou du « Silence », la mère et les deux filles de « Sonate d'automne ». « Une mère et une fille, dit un de ces personnages, quel effroyable amalgame de sentiments, de confusion, de destruction... »

Comme l'illusionniste grimé du « Visage », comme les gens du spectacle hantant l'hôtel du « Silence », la mère, Charlotte, est une artiste : merveilleusement apte, donc, à jouer la tendresse enjouée quand il lui faut feindre la joie de retrouver sa deuxième fille, Héléna, une handicapée physique et mentale. Elle ne peut tromper pareillement son aînée, Eva, aussi humble et généreuse que peut être monstrueusement égoïste la Charlotte peu à peu révélée au spectateur.

Découverte en deux temps. D'abord, en mineur : quand la mère, à travers un prélude de Chopin, prétend expliquer ce qu'est la passion, la souffrance, l'amour. Puis en majeur, quand va éclater une de ces minutes de vérité nocturnes comme les aime Bergman. L'insomnie et un doigt d'alcool aidant, un formidable paroxysme — Ingrid Bergman face à Liv Ullmann, sublimes dans des styles différents — met aux prises Charlotte et Eva qui lâche la bonde à trente années d'amour filial ignoré, déçu, écorché vif sous l'apparence terne de la résignation. L'excès d'amour : autant dire la haine, qu'effectivement Eva se met à jeter au visage de sa mère avec la furieuse litanie de reproches récapitulant toutes ces blessures, ses amertumes, des détresses d'enfant pratiquement abandonnée par une mère préoccupée de ses seuls succès professionnels. « Tu es une infirme du cœur », crie Eva, comme Jenny dans « Face à face » et Johan dans « Scènes de la vie conjugale » s'exclamaient : « Nous sommes des analphabètes du sentiment. »

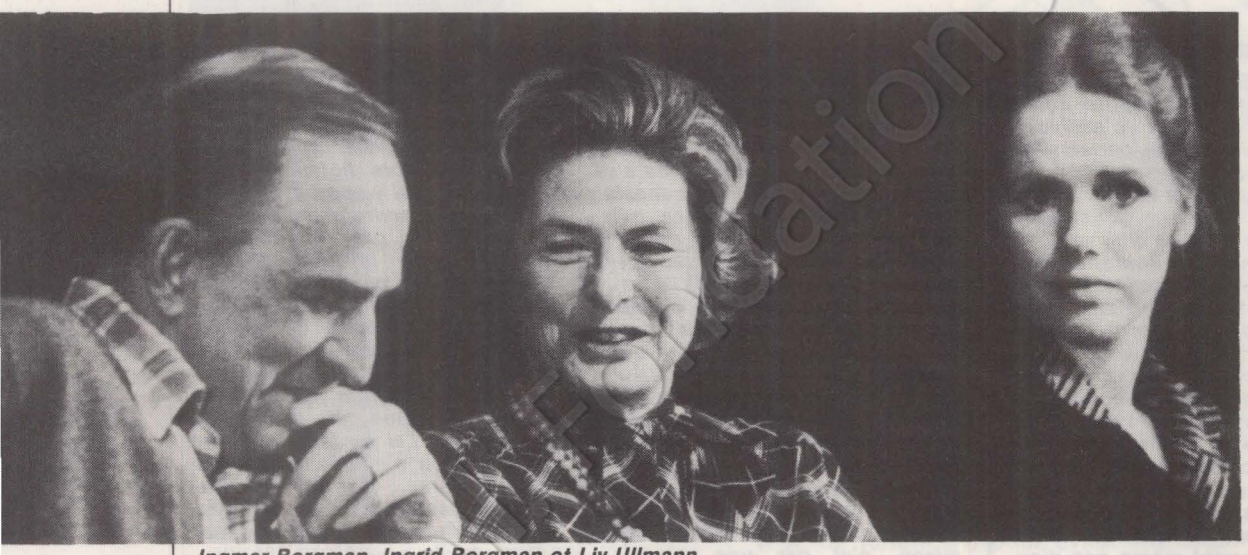
« Mon film le plus optimiste », dit l'auteur à propos de « Sonate d'automne ». Boutade, sans doute, d'autant que c'est sur l'insistance des deux actrices principales que Bergman a adouci sa fin originelle, qui aboutissait à une rupture définitive. Pourtant, le pessimisme jadis absolu du réalisateur suédois laisse ici filtrer, comme souvent depuis « Cris et chuchotements », la petite lumière que l'amour — au sens le plus large — offre aux plus désespérés. Dans « Sonate d'automne », le sentiment qu'Eva entretien, au-delà de la mort, envers son enfant enterré près du presbytère est un amour mille fois plus vivant et plus fort que n'a jamais pu en ressentir Charlotte. Dieu est mort, dit Bergman, on demeure dans un scandaleux silence, mais la grâce humaine existe.

A une telle hauteur, pas besoin d'effets de mise en scène. Bergman l'a si bien ressenti que son film est un concerto de gros plans de visage, d'images et de phrases dépouillées du moindre effet : pas un plan, pas un mot, pas un cri de trop.

Ce serait du marbre, si le marbre avait la chaleur. Car « Sonate d'automne » est un film qui brûle. Liv Ullmann dans une interview à « F Magazine », a vendu la mèche : « Bergman a vécu jusqu'à dix-sept ans dans un univers clos, environné de femmes. Sa mère était si possessive, si envahissante qu'une de ses sœurs n'a pas pu parler avant six ans... Un jour, pour le « dresser », elle a condamné son fils à sortir dans la rue en robe de fille, parce qu'il avait mouillé son lit. »

Une vieille loi se trouve ainsi vérifiée : beaucoup de grands films sont des règlements de comptes, avec autrui ou avec soi-même, avec son présent ou avec son passé.

SERGE RICHARD



Ingmar Bergman, Ingrid Bergman et Liv Ullmann.

« Sonate d'automne », d'Ingmar Bergman (et aussi : « le Silence », vendredi 20 octobre, à 22 h 55, sur Antenne 2).

au risque de vous plaire

livres

Des nouvelles de l'édition

**** Le Sagittaire***

Deux romans qui ne passeront pas inaperçus : « Jérôme », de Jean-Pierre Martinet, et « les Belles Petites », d'Agnès Pavy. Le premier recueil de poèmes de Charles Bukowski : « L'amour est un chien de l'enfer ». Un essai politique sur le football : « Que le meilleur gagne », d'Adolf Rudnicki. Un recueil de contes glaciaux : « Aux dernières nouvelles », de Gilles Masson. Et un document ethnologique accablant : « Les vieux vont mourir à Nanterre », de Carmen Bernand.

**** Editions Ramsay.***

« La Vie à bout de bras », de Michel Lardy : leçon de courage et aventure sociale d'un poliomyélitique.

**** Editions du Cerf.***

« La Vita nova », de Jean-Olivier Héron : un roman au ton visionnaire, dénonçant les bêtes immondes qui menacent l'espèce humaine — le fric, les génocides, etc.

**** Nouvelles Editions Oswald.***

Le premier roman de Gilles Lapouge : « Un roman en déroute ». Et un dossier établi par Sylvie Bouscasse et Denis Bourgeois : « Faut-il brûler les nouveaux philosophes ? ».

**** Editions Jean-Claude Simoën.***

Le récit de Georges Conchon dont Patrice Chéreau a fait un film : « Judith Therpauve ». Un document présenté par Jean-François Kahn : « Journal de guerre d'un juif patriote, 1914-1918 ». Les aveux de celui qui fut l'ami des surréalistes et le psychiatre d'Antonin Artaud : « les Mauvaises Fréquentations », de Gaston Ferdière. Les rêves d'un homme sur des photos de Marilyn Monroe : « la Femme poète », de Claude Duffau. Et un terrible document sur le ghetto portoricain de New York : « le Bronx », de Benjamin Legrand.

**** Editions Floréal (B.p. 26, 92190 Meudon).***

Le numéro 2 des « Dossiers d'histoire populaire » : « les Paysans, vie et luttes ».

**** Buchet-Chastel.***

Un titre qui se passe de commentaire : « Quatre Visions de l'Amérique », par Henry Miller, Thomas Sanchez, Erica Jong et Kay Boyle.

**** Hachette.***

Le rapport de la commission d'enquête du Sénat : « la Catastrophe de l'Amoco-Cadiz ». Dans la collection « Histoire des provinces » : « Histoire du Nord », de Pierre Pierrard. Dans la collection « P.o.l. » : « la Vie, mode d'emploi », le dernier roman de Georges Pérec. Une collection de guides pratiques, « En savoir plus », a déjà fait paraître cinq ouvrages : « Elections en France », « les Châteaux forts », « Au temps des pharaons », « la Natation » et « les Insectes ».

**** L'Age d'homme.***

Un roman beau et érudit, en forme de parodie du « polar » : « le Chien Tristan », d'Etienne Barilier.

**** Le Mercure de France.***

Un remarquable éloge de la patate : « Toute la pomme de terre », de Lucienne Desnoves. Et un roman au féminin, sensuel et lyrique : « l'Herbe des fous », de Guyette Lyn.

**** Les Presses de la Cité.***

Le onzième tome des « Souvenirs » de Georges Simenon : « la Main dans la main ».

**** Editions du Chêne.***

Un « Album Erté », consacré à celui qui dessina la plupart des décors et costumes des ballets Diaghilev.

**** Editions sociales.***

Les intellectuels communistes s'interrogent enfin sur la réalité de l'Union soviétique : « l'U.r.s.s. et nous », par Alexandre Adler, Francis Cohen, Maurice Décaillot, Claude Frioux et Léon Robel. Un ouvrage collectif : « la Condition féminine ». Et les « Textes philosophiques » de Lénine.

**** Plon.***

Il y a quarante ans, la France et l'Angleterre cédaient devant Hitler ; d'où le titre du livre de Roger Massip et Jean Descola : « la Capitulation de Munich ».

**** Tchou.***

Le deuxième volume du « Tour de France » d'Anne Pons. « Les Monstres », le désopilant ouvrage que Martin Monestier consacre aux femmes-serpents, hommes-troncs et autres phénomènes. Le deuxième roman de Joan Esner : « l'Eclipse de cœur ».

**** Balland.***

Un homme dénonce le phallocrate qui sommeille en lui et se proclame féministe : « Je suis lesbien », de François Coupry. Et un pamphlet-parodie de Michel-Antoine Burnier et Patrick Rambaud : « le Roland-Barthes sans peine ».

**** Nouvelles Editions Baudinière.***

Les deux premiers romans de la collection « Populaires d'aujourd'hui » : « La mort n'existe pas », d'Yves Tubergue,

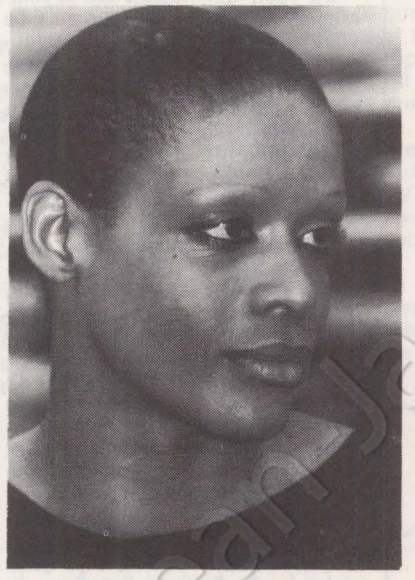
Lisette Malidor sauve Claudel

Au risque de choquer, autant l'avouer d'entrée de jeu : « la Jeune Fille Violaine » et « Partage de Midi » mis à part, le théâtre de Paul Claudel m'a toujours fait l'effet d'un soporifique. Grâce à l'auteur de « l'Ode au maréchal Pétain », j'ai souvent rattrapé quelques nuits d'insomnie... dans les théâtres de Paris et de la province. Mais je dois reconnaître que je ne connaissais pas « la Ville ». C'est une pièce de jeunesse, bien embarrassante pour l'image de marque de Son Excellence le très pieux ambassadeur de France : il y avoue ses fantasmes, sexuels et politiques, ses désirs rentrés.

En 1891, quand Claudel achève « la Ville », Arthur Rimbaud meurt à Marseille. « La Ville » est la seule pièce rimbaldienne jamais écrite par Claudel : flamboyante, charnelle et viscérale. On comprend qu'Anne Delbée, jeune metteur en scène, ait été attirée par ce Claudel-là et qu'elle se soit endettée pour la monter et la faire jouer (1). Mais son trait de génie a été de faire appel à Lisette Malidor, habituellement meneuse de revue au Moulin-Rouge, pour incarner le personnage de la Ville.

La pièce aurait tendance à s'enfoncer et à disparaître dans la bouillie des mots. Lisette Malidor lui donne chair et réalité. Elle lui prête son corps, ses danses, son chant, ses inquiétudes. Elle l'illumine d'un grand éclair noir et féminin. Ce faisant, elle sauve Claudel et prouve qu'une superbe comédienne dort en elle.

(1) Terrasse Saint-Merri, à côté du Centre Beaubourg, les 20, 21, 24, 25, 31 octobre et le 1er novembre.



Marceau retrouve Paris

Depuis le 17 octobre, le mime Marceau est à Paris, au Théâtre de la Porte-Saint-Martin. Il y restera jusqu'à la fin du mois de décembre. On n'avait pas vu Marcel Marceau en France depuis 1975. Pour ces retrouvailles, son personnage — Bip — est évidemment au rendez-vous ; mais, pour la première fois, il est aux prises avec d'énormes marottes...Marceau joue également ses pantomimes de style (l'Ange, l'Arbre, Abel et Caïn, etc.) et quelques compositions nouvelles.

Cette rentrée précède d'un mois la réalisation d'un rêve de Marceau : le 15 novembre prochain s'ouvrira le Centre international du mime, autrement nommé Ecole de mimodrame de Paris Marcel-Marceau.

J.-P. L.



et « l'Ergot de seigle », de Guy-Marie Vianney.

* ***Les Humanoïdes associés.***

Le dernier roman d'espionnage d'Eric Ambler : « les Trafiquants d'armes ». Et une série d'Albums de B.d. : « H.P. », de Guido Buzzelli et Alexis Kostandi, « Madame La Bondage », d'Eneg, « le Guêpier », de Daniel Ceppi, « le Diable », de Nicollet, et « A l'est de Karakulak », de Daniel Ceppi.

* ***Editions du Square.***

Deux albums de B.d. : « C'est la jungle », d'Harvey Kurtzman, et « le Goulag », de Dimitri.

* ***Editions libres Hallier.***

Eloge volontairement partial et passionné d'un théoricien du catholicisme social : « Stèle pour Lamennais », de Xavier Grall.

* ***Editions Galilée.***

Un livre serein et polémique tout à la fois : « Lettres de Bretagne », de Pierre-Jakez Hélias.

* ***Jean-Claude Lattès.***

« L'Argent des autres », de Nancy Markham : de cette histoire vécue Christian de Challonges a tiré le film du même titre, qui passe actuellement sur les écrans.

* ***Albin Michel.***

Des « Contes » signés Jean Marais. Un livre de bonne chère : « Gourmandissimo », par Robert Courtine, plus connu sous le pseudonyme qu'il emploie dans « le Monde » — La Reynière. Les « Dessins » de Ronald Searle. Un des meilleurs guides sur le pays de Périclès et de Théodorakis : « les Iles grecques », de Lawrence Durrell. Le début d'une collection, « Un jour futur », avec « L'avenir est en retard », de Gérard Guégan. Et deux romans intéressants : « la Mort viennoise », de Christiane Singer, et « Casino des brumes », de Joël Schmidt.

* ***Stock.***

Quand parler ne veut vraiment plus rien dire : « les Jargonautes », de Jacques Merlino. Une introduction passionnée à la biologie : « Discours sans méthode », d'Henri Laborit et Francis Jeanson. « Panorama de la littérature fantastique de langue française », de Jean-Baptiste Baronian. Et une « Histoire des féminismes français », de Jean Rabaut.

* ***Belfond.***

Les aventures d'un Mandrin portoricain : « Tonio Bicicléta », de Georges Londeix. Un roman d'une Française : « l'Histoire de Jeff Walcott », d'Anne-France Dautheville. Un autre d'une Québécoise : « l'Empailleuse de chats », de Simone Piuze.

* ***Flammarion.***

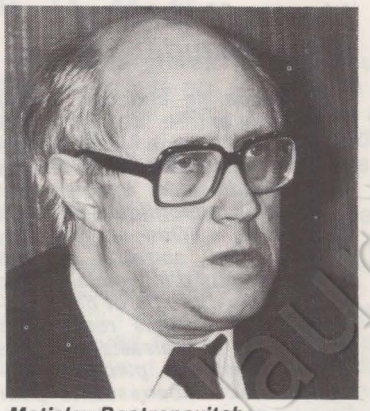
Un récit qui nous vient d'Allemagne, signé par l'auteur de « Te voilà un ennemi de la Constitution » : « Lenz », de Peter Schneider. Une revue littéraire : « Digraphe », n°15. Un livre de Jean Orieux sur le Limousin : « Souvenirs de campagnes ». Le dernier Frison-Roche : « Djebel Amour ». Et quatre excellents romans : « Stratégie pour deux jambons », de Raymond Cousse, « Au Nadir », d'Albert Bensoussan, « Wam ou le Golfe des Iris », de Gilbert Gaston, et « Malédiction », de Marcel Séguier.

* ***Grasset.***

Trois paroles de femmes : « Ecoute ma différence », de Mariella Righini, « Une femme en exil », de Madeleine Chapsal, et « Ce que je crois », de Françoise Giroud. Trois essais percutants : « le Pénis et la démoralisation de l'Occident », de Jean-Paul Aron et Roger Kempf, « le Ghetto judiciaire », de Philippe Boucher, et « les Magistrats », de Jean Chazal. Un livre à haute voix : « la Sentinelle aveugle », de Robert Hossein. Et six romans : « le Dos au lac », de Gérard Humbert-Goury, « la Chanson de Bertram », de Bernard Barokas, « Terre d'asile », de Pierre Mertens, « l'Arme au bleu », de Jean Yvane.



Yuri Ahronovitch.



Mstislav Rostropovitch.



Musiciens russes

**** Rimsky-Korsakov - Modest Moussorgsky - Alexandre Borodine - Mikhaïl Glinka : Capriccio espagnol - Une nuit sur le Mont chauve - Dans les steppes de l'Asie centrale - Valse/Fantaisie, Russland et Ludmilla. Orchestre de Paris, direction Mstislav Rostropovitch. Un disque Vsm-Emi 2C069-02949.***

Glinka est l'ancêtre des musiciens russes. Sa vie compliquée est significative de la dualité qui marquera tant d'artistes russes. Sa place n'est pas encore claire, et les deux pièces de ce disque ne contribueront pas à l'éclaircir. La « Nuit » est un chef-d'œuvre total, peut-être ici trop rapidement traité... De Borodine l'œuvre est très connue, mais aujourd'hui ne



Rimsky-Korsakov, vu par Solo.

Disques à gogo, mais pas pour gogos

Les soldes, tout compte fait, est-ce une bonne affaire ou non ? L'attraction du discount l'emporte-t-elle sur la réalité du besoin ? Autrement dit, si par unité les objets sont moins chers, la séduction du rabais ne conduit-elle pas finalement à dépenser plus en achetant plus ? Auquel cas les soldes ne seraient qu'un autre moyen de soutirer de l'argent au consommateur. Pour éviter ce piège, le prestige de l'étiquette ne doit pas faire tourner la tête au client, et il faut que ce dernier sache bien ce qu'il veut. Il y a un art de l'achat et, en disques comme en vêtements, la vigilance n'est nullement superflue.

Derrière la profusion

Car en cette période de « souscriptions », « d'offres spéciales », nous voici un peu trop menacés, puis submergés par la marée Vivaldi, J.-S. Bach, Mozart, Karajan et autres. Vous sortez du magasin avec un coffret sous le bras, mais est-ce bien celui qui vous intéressait le plus et, si vous l'aviez su, n'aurait-ce pas été cet autre qui aurait retenu votre attention ?

Regardons d'un peu près dans le programme des éditeurs, et tout d'abord celles des œuvres qui font rarement l'objet d'enregistrements. Ne méritent-ils pas notre curiosité, les opéras de Manuel de Falla « l'Atlantide » (V.s.m.) et « la Vie brève - Amour sorcier » (D.g.g.) ; « Souvenirs de la maison des morts », de Janacek (Supraphon), « Hippolyte et Aricie », de Rameau (C.b.s.) ou encore « Mignon », d'Ambroise Thomas (C.b.s.) ; sinon, le très rare et pourtant très beau « Convive de pierre », de Dargomijsky (Chant du monde). Avec ces titres, nous nous retrouvons hors des sentiers battus, et nous devons peut-être leur ajouter diverses interprétations lyriques assez attendues avec « la Fille du Far West », de Puccini, par Zubhin Mehta (D.g.g.), la « Carmen » de Claudio Abbado (D.g.g.), la « Salomé » de Richard Strauss par Karajan (V.s.m.) et le « Nabucco » de Verdi (Ricardo Muti, V.s.m.) ou bien encore le somptueux coffret d'opéras de Bellini avec l'émouvante et inoubliable Maria Callas (un hommage post mortem de V.s.m.) — on en rapprochera la « Médée » de Cherubini dans une production hongroise chez Hungaroton — ou bien la reprise de « Werther » avec le remarquable Georges Thill (V.s.m.). Enfin, D.g.g. nous propose sept opéras de Verdi sous le titre de « Deux Cents Ans de la Scala », dont nous espérons beaucoup.



Alfred Brendel.



Anne Queffélec et Imogène Cooper.

Piano à toutes les mains

Si l'opéra dans notre sélection se taille la part du lion, il n'en reste pas moins quelques autres trésors de musique de chambre et d'œuvres symphoniques. Alfred Brendel donne les « Trente-Deux Sonates pour piano » de Beethoven (Philips). Que de méditations et de comparaisons en vue ! V.s.m. a repiqué cinq disques de Schumann par le sublime et très classique pianiste Yves Nat ; Maria Joao Pires, que nous aimons tant, quitte Mozart et s'attaque à Chopin (les deux concertos chez Erato) ; Anne Queffé-



Maria Joao Pires

cherche-t-on pas plus le timbre que la mélodie ? Quant à Rimsky, son Capriccio ne rend pas compte de la grandeur de ce musicien. « Rostro » traduit bien la noblesse généreuse de cette musique trop souvent traitée avec mauvais goût.

**** Piotr Ilitch Tchaïkovsky : Concerto pour piano n° 1/Concerto pour violon. Bruno Rigutto (piano) - Jean-Pierre Wallez (violon). Orchestre national de l'Opéra de Monte-Carlo, direction Yuri Ahronovitch. Une pochette de deux disques lpg 7636/37.***

Comparé à S. Richter-Karajan, l'attelage Rigutto-Ahronovitch manque de distinction et de nuance dans l'enchaînement. Pour le concerto pour violon, même comparaison avec Milstein-Abbado (disque Dg également), lourdeur de Wallez sans parler de l'émotion de Mistein dans l'adorable Canzonetta (deuxième mouvement). Fallait-il pour ces deux solistes se lancer déjà dans des œuvres aussi connues ?

**** Rimsky-Korsakov : Snegourotchka (la Jeune Fille de neige) - Irina Arkhipova, Alexandre Vedernikov, Valentina Sokolik, etc. Solistes, chœurs et orchestres symphoniques de la radio et de la télévision de l'U.r.s.s., direction Vladimir Fedossev. Un coffret de quatre disques Chant du monde, Ldx 78645-48.***

Composé d'après une pièce de Nicolas Ostrovsky, cet opéra aux multiples personnages mêle le féerique et la réalité. C'est une légende compliquée aux notions cosmiques, c'est l'occasion de se passionner pour une sorte de bel canto russe où les voix de femme séduisent par la rare pureté de leur tessiture. Œuvre méconnue en Occident, qui mérite une place de premier plan, même si l'on éprouve des difficultés à la relativiser dans la production de Rimsky le grand alchimiste.

C.G.

lec et Imogène Cooper abordent le Schubert à quatre mains (Erato toujours), si merveilleusement entamé l'an dernier par Noël Lee et Christian Ivaldi, qui poursuivent, eux, leur entreprise avec un second coffret chez Arion. De Rudolph Serkin, C.b.s. nous restitue un récital donné en 1977 à Carnegie-Hall.

Du côté du violon, à retenir surtout Heifetz qui, avec divers complices, joue les « Sonates pour piano et violon » de Beethoven (R.c.a.) ; les Juilliard assurant l'intégrale des Quatuors du même Beethoven (C.b.s.) et l'op. 20 des Quatuors de Haydn (C.b.s.). Les chefs d'orchestre brillent avec un unique coffret Charles Münch dirigeant Berlioz avec l'Orchestre symphonique de Boston (R.c.a.) et un passionnant repiquage de 78 tours de Karajan (V.s.m.).

Peu d'initiatives en matière de mélodies ou de lieder, à l'exception de l'intégrale des mélodies de Gabriel Fauré (Jacques Herbillon chez Calliope) et celles de Messiaen (V.s.m.) dont Calliope a gravé tout l'orgue. Deux perles, enfin, pour conclure : « Ma patrie », de Smetana (R.c.a.), un musicien totalement délaissé par le disque, et la totalité de l'œuvre de Webern relue par Boulez (C.b.s.), Webern qui, avec Messiaen, est le seul compositeur moderne à figurer sur les souscriptions de cette rentrée 1977.

CLAUDE GLAYMAN



Commencez cette soirée du **vendredi 20 octobre,** à 20 h 30, sur F.r.3.

Que devient la femme d'aujourd'hui, après soixante ans ? Juliette Boisriveaud présente six témoignages de femmes devant leur vieillesse.

Continuez la soirée sur Antenne 2 avec « Apostrophes » (21 h 35). De droite ou de gauche ? Un vaste problème que nous font découvrir les invités de Bernard Pivot.

Suit, à 22 h 55, « Le Silence », film d'Ingmar Bergman, véritable descente aux enfers d'un univers féminin condamné à la mort lente (voir notre article page 30).

Ce **samedi 21 octobre** nous entraîne dans le passé sur A. 2, à 20 h 35, « le Temps d'une République ». Les « congés payés » gagnent les bords de mer : Max Gallo tente de faire revivre cette liesse populaire de l'été 1936.

Pour les fanas d'Histoire, un énième assassinat d'Henri de Guise dans « les Grandes Conjurations » de Marcel Cravenne, sur F.r.3, à 20 h 30.

Dimanche 22 octobre se consacre au cinéma.

Claude Lelouch vous souhaite « la Bonne Année », à 20 h 30, sur T.f.1. Comment voler une bijouterie quand celle-ci jouxte un magasin d'antiquités ? Une histoire d'amour entre un voleur, Lino Ventura, et une antiquaire, Françoise Fabian.

Dans « le Cinéma et son temps » de Claude-Jean Philippe, « les Années 10 » à 21 h 30, sur F.r.3, suivi des « Regards » de Michel Minaud sur « l'Homme de marbre » d'Andrzej Wajda à 22 h (voir « l'Unité » n° 310).

Les femmes continuent de faire parler d'elles. **Lundi 23 octobre** sur T.f.1, à 16 h 15, « le Nouveau Souffle » des plus de quatre-vingts ans. Quelle bise !

Evelyne Sullerot abordera la démographie en France sur F.r.3 à 18 h 55. Problème que vous connaissez déjà (voir nos précédents numéros sur la dénatalité).

Choix difficile pour cette soirée du lundi : A.2 rend un hommage à Jacques Brel (20 h 30) et F.r.3 donne un pur classique d'Alfred Hitchcock, « la Mort aux trousses », où Cary Grant devient agent secret malgré lui (20 h 30).

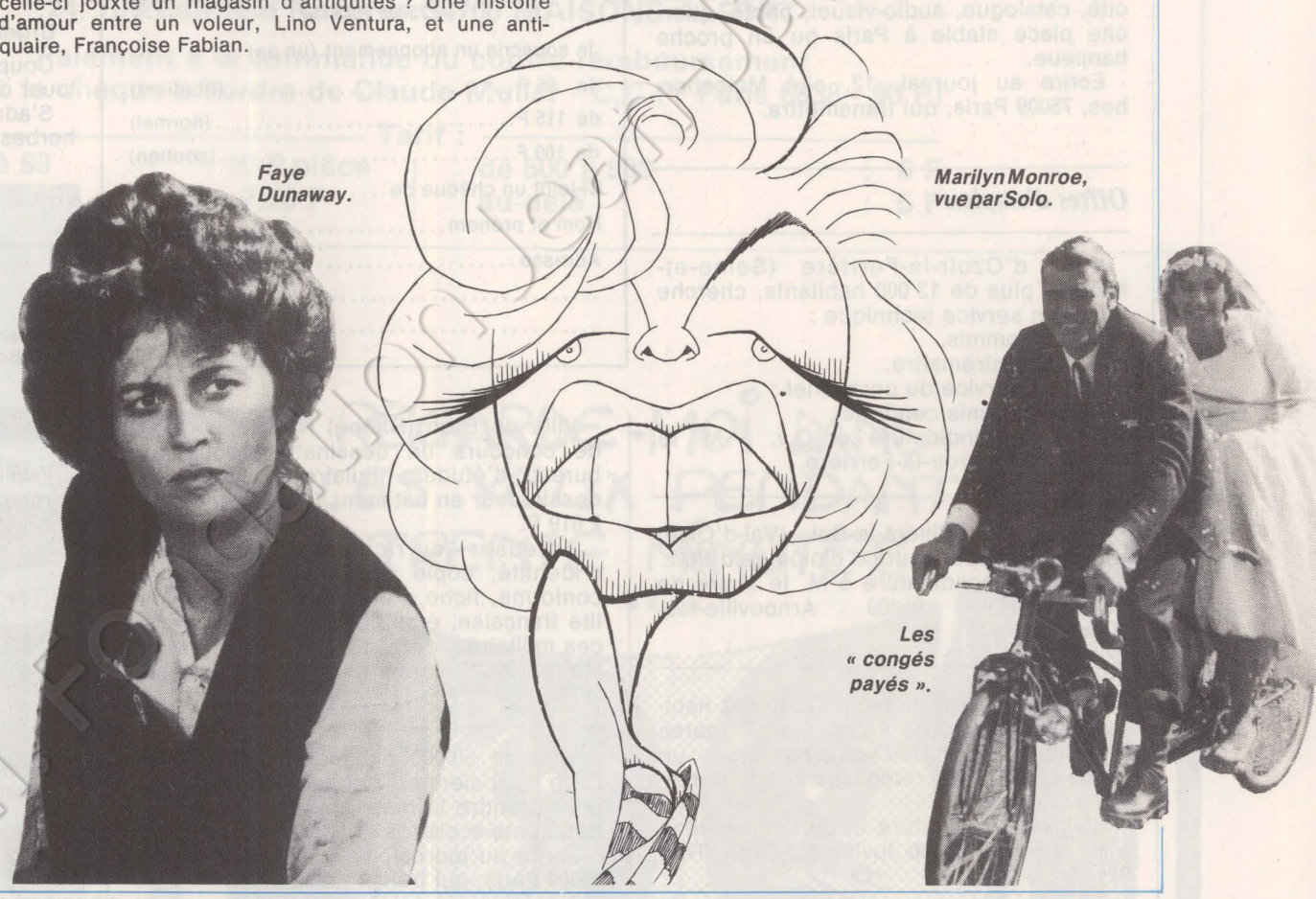
Le **mardi 24 octobre** se consacre à deux femmes célèbres. Marilyn Monroe débute une série de dix destinées exceptionnelles de femmes, proposée par Régis Milcent à 20 h 30 sur T.f.1.

Faye Dunaway, face à la convoitise d'une puissante compagnie pétrolière, illustre la poursuite de l'« or noir » en 1910 dans l'Etat de l'Oklahoma. Stanley Kramer décrit le comportement de l'homme quand son intérêt entre en jeu. A 20 h 30, sur A.2.

Mercredi 25 octobre, à noter l'émission médicale d'Igor Barrère et d'Etienne Lalou : « les Enfants qui dérangent » (T.f.1, 22 h).

Anne Sinclair vous donne rendez-vous **jeudi** à 15 h 55 sur A.2 avec le cancérologue Léon Schwarzenberg.

Après ce survol de la semaine télévisée, atterrissons, dans un vieux coucou de la guerre de 14, à 20 h 30 **le 26 octobre** sur T.f.1, pour ceux qui ont aimé « les Faucheurs de marguerites ».



Faye Dunaway.

Marilyn Monroe, vue par Solo.

Les « congés payés ».



Banlieue

**** Théâtre Daniel-Sorano de Vincennes : « le Brise-l'âme », de Robert Pouderou. Mise en scène de Gilles Atlan (jusqu'au 10 novembre).***

Deux femmes. Elles sont venues chercher un homme qui est le fils de l'une et le mari de l'autre. Elles seront brisées par le racisme ordinaire, dans la rue et au travail.

**** Maison de la culture de Nanterre : « Bathory Erzsebet », de Marie-Françoise Egret. Mise en scène de Pierre Romans (jusqu'u 12 novembre).***

Dans la Hongrie du XVIIe siècle, une comtesse sanglante se fait l'émule de Gilles de Rais : six cent vingt jeunes filles sacrifiées. La mort est le personnage principale de la pièce.

**** Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis : « Remagen », d'Anna Seghers. Mise en scène de Jacques Lasalle. Avec Françoise Lebrun, Anna Prucnal, Emmanuelle Riva (jusqu'au 19 novembre).***

L'Histoire douloureuse du peuple allemand étoilé dans la mémoire de sept femmes. Une œuvre dressée contre le fascisme.

Province

**** Belfort (Tour 41) : « le Koukounor », de Paul Pidancet. Mise en scène de Marcel Guignard (jusqu'au 25 novembre).***

Le non-sens en scène. Du Ionesco qui se passerait au fond d'un lac. Paul Pidancet : un auteur à ne pas oublier.

**** Toulouse (théâtre du Capitole) : « l'Opéra de quat'sous », de Bertolt Brecht. Mise en scène de Maurice Sarrazin (du 20 octobre au 31 décembre).***

Un classique brechtien, repris pour le cinquantenaire de sa création.

PETITES ANNONCES

Service Petites Annonces au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris. Renée Skoblinsky : 878-40-73.

Demandes d'emplois

Directrice de centre social, en fin de formation Capes, cherche emploi ville de province. Tél : 873-57-93.

Cuisinière, connaissant repassage et ménage, cherche emploi de 8 h à 14 h (si possible quartier porte de Champerret).
Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

Secrétaire expérimentée cherche poste stable, tous domaines culturels, à Paris ou dans région parisienne. Tél. : 307-18-42. Ou écrire : Nathalie Cartier, 152, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

Dessinateur, 32 ans, huit ans d'expérience en cartographie, maquette publicité, catalogue, audio-visuel, photo, cherche place stable à Paris ou en proche banlieue.
Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

Offres d'emplois

Ville d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), plus de 13 000 habitants, cherche pour son service technique :
— Un commis,
— Un contremaître.
Pour son service du personnel :
— Un commis confirmé.
Envoyer candidature et C.v. à M. le Maire, 77330 Ozoir-la-Ferrière.

Mairie de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise) recrute une puéricultrice diplômée d'Etat.
Adresser candidature à M. le Maire de Villiers-le-Bel, 95400 Arnouville-lès-Gonesse.

Juvisy-sur-Orge (Essonne), 13 500 habitants, 20 km sud de Paris, S.n.c.f. (gares d'Austerlitz et Paris-Lyon), recherche un garde-champêtre remplissant les conditions statutaires.
Envoyer candidature et curriculum-vitae à M. le Maire, 91260 Juvisy-sur-Orge. Tél : 921-86-00.

n.r.s.
la nouvelle revue socialiste

a fait peau neuve.

Dans le numéro 34, vous trouverez :

• **Dossier :** le Travail, Jean-Paul Bachy, Lucien Praire.

• **Débat :** Un parti pour quoi faire ? Démocratie dans le Parti et démocratie par le Parti.

BULLETIN D'ABONNEMENT
(à retourner à la N.R.S., 12 cité Malesherbes, 75009 PARIS)

Je souscris un abonnement (un an) :
de 95 F ..... (étudiant)
de 115 F ..... (normal)
de 160 F ..... (soutien)
Ci-joint un chèque de ..... F
Nom et prénom .....
Adresse .....
.....
.....

Ville de Bron (Rhône) recrute par voie de concours un dessinateur pour son bureau d'études, titulaire du C.a.p. de dessinateur en bâtiment. Traitement brut : 2 619 F.
Adresser curriculum vitae, photo d'identité, copie des diplômes certifiée conforme, fiche d'état civil et de nationalité française, état signalétique des services militaires, certificats de travail à M. le Maire, 69671 Bron, avant le 30 octobre 1978.

Ville de 50 000 habitants, proche banlieue parisienne, recherche ingénieur pour prendre la responsabilité du service Bâtiments scolaires et communaux.
Ecrire au journal, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, qui transmettra.

Divers

Dentellière, retraitée, lauréate de la Fondation de France (référenciée au musée d'Art moderne - palais du Louvre, pavillon de Marsan), enseigne dentelle ancienne, à navette « frivolité » (XVe, XVIe siècle). Gratuit pour les clubs du 3e âge. Pour déplacement, fournir logement indépendant ou chambre coin cuisine indépendants. Tél. matin et soir : 254-78-84 ; ou s'adresser au journal, qui transmettra.

Ecrivain de gauche, fin pêcheur, recherche militant socialiste possédant un étang à brochets pour week-ends alieutiques. Ecrire au journal, qui transmettra (12, cité Malesherbes, 75009 Paris).

Urgent
Couple étudiants cherche chambre à louer dans 7e, 8e ou 9e arrondissement.
S'adresser au journal (12, cité Malesherbes, 75009 Paris), qui transmettra.

Fêtes du P.s.

LES 21 ET 22 OCTOBRE

Organisée par la Fédération du Territoire de Belfort

FETE DE LA ROSE

Au centre Benoit-Frachon, à Belfort

Variétés, stands, forums

Meeting politique avec Yvon Tondon, Edwige Avice et Pierre Guidoni.

28 ET 29 OCTOBRE

Organisée par la Fédération de la Gironde

FETE DES VENDANGES
à Saint-André-de-Cubzac

Spectacles avec Christian Ray, Gilles-Jules et Jean, Catherine Lara

Allocution politique de Michel Rocard

Directement du producteur

CHAMPAGNE
BARON FUENTE

Vigneron, 21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne
De 22 à 26 F (T.T.C. départ)

Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande, tél. : (23) 82.01.97

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot. Guy Perrimond

REDACTION
Marie-José Bernardot. Robert Butheau. Christine Cottin. Nicole du Roy. Georges Frameries. Frédérique de Gravelaine. Michèle Kespi. Jean-Paul Liégeois. Jean-Pierre Moulins. Gilberte Muller. Véronique Neiertz. Francis Pisani, Emmanuèle Plas. Jean-Loup Revérier. Gabrielle Rolin. Maurice Séveno. Antoine Violet, Maryse Wolinski.

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision). Mauricette Duchemin (maquette).

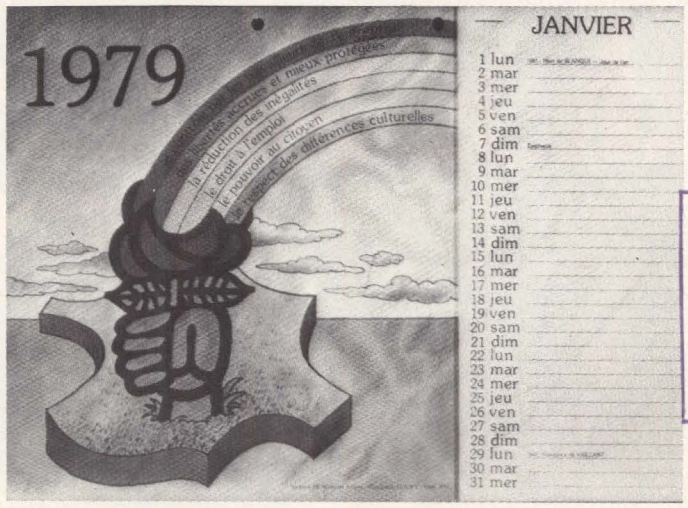
DESSINS
Jean-Pierre Coureuil. Barrigue. Solo. Teich. Lacroux. Pym

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité
Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325



PARTI SOCIALISTE
28, Rue Victor Hugo
92240 MALAKOFF
Permanence 10 h à 12 h
le dernier samedi du mois

POUR LA TROISIÈME ANNÉE CONSÉCUTIVE, LA SECTION DE MAISONS-ALFORT ÉDITE UN CALENDRIER A LA ROSE.

Excellent moyen de propagande et de financement pour les sections ; il est possible d'en passer commande à :

J.-F. REDON

24, rue Edmond Nocard - 94700 MAISONS-ALFORT

Paiement à la commande ou contre-remboursement
(libeller le chèque à l'ordre de Claude Muller - C.C.P. Paris 6838 - 90 P)

Tarif :

jusqu'à 99	: 10 F pièce	de 500 à 999	: 6 F
de 100 à 499	: 7,50 F	au-delà	: 5 F

octobre
la fin du porno ?
Plastic People : le rock interdit
Pays Basque
métro : les souterrains du futur
tuyaux : musique clés en main
B D
petites annonces
le calendrier de tous les spectacles du mois
Spécimen gratuit sur demande : Antirouille, 2 square Pétrelle 75009 Paris.



Antirouille
en vente partout 7frs

24 fiches Safari

le coffret de classement avec tous les accessoires
tout l'ensemble pour seulement **9 F 80** (+ frais d'envoi)

et en plus **GRATUIT** une seconde collection de **24 fiches** si vous commandez tout de suite.



Examen gratuit
N'envoyez pas d'argent

Les merveilleux animaux du monde maintenant réunis dans ce fichier géant

Des éléphants, des lions, des oiseaux... des animaux qu'il connaît déjà, d'autres dont il ignore même le nom... voici réunis, dans un fichier géant, les merveilleux animaux du monde qui feront rêver votre enfant... Pour lui, une visite au zoo est une fête. Imaginez sa joie lorsque vous lui offrirez, chaque mois, une collection entière de fiches SAFARI.

Sur chaque fiche, il y a, d'un côté, une superbe photo de l'animal dans la nature, et de l'autre, toute sa vie, son caractère, ses performances.

Grâce à cette collection, il découvrira, chaque mois, de nouveaux animaux et, tout en s'amusant, il apprendra une foule de choses en sciences naturelles, en géographie. Et puis, ce jeune collectionneur choisira parmi les ingénieuses formules de classement celle qui convient le mieux à sa personnalité. Il développera son sens de l'observation visuelle, de l'ordre et de la logique. Les fiches SAFARI l'aideront dans ses études et lui feront passer des heures passionnantes.

Chacun dans votre famille tirera profit de ce fichier géant

Nous voudrions vous envoyer votre première collection de fiches SAFARI et tout ce dont vous avez besoin pour constituer votre fichier. Et afin que vous vous rendiez encore mieux compte de la valeur de cette encyclopédie par fiches, nous vous enverrons en plus en cadeau, un deuxième jeu de fiches SAFARI. Si vous êtes ravi, vous garderez gratuitement un jeu complet de 24 fiches SAFARI et vous ne paierez pour le tout (le premier jeu, le coffret de rangement, les intercalaires et les accessoires) que le bas prix de 9,80 F (+ frais d'envoi). Ensuite, si vous le désirez, vous recevrez chaque mois environ de nouvelles fiches SAFARI aux conditions avantageuses décrites dans le coupon ci-contre. Ainsi, grandiront vos connaissances et votre amour de la nature.

Magie des fiches SAFARI, véritable encyclopédie de la nature

✸ Tous les membres de la famille peuvent consulter simultanément le fichier ✸ Les fiches donnent aux jeunes le goût de l'ordre, elles développent la mémoire visuelle ✸ Vous retrouverez instantanément la documentation que vous recherchez.

Bon-cadeau

à envoyer à G.I.E. Courrier Rencontre, 27027 Evreux Cedex
Offre garantie jusqu'au 31.10.78

Envoyez-moi, sans frais ni obligation d'achat, les deux premières collections de 24 fiches SAFARI, soit 48 fiches, ainsi que le coffret de rangement et tous les accessoires.

Je me réserve le droit de retourner l'ensemble dans les 10 jours, sans rien vous devoir. Mais si je suis ravi, je garderai en cadeau une collection complète de 24 fiches SAFARI et paierai l'autre collection, avec le coffret et les accessoires, au bas prix de 9,80 F (+2,90 F de frais d'envoi).

Puis je recevrai les collections suivantes de fiches SAFARI, à raison d'un envoi par mois environ. Je bénéficierai du prix avantageux réservé aux abonnés, soit actuellement 9,80 F (+1,50 F de frais d'envoi) par collection de 24 fiches. Je pourrai faire cesser vos envois à tout moment, en vous avisant par simple lettre.

SIGNATURE OBLIGATOIRE
Signature d'un des parents pour les moins de 18 ans

M
Mme
Mlle
nom Prénom
numéro Rue ou lieu-dit
Commune
Code postal localité du bureau de poste

5-1000/955/1299

Offre limitée à la France, la Suisse et la Belgique.
Nous nous réservons le droit de réviser nos tarifs en fonction des circonstances économiques.
Les envois pourront comprendre plus d'une série de fiches.

G.I.E. Courrier Rencontre, 27027 Evreux Cedex
Lecteurs Suisses : 33, ch. d'Entre-Bois, 1018 Lausanne. Lecteurs Belges : Boîte Postale 8, 7500 Tournai

Laissez votre enfant classer ses fiches dans l'ordre qu'il préfère :
alphabétique
zoologique
par habitat
biogéographique

Format des fiches : 12,5 x 12 cm 150 cm2

